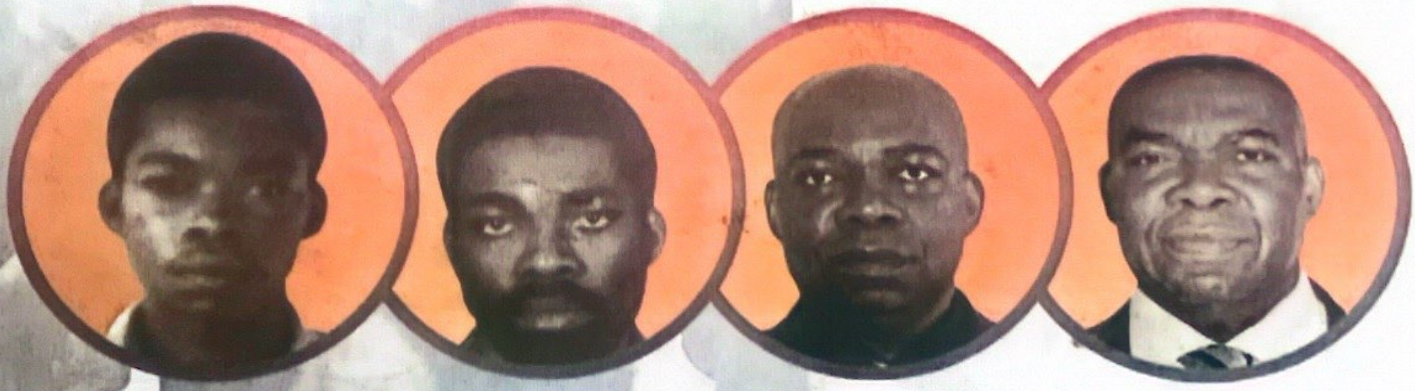
ANDRÉ SIBI

DANIEL YAGNYÈ TOM

UNE VIE DE FOI ET D'AMOUR POUR LE CONTINENT AFRICAIN

Préface de Jean-Michel Mabeko-Tali



Proximité

André Marcelino Mango Sibi est né le 15 décembre 1979 à Sócoto dans la commune de Dinge, municipalité de Cagongo à Cabinda. Il a effectué ses études primaires dans sa ville natale avant d'obtenir un diplôme en communication sociale de la Faculté des sciences sociales de l'université Agostinho Neto, ainsi qu'une maîtrise en sciences politiques et en administration publique.

Il a travaillé comme cadre du régiment de génie et de construction militaire (REC) et a été membre du personnel du groupe *Edições Novembro,* où il était placé au journal de Economia & Finanças. Il est actuellement rédacteur en chef du Jornal de Angola.

En tant qu'enseignant, il a dispensé le cours de communication sociale à la Faculté des sciences de l'université Agostinho Neto, ainsi qu'à l'Institut polytechnique métropolitain d'Angola, et à l'Institut polytechnique souverain d'Angola. Il est actuellement président du comité scientifique du cours de communication sociale à l'Instituto Superior Técnico de Angola (ISTA) et chargé de cours à l'université Jean Piaget. Il est également président de l'Association des communicologues d'Angola, conférencier et auteur du livre Abel Abraão - Reporter de la guerre de Cuito.

André Sibi

Daniel Yagnyè Tom
Une vie de foi et d'amour
Pour le continent Africain

D'après la traduction du livre original en portugais de André Sibi : *Daniel Yagnyè Tom, Uma vida de fé e amor pelo continente africano.*

Reportage d'investigation

Proximité, 2023

©Éditions Proximité, juillet 2023
Yaoundé, République du Cameroun
Tel : 237 699 85 95 94/6 72 72 19 03
Couriel : editionsproximite@gmail.com
ISBN : 9956 429 00216 7

à mes enfants, Celestina, Sibinho,

Sadinho, Dádiva et Luzolo

À Dieu pour le don de la vie.

Je tiens à remercier Dr Daniel Yagnyè Tom pour sa confiance en moi pour mener à bien cette recherche.

Je remercie également Dr Boubakar Namory Keita pour son expertise dans la direction de ce travail.

Enfin, je remercie Esequel Cori pour son travail d'édition textuelle.

À mes parents, Julião Sibi et Joana Chimpado.

À mes beaux-parents António Matunga et Catarina Pedro

« Le néocolonialisme est la dernière étape de l'impérialisme ».

Kwame N'krumah

NOTE DE L'AUTEUR

En 2014, j'ai rencontré le Dr Daniel Yagnyè Tom dans sa propriété, au siège de la « Clínica Santa Clara » située dans la municipalité de Viana à Luanda. Après avoir visité l'établissement, j'ai demandé une audience avec le propriétaire et j'ai été reçu par le Dr Yagnyè. Je lui ai expliqué que j'étais étudiant en communication sociale et que je souhaitais proposer mes services en tant que conseiller en communication pour cette structure médicale. En me regardant, il m'a répondu que la clinique n'avait pas besoin de ce type de services pour le moment et qu'elle avait déjà des patients.

Insatisfait, je suis retourné à la clinique deux mois plus tard, non pas pour redemander du travail, mais pour parler au Dr Yagnyè. Cette deuxième rencontre a donné lieu à de nombreuses autres qui ont abouti à une riche amitié, voire même un lien de paternité. Durant cette période de prise de contact, je suis tombé malade et me suis rendu à la clinique Santa Clara pour y recevoir des soins. Par la suite, ma famille a également commencé à fréquenter cet établissement pour recevoir des soins médicaux.

En 2016, toute ma famille est tombée malade et a été hospitalisée à la Clinique Santa Clara. Quelques semaines plus tard, mes trois garçons sont tombés malades à nouveau. Les deux plus âgés se sont rétablis rapidement, mais le troisième a mis plus de temps à guérir. Peu de temps après, mon fils est retombé malade. Nous avons visité plusieurs établissements hospitaliers sans que sa santé ne s'améliore. Nous avons donc décidé de revenir à la clinique Santa

Clara. Malheureusement, après quelques heures d'hospitalisation, mon fils est décédé.

Suite à cet événement douloureux et déchirant pour notre famille ainsi que pour l'équipe médicale, en particulier le Docteur Yagnyè, un lien indéfectible s'est créé entre nous. Petit à petit, comme une fleur qui s'ouvre, nous avons commencé à nous faire davantage confiance. Au fil de nos discussions, je me suis rendu compte que le Docteur Yagnyè était une source immense de connaissances. En tant que jeune journaliste, ceci a commencé à aiguiser ma curiosité.

Petit à petit, l'envie d'explorer davantage le personnage s'est imposée à moi. J'étais sceptique quant à son adhésion à cette idée, mais je me suis dit que je n'avais rien à perdre en essayant de le convaincre. Au contraire, j'aurais tout à perdre si je n'essayais pas.

Nous avions l'habitude de nous rencontrer les mardis et les jeudis pour nos échanges. C'est ainsi que j'ai proposé au Docteur Yagnyè de me donner l'autorisation d'enregistrer nos conversations pour la postérité. Nos conversations portaient sur une multitude de sujets : le Cameroun, la francophonie, la Première Guerre mondiale, la Deuxième Guerre mondiale, l'Angola, etc. Je découvrais un regard différent sur des sujets qui, selon moi, devaient être transmis aux jeunes générations.

«Je vais y réfléchir», m'a répondu le docteur Yagnyè.

Au lieu de débuter sur ma proposition, le Docteur Yagnyè m'a suggéré d'écrire d'abord sur un soldat inconnu angolais, un ancien combattant de la guerre d'indépendance du MPLA, Laureano Baião. Il m'a

promis que sa biographie viendrait après celle-ci. J'ai commencé mes recherches sur ce combattant inconnu, mais j'ai finalement renoncé à continuer.

Parallèlement, une réelle confiance s'est installée entre nous. J'ai réussi à convaincre le Docteur Yagnyè d'écrire sa biographie. En me basant sur une approche journalistique, j'ai voulu apporter une autre vision sur l'histoire douloureuse et inacceptable du Cameroun et des pays frères africains francophones susceptibles de déclencher un processus juridique dans les instances internationales. Une histoire que le Docteur Yagnyè appelle « le contentieux historique franco-africain ».

Tout au long de ce travail d'échange et de recherche, il est devenu de plus en plus clair que la faiblesse des échanges culturels et commerciaux, l'absence de coopération militaire, le manque d'intérêt pour des échanges au niveau parlementaire ainsi que d'autres formes d'interactions entre les peuples africains ont contribué et continuent de contribuer à un manque de foisonnement de la richesse de chaque État africain.

En posant les bases de ce livre, il était évident pour moi que je participais à une nouvelle phase de la lutte pour la libération nationale de plusieurs pays africains. Il s'agit ici de lutter contre le néocolonialisme toujours en vigueur dans de nombreux pays africains, notamment francophones.

Contrairement au colonialisme, le néocolonialisme repose sur la complicité de pseudo-nationaux qui privilégient une bande de cleptomanes et déshonorent tout en appauvrissant ainsi le plus grand nombre pour le profit des grandes puissances mondiales.

Avec ce travail, il est clair que nous accomplissons aussi le souhait exprimé par le guide immortel de l'Angola et grand poète, le Docteur Antonio Agostino Neto : « L'Angola sera, par sa propre volonté, une solide tranchée de la révolution en Afrique ». Avec ce livre, nous espérons participer à la lutte contre le néocolonialisme en restituant des faits historiques soigneusement effacés de la mémoire collective.

PRÉFACE

Par Jean-Michel Mabeko-Tali

Ce court texte biographique du camarade Daniel Yagnyè est le résultat d'un entretien accordé à un journaliste d'investigation. De mon point de vue, le texte raconte, de manière trop synthétique, l'histoire d'une vie d'une lutte de plus grande envergure qui a façonné à la fois sa personnalité, et les choix politiques et de vie qu'il a faits tout au long des années d'exil, qui l'ont éloigné de sa patrie. Depuis qu'il est parti étudier dans l'ex-Union soviétique comme il le raconte dans ces pages.

Une vie faite de luttes et surtout de convictions politiques profondément ancrées dans la longue tradition des luttes des peuples africains, dont l'UPC (Union des Populations du Cameroun) se démarque et se distingue de loin. Il aurait certainement beaucoup plus à dire, Daniel Yagnyè, s'il décidait un jour de s'asseoir, de prendre son temps et d'écrire ses mémoires. J'espère et je crois que cela arrivera un jour, car il est toujours en pleine lutte pour que son pays et l'Afrique dans son ensemble, soient totalement libérés du système néocolonial qui prévaut encore dans de grandes parties du continent, plus spécifiquement dans les anciennes possessions coloniales françaises.

Sa patrie, la République du Cameroun, qui fut d'abord une colonie allemande, puis un « protectorat » français juste après la Première Guerre mondiale, a fini par devenir un territoire clé dans le contrôle de l'Afrique centrale, même après la soi-disant « indépendance ». La brutalité de la répression

française contre le mouvement indépendantiste camerounais, largement représenté par l'UPC, n'a pas d'équivalent dans le reste de l'Afrique anciennement sous colonisation française, avec des centaines de milliers de victimes camerounaises.

L'autre conséquence néfaste pour ce pays africain a été la condamnation à de longues années d'exil de milliers de cadres, dont la contribution à la fois à un apaisement définitif du climat politique toujours en tension permanente aujourd'hui, et au développement économique, scientifique et technologique de leur pays, serait précieuse. Dans des pays fragiles et jeunes comme les nôtres, chaque cerveau, chaque intelligence n'est jamais un luxe de trop.

C'est dans ce cadre de sa vie en exil que j'ai rencontré le Dr Daniel Yagnyè, à Luanda, par l'intermédiaire d'amis Congolais communs, et que notre longue et durable amitié a commencé. Et c'est à travers ce compagnonnage militant, dans une Angola alors plongée dans ce qui était, en réalité, un mélange de guerres fratricides entre Angolais et d'invasions et d'ingérences étrangères, nourrie par la guerre froide, que j'ai eu l'occasion de suivre ses luttes tant pour le matériel de survie que pour son affirmation professionnelle, ainsi que pour la poursuite de la lutte politique de son parti, l'historique UPC, fondée par l'une des plus grandes figures de tous les temps du nationalisme et du panafricanisme, Ruben Um Nyobe.

Ce fut une période tellement difficile et éprouvante pour le Dr Yagnyè que le texte biographique offert ici au lecteur est, de mon point de vue, en deçà

de l'épopée que fut cette partie de sa vie. Mais je comprends que ce n'est que le résultat d'un entretien sans ambition d'approfondissement biographique.

En tout cas, ouvrant une partie des pages de sa vie déjà largement remplie, à la fois militante et professionnelle, le Dr Daniel Yagnyè ramène à notre réflexion des thèmes importants à rappeler aux jeunes générations de militants panafricanistes, à l'heure où l'on assiste, presque en direct, à une nouvelle lutte entre puissances étrangères, pour une nouvelle partition du continent africain, avec en vue l'exploitation inégale, voire, le pillage de ses immenses ressources naturelles, et comptant pour cela, malheureusement, avec la complicité de nombreux dirigeants africains.

Il est important de souligner ici la question du panafricanisme lorsqu'il s'agit du Dr Daniel Yagnyè. Sinon, on ne comprendrait pas les racines des convictions profondes qui ont animé sa lutte politique pendant des décennies, car, si d'un point de vue professionnel, le neurologue a réussi en Angola, gagnant du prestige professionnel et construisant une base matérielle de respect, je peux témoigner ci, pour avoir accompagné son double combat, qu'il a toujours cherché, dès le début, à utiliser ces acquis professionnels et matériels en faveur de la poursuite du combat initié par la génération de Ruben Um Nyobe, Ernest Ouandié, Félix Moumié, Michel Ndoh, entre autres, dont l'horizon a toujours été continental et jamais vu dans le cadre d'un nationalisme étriqué, qui aboutit toujours à la xénophobie, comme on l'a vu ces dernières années, du Sud au Nord du continent africain. Je veux insister sur cet aspect, car,

sinon, on ne comprendrait pas la souffrance et les frustrations du Dr Daniel Yagnyè lorsque, comme il le rapporte ici, des gestes antipathiques de certains membres du MPLA le blessent, lui et le vieil homme qui est décédé, le camarade «Costa», un ancien militant de l'UPC exilé en Angola, et qui mourra avec son rêve incurable de retourner, un jour, dans sa patrie libérée de l'oppression et du néocolonialisme français. Heureusement, d'autres grandes figures historiques du MPLA ont maintenu leur solidarité militante habituelle avec l'UPC, facilitant le travail de son alors jeune représentant en Angola. La compréhension de ces moments de frustration se trouve dans la connaissance du long compagnonnage militant et panafricaniste qui lie le MPLA à l'UPC depuis les années 1960. Les combattants de l'UPC ont non seulement servi d'instructeurs militaires aux guérillas du MPLA au Congo, mais ont également participé aux premiers assauts opérationnels qui ont marqué l'ouverture de la II Région politico-militaire du mouvement de libération angolais. De même, c'est l'UPC qui, malgré ses propres difficultés matérielles dans ces années difficiles, contribua financièrement au voyage des responsables du MPLA au Ghana, lors de la Conférence panafricaine organisée par Kwame Nkrumah, figure centrale du Panafricanisme continental qui s'affirmait à la fin des années 1950. Il est important de se souvenir de cela et des moments difficiles que le Dr Yagnyè a vécus, car il en a résulté une renaissance de cette relation historique, qui avait atteint un niveau très bas, presque d'hostilité de la part de certains camarades du MPLA, pour des raisons, comme expliqué ici, de comportement

impoli et d'ingérence dans les affaires internes de ce parti, par une certaine figure historique de l'UPC. Ce fut un combat difficile mené par le Dr Daniel Yagnyè, pour restaurer l'ancienne camaraderie panafricaniste entre les deux partis. C'est donc par mérite propre qu'il est promu représentant de l'UPC en Angola et dans toute l'Afrique australe. Sa participation au IV Congrès ordinaire du MPLA, où il s'exprima en cette qualité au nom de l'UPC, a été un moment historique incontestable de renaissance d'une relation qui avait littéralement atteint son niveau le plus bas, pour ne pas dire qu'elle avait cessé d'exister grâce à son ancien chef, le «commandant Kissamba» (Woungly-Massaga). Comme je peux personnellement en témoigner sur la base de conversations que j'ai eues pendant des années avec certains anciens hauts dirigeants du MPLA et connaissant ce «dossier», depuis l'époque de l'exil des deux partis au Congo-Brazzaville et comme, d'ailleurs, Dr Daniel Yagnyè rapporte ici. Cette fois, sa participation au IV Congrès du MPLA, ainsi que la participation d'une délégation du MPLA au Congrès de l'UPC à Douala, au Cameroun, en 2004, n'ont été que l'aboutissement d'une lutte de tous les instants. C'était aussi et surtout l'ouverture d'un nouveau front de combat pour l'UPC dans une sous-région du continent où se déroulaient l'essentiel des grands changements politiques continentaux, qui s'illustrèrent avec l'indépendance de la Namibie, en 1990, la fin de l'apartheid en Afrique du Sud avec l'élection de son premier président noir, Nelson Mandela, en 1994, et l'affirmation de la SADC comme groupe régional de grand poids économique,

politico-diplomatique au niveau continental. L'UPC doit au Dr Daniel Yagnyè cette nouvelle dynamique, qui comptera pour sa renaissance politique mondiale. C'est pourquoi je formule le vœu qu'un jour, ce grand militant des luttes panafricanistes puisse jouer un rôle important dans la renaissance de son pays, le Cameroun, comme partie intégrante de la relance des luttes pour une véritable indépendance de l'Afrique.

Jean-Michel Mabeko-Tali
Professeur titulaire d'histoire africaine à l'Université Howard, États-Unis.
Historien, romancier et analyste politique. Lauréat du Prix national de la Culture et des Arts de l'Angola en 2022.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE I : LE DÉBUT

I.1. Naissance et enfance

Daniel Yagnyè Tom est né le 22 avril 1955 à l'hôpital Laquintinie (1) à Douala. Ses parents vivaient dans le quartier Nkongmondo (2) (qui signifie «nouveau quartier» dans sa langue natale, le Bassa), à la périphérie de Douala, capitale économique de la République du Cameroun.

Il est le deuxième enfant d'une fratrie de trois. L'aîné, Paul Londol Tom, est décédé à l'âge de 45 ans des suites d'une maladie. Il n'a pas eu l'opportunité de fonder une famille en tant que telle, mais il a laissé une fille, Marie-Claire Londol. Viennent ensuite Daniel Yagnyè Tom, qui est le sujet de ce reportage, et Julienne Ngo Tom, la cadette de la famille, mariée et mère de sept enfants (tous adultes aujourd'hui).» La naissance de Daniel Yagnyè Tom intervient dans un contexte difficile, alors que la France préparait une offensive militaire contre le peuple camerounais. À cette époque, son père, Paul Tom Londol, avait déjà son automobile et plusieurs boutiques. On peut considérer qu'il était un homme assez aisé à cette époque. Cependant, avec l'instabilité sociale de cette période, il a été dépouillé d'une partie de ses biens. Pour protéger le reste, il était obligé de surveiller son commerce. La nouvelle de la naissance du deuxième enfant lui a été transmise par un ami quelques jours plus tard. Cette nouvelle l'avait tellement ému qu'il a raconté qu'il n'a pas pu fermer l'œil. Malgré la fatigue, il a pris la route à l'annonce de cette nouvelle.

Écrasé par la fatigue, Papa Tom a dû dormir dans son automobile dans un bosquet cette nuit-là.

Pendant son sommeil, Papa Tom fit un rêve qu'il raconta plus tard : «Le jour de la naissance de Daniel, alors que j'essayais de me reposer après plusieurs kilomètres parcourus sur la route, j'ai fait un rêve qui m'a apaisé. On me faisait comprendre de rester calme, car malgré l'agitation et l'insécurité populaire, il ne fallait pas être anxieux pour l'avenir du bébé qui venait de naître, car rien de funeste ne lui arriverait».

À son réveil, à moitié confus entre fatigue et joie d'accueillir un nouveau membre dans la famille, Papa Tom reprit la route. Au regard de ce rêve et face aux différentes propositions de noms à donner au nouveau-né, pour Papa Tom, le nom de famille «Yagnyè» s'est imposé. «Yagnyè» signifie en langue Bassa «LUI AUSSI». Pour le prénom, il opta pour «Daniel», tel que référencé dans la Sainte Bible au chapitre 6 versets 16 à 2, à savoir, celui qui a été jeté dans la fosse aux lions et en est ressorti vivant. En effet, d'après le rêve reçu, Daniel «va survivre face à l'adversité qu'il va rencontrer tout au long de sa vie». De cette combinaison de mots est sorti le nom de l'enfant Daniel et Yagnyè (Lui aussi), «Yagnyè Daniel : lui aussi est Daniel». Nom et prénom auxquels va être ajouté le nom du père, Tom, donnant ainsi Daniel Yagnyè Tom.

Il faut relever que le 22 avril 1955, date de naissance de Daniel, coïncide avec la «Proclamation de la déclaration conjointe» entre l'Union des populations du Cameroun (UPC) et ses organisations annexes. Cette déclaration contenait trois exigences fondamentales :

Premièrement : La fin du régime de tutelle avec des élections générales avant le 1er décembre 1955 et l'installation d'une assemblée constituante.

Deuxièmement : La mise en place immédiate d'un Comité exécutif sous la forme d'un gouvernement provisoire pour l'organisation des élections générales au Cameroun. Troisièmement : L'installation immédiate dans le pays d'une Commission des Nations-Unies pour la constitution des organes d'un nouvel État.

Ce document a été considéré comme une véritable déclaration de guerre par le gouvernement français. Face à ce scénario prévisible, la France s'est mobilisée pour la guerre jusqu'à fin décembre 1954, date à laquelle le gouverneur Roland Pré est arrivé au Cameroun.

I.2. Leçons et valeurs apprises par Papa Tom

Le jeune Daniel a appris de son père l'amour pour son prochain, l'humilité, le respect des personnes âgées, la valeur du travail honnête et l'esprit de sacrifice. Ces valeurs et bien d'autres ont été cultivées en lui dès son plus jeune âge à travers des histoires, des contes et des dictons populaires racontés par son père en pleine nuit, les fenêtres et les portes bien closes. (Il faut dire qu'à cette époque l'insécurité et l'arbitraire régnaient). Il s'agit d'une coutume qui fait partie des formes d'enseignement utilisées par les Bantous (4) pour transmettre l'héritage des aînés et des ancêtres aux plus jeunes.

Son père lui enseignait que les relations humaines ne devaient pas être basées sur la tricherie, comme cet homme qui voulait apprendre à nager en trichant.

Pendant que le maître-nageur enseignait, cet homme simulait et trichait au lieu d'apprendre véritablement à nager. Il pensait tromper le maître, mais en réalité il se trompait lui-même ! Car le jour où il devrait nager pour sauver sa vie, ne sachant pas nager à cause de sa tricherie, il risquerait de se noyer.

Sur le plan du commerce, Papa Tom a également enseigné qu'il n'était pas juste de chercher à tromper son partenaire, car on finit toujours par se tromper soi-même. À cet égard, il disait que prendre soin d'une amitié c'est comme remplir un trou : il est préférable de mettre du sable plutôt que des pierres et du ciment, car un jour on pourrait avoir besoin de vider ce trou. Dès le plus jeune âge, il faut s'habituer à mettre du sable dans les trous pour qu'il soit facile de les vider avec ses mains seulement. Ceux qui suivent cette formule trouveront rapidement une solution à leur problème. Sinon, il faudra toujours utiliser des outils supplémentaires pour vider ces trous remplis de pierres et de ciment.» La tâche en serait plus ardue.

Pour Papa Tom, il faut éviter de plonger dans la boue, car on n'en sort jamais propre. Il ajoutait que lorsque votre ami ou une personne est dans la boue, au lieu d'y plonger, cherchez un objet qui peut vous aider à le sortir de la situation dans laquelle il se trouve.

I.3. Enseignement numéro 1

«Dans cet éventail de sagesse enseignée par son père, le jeune Daniel se souvient également que celui-ci lui avait appris dès son plus jeune âge à ne jamais oublier ses origines. Son père lui disait de

toujours chercher la meilleure solution pour chaque situation difficile. "Il est toujours important, disait-il, de faciliter les choses en recherchant la solution la plus simple dans un esprit d'ouverture avec des engagements sérieux sans négliger la prudence et l'intelligence." Il ajoutait qu'il fallait toujours chercher à analyser la nature de celui avec qui on a affaire. Par exemple, il avait raconté l'histoire de "l'homme et le boa".

« Un homme passait et entendit quelqu'un crier à l'aide. En s'approchant, il se rendit compte que c'était un boa qui était tombé dans un trou profond. Le boa constrictor expliqua à l'homme qu'il était dans le trou depuis quelques semaines, demandant de l'aide et que personne n'y prêtait attention. L'homme lui répondit que personne ne l'avait aidé parce que le boa était connu comme un reptile dangereux par nature. L'animal, bien que reconnaissant sa nature dangereuse, rétorqua en affirmant qu'il était très affaibli par la faim et que même s'il le voulait, il n'avait pas assez de force pour faire du mal à qui que ce soit, encore moins à un être humain. L'homme lui répondit : "Tu es méchant. Si je t'aide, tu m'attaqueras dès que tu atteindras la surface". Le boa supplia et supplia encore jusqu'à ce qu'il réussisse à gagner la confiance de l'homme. Plein de compassion, l'homme alla chercher un long bâton et l'introduisit dans le trou pour permettre au boa constrictor de grimper. Dès que le boa commença à apercevoir la surface du trou, fourbe et calculateur, il se lança sur l'homme qui l'avait aidé. Et Papa Tom d'ajouter : « C'est ça la vie ! C'est aussi ça une partie de l'histoire de notre pays. Le boa essayant de justifier

son attitude par son manque de force pour chasser un autre animal, il était donc nécessaire d'avaler ce qui lui était tombé tout cru dans la bouche afin de prendre des forces pour poursuivre sa route !»

I.4. Enseignement numéro 2

Concernant la valeur de la vie, Papa Tom raconta l'histoire du coq : « Dans un village, il y avait un très beau coq. Quand il descendait la rue, tout le monde s'arrêtait et le regardait. Les poules couraient toutes après lui. Et celui-ci, bien sûr, choisissait la favorite du jour. Dans la salle des fêtes, le coq ne dansait pas avec n'importe quelle poule. Il choisissait la plus en vue ! Un beau jour, alors que le propriétaire du fameux coq préparait une grande fête, tous les coqs avaient été capturés et enfermés au même endroit pour servir de festin. Pour s'échapper, il n'y avait qu'une toute petite sortie. Cependant, la condition pour pouvoir passer était d'enlever toutes les plumes. Immédiatement, notre coq se dépluma totalement, ce qui lui permit de s'échapper.

En sortant dans la rue, le coq se rendit compte que personne ne le reconnaissait ni ne lui prêtait attention comme auparavant. Malgré cela, il était extrêmement heureux, car il avait échappé à la mort et préservé la chose la plus précieuse : la vie. Même s'il n'était plus reconnu, le fait d'être en vie était plus important que de paraître !»

Non moins importante était la lutte héroïque pour l'indépendance du Cameroun. Toujours les portes et les fenêtres de la maison hermétiquement

closes, Papa Tom racontait à voix basse l'histoire de la résistance de l'UPC (Union des Populations du Cameroun), ses hauts et ses bas ainsi que les réalisations des dirigeants de ce parti. Tout au long de cette histoire, la vedette revenait à Ruben Um Nyobe, Félix Roland Moumié, Ernest Ouandié et Abel Kingué. Il y avait beaucoup de non-dits et de fantasmes sur cette résistance populaire. Surtout à cette époque, il était formellement interdit de parler de ce parti et de ses dirigeants. Toujours avec fierté, Papa Tom racontait le parcours de son frère et cousin Michel Ndoh qui purgeait une peine de prison à Accra, la capitale du Ghana.

CHAPITRE II : INVESTIR DANS LA FORMATION

II.1. Enseignement primaire

La relation du Dr Daniel avec l'église, en particulier catholique, débute dès son plus jeune âge. Il commence le primaire à l'école Saint-Michel au quartier de New-Bell à Douala, puis à Saint Kisito au quartier de Ndogbatti, car, à l'âge de six ans, ses parents quittent Nkongmondo pour vivre à la Cité Sic Bassa.

De la Cité Sic Bassa jusqu'à l'école de Ndogbatti où il était inscrit, il fallait environ 30 minutes pour parcourir les quelques cinq kilomètres. Il se souvient encore du Père Lihan qui célébrait les premières messes auxquelles il assistait. Parmi ses amis d'enfance, il se souvient de Marie Louise Ngo Gwet, Elele Messi Didier et Njeng qui avait perdu sa jambe dans un accident de train. Il se souvient aussi des frères Djoumessi avec lesquels il jouait dans son enfance.

Daniel était un garçon assez calme dans son enfance. Tout le monde l'appelait Dan. Comme amis d'enfance, il y avait Moutlen Bienvenu, Kenfack, Aba Bidias, Djemba, Bedjedi, Boum Samy et Émile Wangue qui est resté son meilleur ami jusqu'à ce jour. Dan, comme on l'appelait, aimait passionnément le football. À cette époque, le football était considéré par tous comme un métier réservé à ceux qui ne réussissaient pas à l'école. En effet, le sport n'offrait pas de belles perspectives d'avenir.

Le rêve de jouer au football a très rapidement été effacé au regard de la situation sociale que traversait

la famille à cette époque. Papa Tom interdit cette activité. Pourtant c'était l'époque où naissaient les grandes figures du football camerounais que le monde a connues plus tard. La plupart d'entre elles ont joué au football au stade Marion de la Cité Sic à quelques centaines de mètres de leur domicile.

Il a ainsi vu de près de jeunes talents sportifs naissants tels que Tokoto Jean Pierre, Roger Milla, Thomas Nkono et bien d'autres qui sont devenus célèbres dans l'histoire du football camerounais, africain et mondial. En plus de ceux-ci, il y avait déjà des stars confirmées comme Mbappé Lépé, Mbeté Isaac et le gardien Mboma qui faisaient rêver les gamins.

L'enfance de Daniel est liée à la lutte pour l'indépendance en raison de l'implication de sa famille tant maternelle que paternelle. Les frères de sa mère, originaires du village Nguibassal, des Log Bakeng dans la localité Babimbi 2, ont été massacrés par les troupes françaises. C'est le cas du frère aîné de sa mère, Tina Kissaga, qui a participé à la Seconde Guerre mondiale et a contribué à la libération de la France et de l'Europe du fléau du nazisme. Il a été contraint de rejoindre les premiers groupes de résistance armée de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) pour revendiquer l'indépendance du pays promise par la France. Il y a perdu sa vie dans le maquis ainsi que sa fille aînée Suzanne Félicité. Un événement qui a marqué sa mère Claire Ngo Kissaga pour le restant de ses jours. Pour pérenniser la mémoire de sa mère, Dr Yagnyè a donné son nom à sa fille aînée qui est née avec ses caractéristiques.

Joyeuse et sensible, la mère du Dr Yagnyè a perdu tous ses frères pendant cette guerre pour l'indépendance. Cela l'a rendue triste surtout lorsqu'elle se souvenait de son frère aîné Tina Kissaga. De ce dernier il reste à Daniel de vagues souvenirs de sa personne qui irradiait beaucoup d'amour. La tristesse de sa mère marqua énormément le jeune Daniel qui était très proche d'elle.

Le père Paul Tom Londol était un homme à la stature puissante. Dans sa jeunesse il s'était lancé dans le commerce en gros et en détail. Après avoir perdu les boutiques qu'il possédait durant la période de troubles politiques il s'orienta dans le commerce de vente au détail. Pour la petite histoire, à l'âge de neuf ans, Paul Tom Londol a été emmené dans la zone du Cameroun anglophone. Pour le préserver d'une situation familiale délétère, sa grand-mère avait compris qu'elle devait l'éloigner. Papa Tom a ainsi grandi loin de sa famille dans la culture anglo-saxonne. Beaucoup de personnes dans sa famille ne savaient pas où il se trouvait et pensaient qu'il était décédé, car sa grand-mère n'avait laissé circuler aucune information à son sujet. Il est réapparu à l'âge adulte. Il s'est installé à Douala et avec ses ressources financières il ouvrit à son compte son activité commerciale au quartier Nkongmondo.

Rappelons que Papa Paul Tom est né dans la commune de Ndom à environ deux cent dix kilomètres de Douala. Ndom fait partie des rares localités du pays qui ont vu hisser le drapeau de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) le jour de la proclamation de *la pseudo-indépendance* du pays le 1er janvier 1960. C'est la raison pour laquelle

les proches de Ndom avaient choisi la résistance armée de l'Union des populations du Cameroun comme solution à la situation de l'imposition de l'autonomie à la place de l'indépendance. Le célèbre Michel Ndoh, ancien président et secrétaire général du Parti, était le cousin germain de son père. Il s'était exilé au Ghana où il avait été emprisonné après le coup d'État contre Kwame Nkrumah. Il obtint alors le statut d'exilé politique en Suisse grâce à une forte mobilisation internationale menée par plusieurs intellectuels de renom de l'époque dont le philosophe français Jean-Paul Sartre.

Après la mort de l'oncle Tina Kissaga et de sa fille aînée Suzanne Félicité Ngo Tina au maquis, sa femme et leur fille cadette Alice furent capturées. Après une courte détention pénitentiaire, Alice arriva à la Cité Sic Bassa dans la famille. La cousine Alice avait une caractéristique physique incompréhensible à tous à cette époque-là. C'était une fille qui marchait toujours les yeux fixés au sol. Personne ne comprenait pourquoi. Maman Claire essayait de corriger ce comportement de sa nièce tout le temps, au point de s'énerver contre elle régulièrement. Maman Claire élevait parfois la voix et il lui arrivait même de crier, ce qui perturbait encore plus Alice. Son cousin Daniel se sentait très mal face à cette situation. Daniel n'a compris le comportement d'Alice que plusieurs années après avoir rejoint la vie politique active. Il s'est ainsi rendu compte que pour ceux qui vivent dans la forêt, les plus grands dangers tels que les épines, les pièges pour animaux, viennent du sol. C'est surtout au sol que se trouvent aussi les serpents, les obstacles et bien d'autres éléments dangereux.

Le regard d'Alice vers le sol n'était qu'un réflexe de survie dans le contexte du maquis. La cousine Alice va donc rester dans la famille à la Cité Sic Bassa.

Après toute l'instabilité politique due à la lutte de l'UPC sur le plan militaire et social, la famille Tom perdit tous ses biens. Ce quartier avait pour avantage la possibilité de faire des champs. La famille a commencé à cultiver du manioc, des bananes, des arachides et d'autres denrées alimentaires. Une partie des récoltes était destinée à la consommation familiale et le surplus était vendu pour assurer les besoins de la famille en matière de scolarité et de santé. Avec l'esprit commerçant qui caractérisait Papa Tom, la famille commença à se refaire une petite santé financière. Il eut à nouveau une première boutique puis une deuxième boutique au marché de la Cité Sic. Les produits provenant des cultures étaient vendus dans ses boutiques.

Papa Tom avait aussi acheté des poussins d'élevage importés. Il construisit un poulailler dans la concession familiale qui fournissait des poulets et des œufs pour la consommation familiale et la vente. Daniel grandit ainsi dans un environnement familial où il vit évoluer ses parents travailleurs et dynamiques au quotidien. Papa Tom n'hésitait pas à mettre la main à la pâte pour le transport du sable des lagunes jusqu'aux maisons en construction afin de pourvoir aux besoins de sa famille. À l'âge adulte, Daniel n'aura de cesse d'assurer le bien-être de sa famille, ayant appris de son père que c'est un devoir sacré. La situation sociale de la famille commence à se stabiliser. Un beau jour, alors que la mère (gérante des deux petites boutiques familiales) vend les vivres

des récoltes de la plantation familiale, une dame de classe sociale aisée entre dans la boutique. Elle choisit de bons tubercules de manioc qu'elle met dans son sac. Alors qu'elle s'apprête à sortir sans régler le montant du produit, la mère de Daniel lui rappelle qu'elle n'a pas payé. La dame, au lieu de régler le montant dû, se met à menacer maman Claire qui insiste pour le paiement de la marchandise. La dame, très énervée, choisit plutôt de la frapper et de lui cracher à la figure. Maman Claire, en très bonne condition physique du fait des multiples travaux qu'elle effectue quotidiennement, lui donne une copieuse raclée en raison de l'outrage commis.

La dame, issue de la «bonne société», porte plainte contre Maman Claire au tribunal et obtient gain de cause. La mère de Daniel est contrainte de payer une caution de 30 000 francs CFA, un montant considérable pour une famille vivant de ses cultures et de sa petite ferme. Cette somme représente une charge importante pour une famille modeste qui doit faire face à ses divers besoins.

Des connaissances conseillent à Maman Claire de rejoindre l'organisation des femmes du parti unique au pouvoir à cette époque pour éviter la prison. Malheureusement, son inscription ne lui évite pas ces ennuis et elle est incarcérée pendant trois mois dans la célèbre prison de New-Bell. Cette injustice marque profondément la famille. Chaque fois que Daniel y pensait, il en pleurait, même plusieurs mois et années après la libération de sa mère.

II.2. Enseignement secondaire

À l'âge de onze ans, Papa Tom appelle Daniel et lui dit : «Dan, tu es très faible physiquement. Malgré toute ta bonne volonté, tu n'as pas assez de force pour m'aider dans mon travail. Ta seule issue est le travail intellectuel. Tu dois étudier et réussir. Malheureusement, je n'ai pas les moyens de payer tes études secondaires dans un établissement privé. Tu as vu à quel point il était difficile pour moi de subvenir aux frais de l'école catholique. Plusieurs fois, tu as été mis hors de la classe pour non-paiement, même si je payais rapidement. Les frais pour un collège sont beaucoup plus élevés. Pour continuer à étudier, la seule solution est de passer les examens d'entrée dans un lycée public.»

Après cet échange, le jeune Daniel s'est appliqué tout au long de l'année à préparer le concours d'entrée dans un lycée public. Grâce à Dieu, il réussit en 1967 le concours d'entrée au célèbre Lycée Polyvalent de Bonaberi, situé dans une zone périphérique de Douala. Daniel a fait partie de la deuxième promotion d'élèves de ce lycée, fruit de la coopération canadienne avec le Cameroun. La majorité des enseignants sont Canadiens. Aujourd'hui encore, il se souvient du premier directeur (proviseur) de ce lycée, qui s'appelait Philippe Poulin et qui portait alors le nom de C.E.S de Bonaberi. Le dernier censeur avant son départ pour l'université de Yaoundé était M. Doyon.

Bonaberi étant à une dizaine de kilomètres de la maison familiale, son père lui achète un vélo et son frère aîné, Paul, lui apprend à pédaler en prenant toutes les précautions pour circuler prudemment sur les routes menant au lycée. Pendant deux semaines,

chaque jour, son frère aîné l'accompagne au lycée en lui montrant les endroits les plus dangereux. C'est au lycée que Daniel prend conscience des disparités sociales entre les enfants de parents riches et ceux des pauvres. Les différences sont très visibles et prononcées. Certains élèves vont à l'école en voiture ou en moto, tandis qu'une écrasante majorité marche à pied.

L'habillement (hors uniforme) est également un indicateur qui différencie les élèves. Les jours où l'institution autorise les élèves à suivre des cours sans uniforme officiel, cette différence de classe sociale saute aux yeux. Plus visible encore, durant la semaine de fête au lycée, pour les élèves nantis c'est l'occasion de faire un véritable défilé de mode.

Daniel, lors de ces moments-là, choisit d'apparaître très peu au Lycée. Ces différences sociales ne permettent pas de fusion réelle entre les élèves, car les conversations et les préoccupations sont différentes. Le lundi par exemple, les enfants de familles aisées parlent entre eux des fêtes du week-end et des séances de cinéma dans les salles de cinéma de la ville comme *le Wouri*. Ce qui est totalement hors de portée des familles modestes. Pour les enfants des familles modestes, c'est un rêve de visiter ces lieux inaccessibles. Alors, n'ayant rien d'intéressant à raconter, ceux-ci évitent le contact. La seule période de revanche pour les élèves brillants de conditions modestes se situe lors des résultats scolaires avec des bulletins excellents.

La période du secondaire est marquée par la maladie de son frère aîné Paul. Cinq ans de plus que Daniel, Paul est physiquement plus robuste et fort. Il

se consacre très tôt au petit business. Il n'est pas fan de football. Daniel ne se rappelle pas l'avoir vu une seule fois jouer au football ! Il fait dans la récupération et vente de bouteilles et de matériaux tels que le zinc, l'étain, l'aluminium et le fer pour les vendre. Avec le fruit de ces ventes, Paul achète un vélo. Il choisit ensuite de vendre des livres d'occasion au marché nocturne de Nkololun.

Il se consacre à cette activité tous les après-midi, de 14 h à 20 h. Tant que Paul n'est pas rentré à la maison familiale, son jeune frère Daniel est anxieux, car il craint que quelque chose ne lui arrive. Il choisit de manger une fois que Paul est de retour. Parfois, Paul l'emmène avec lui au marché de Nkololun, ce qui est pour Daniel un véritable divertissement.

Il faut préciser que la vente de livres par son frère est une occasion de lecture diversifiée pour Daniel qui a une passion pour la lecture. Ce qui lui permet de consulter ou lire certains ouvrages. Cet éveil pour la lecture est également encouragé et consolidé par un neveu de son père, Théodore Hiong, qui travaille au Centre culturel américain dans l'avenue du 27 Août 1940. Ainsi, il est aussi aisé pour Daniel de lire des auteurs américains et surtout la célèbre revue de sélection «Reader's Digest».

Malheureusement, sans raison apparente, Paul commence à perdre la vue. C'est l'un des plus affreux moments vécus par la famille. Les médecins sont peu nombreux et il est difficile de les consulter. Généralement, les soins de santé sont prodigués par des infirmiers qui malheureusement ne peuvent pas résoudre le problème de santé du grand frère Paul. Les parents, faute de véritables moyens financiers,

ne parviennent pas à le soigner. Il ne reste que des traitements issus de la pharmacopée traditionnelle. Malgré toute leur volonté, Paul ne peut véritablement guérir. Durant toute son enfance, Daniel ne se souvient pas d'un membre de sa famille qui ait été soigné par un véritable médecin. Ce drame familial influence son choix professionnel : devenir médecin!

II.3. L'enseignement supérieur à Yaoundé

À cette époque, les jeunes Camerounais fréquentent des établissements d'enseignements supérieurs au pays ou à l'étranger. Doutant de la capacité de son fils à vivre à l'étranger et n'ayant pas les moyens financiers, maman Claire exclut d'avance toute possibilité de pouvoir étudier à l'étranger. À cette époque, seule la ville de Yaoundé a une université d'État, sa mère prit la décision de parler avec son frère aîné Michel Kissaga, menuisier de profession et chef de la famille maternelle, afin qu'il puisse entrer en contact avec leur jeune frère qui vivait à Yaoundé pour solliciter son intervention. Quelques jours plus tard, l'oncle sollicité remet à son neveu Daniel une lettre destinée à son jeune frère qui réside à Yaoundé, Makanda Michel, lui demandant de s'occuper de son neveu pendant son séjour dans la capitale du pays. Compte tenu de la nervosité dont le garçon fait montre lors de la préparation de ce voyage à Yaoundé et aussi parce qu'il ne connaît pas bien cet oncle, maman Claire prodigue des conseils à Daniel. En effet, Daniel a vécu hors de la maison familiale à une seule occasion, c'était chez l'une des sœurs de sa mère. Un séjour qui lui a laissé un souvenir mitigé.

Pour le rassurer, sa maman lui explique que tout sera très différent cette fois-ci. Elle en est convaincue en raison des sentiments fraternels de son jeune frère Makanda Michel à son endroit. Elle assure que son frère prendra bien soin de son neveu Daniel. Le voyage de Douala pour Yaoundé se déroule par train. Il est accompagné d'une cousine qui habite Yaoundé. Les deux arrivent le matin dans la capitale du pays. Daniel se dirige rapidement vers l'État-Major de l'Armée camerounaise, car c'est là que travaille son oncle Makanda Michel. Il est capitaine dans les Forces armées.

Après avoir lu la lettre, oncle Makanda s'enquiert de la santé de sa sœur puis se lève en demandant à Daniel de le suivre. Ils se rendent à sa résidence non loin de là, située dans le camp des officiers. L'oncle parle très peu, mais il se dégage beaucoup d'affection pour son neveu. Arrivés à la résidence, il montre à Daniel une dépendance où celui-ci va résider. En plus de l'oncle à cette époque, tante Damaris sa femme et leurs trois enfants mineurs, deux petites sœurs de tante Damaris, la mère et le frère aîné de l'oncle vivent aussi dans la résidence.

Une fois à Yaoundé, l'objectif principal de Daniel est son admission au Centre Universitaire des Sciences de la Santé (CUSS). Son baccalauréat D en poche. II faudrait ajouter qu'à la session de juin de ce Baccalauréat, il n'y avait eu qu'une quarantaine d'admis dans tout le Littoral, le renommé Collège Liberman n'avait eu qu'une seule candidate admise tandis que le lycée polyvalent de Bonaberi n'en avait eu que cinq... Daniel s'inscrit à la Faculté des Sciences dans le département de Chimie, Biologie

et Géologie en attendant le concours d'entrée au Centre Universitaire des Sciences de la Santé. Daniel bénéficie également d'une bourse universitaire qui lui permet de toucher douze mille francs par mois (un véritable pactole), avec droit à une chambre à la cité universitaire. Le concours d'entrée au CUSS devant se dérouler un mois plus tard, Daniel décide de voyager sur Douala. L'oncle Makanda le surprend agréablement avec un voyage par un avion militaire, son premier vol, un magnifique baptême de l'air!

À partir de ce moment, lorsqu'il rentre à Douala, son oncle s'occupe de son retour par avion militaire! N'ayant pas été reçu au concours du Centre Universitaire des Sciences de la Santé, CUSS, Daniel passe l'année à Yaoundé à la faculté des sciences de l'université. Il réside à la Cité universitaire ce qui lui permet d'avoir une liberté et vivre seul sans ses parents. Néanmoins, ce ne fut pas toujours facile de vivre loin de ses parents. Bref, c'est une année pleine d'enseignements pour l'avenir.

«La première difficulté rencontrée est de vivre loin de sa famille, sans la protection et l'affection de ses parents. Avec l'argent qu'il reçoit mensuellement de sa bourse, il n'a pas de problèmes majeurs, à l'exception de ceux rencontrés dans la socialisation avec ses amis. Ayant grandi dans un environnement catholique conservateur, certains amis soupçonnent que le jeune Daniel a peur de sortir avec des filles. C'est que l'éducation reçue dans l'Église catholique l'a conduit à être prudent avec les relations sexuelles avant le mariage. Par exemple, la page 32 du *Livre du Catéchisme* stipulait clairement que les jeunes garçons qui avaient des rapports sexuels devenaient imbéciles

et faibles. Pour cette raison, Daniel avait fait tout ce qu'il pouvait pour éviter les filles, même si dans les conversations avec ses amis, d'autres choses étaient entendues puisqu'il fallait paraître homme! C'est ainsi qu'à l'initiative de son ami Moutlen, avec lequel il habitait à la Cité Sic Bassa et avait étudié au même Lycée polyvalent de Bonaberi, une petite fête fut organisée dans la chambre de Moutlen à l'École Normale supérieure (ENS) de Yaoundé, qui forme les futurs enseignants. Les étudiants de l'ENS avaient une allocation mensuelle plus élevée que ceux qui fréquentaient les facultés de l'université, environ 25 000 francs CFA, ce qui leur offrait une vie beaucoup plus confortable. Lors de la soirée organisée par Moutlen, Daniel se prit d'affection pour une fille et ils restèrent ensemble toute la soirée de danse. Au fur et à mesure que la fête battait son plein, chacun avait fini par identifier sa (ou son) partenaire. Entre amis, ils décidèrent que chacun resterait avec sa copine. Daniel ne pouvait pas refuser ouvertement cette décision, parce que ce serait la preuve qu'il avait peur et que sa propagande de Don Juan qu'il s'était fabriqué n'était rien d'autre qu'un mensonge. »

« Afin de prouver son côté masculin, Daniel accepta la proposition présentée par ses amis. C'était à deux kilomètres de la Cité universitaire où il habitait. Après la fête, Daniel sortit gaillardement avec la fille, avec l'espoir de la convaincre en cours de route qu'il était trop tard pour une fille respectable et responsable de marcher dans les rues à cette heure de la nuit. Après avoir écouté Daniel, la fille répondit calmement qu'elle pouvait passer la nuit dans sa chambre sans aucun problème, car ses

parents avaient voyagé pour le village. Daniel, qui n'était pas préparé à pareille situation, commença à frissonner, ayant froid et chaud en même temps. Il était désormais évident pour lui que cette nuit-là serait très difficile : la première dans son voyage dans le monde des émotions. »

« Tremblant et tentant de reprendre courage, il ouvrit la porte de la chambre et le "couple" entra. Dans la chambre, il ne savait pas par où commencer. À sa satisfaction, la jeune fille s'allongea sur le lit. Pourtant, la peur, la honte et l'insécurité étaient telles qu'il n'avait même pas essayé de la toucher. Il s'engouffra dans la salle de bain et y resta. Lasse d'attendre, la fille plus expérimentée l'appela et lui dit : "Viens ici! Viens te coucher!" Tremblant, il s'exécuta et ils restèrent jusqu'à l'aube. Il ne se souvient pas de ce qu'il s'était passé ensuite. Cependant, le lendemain, il ressentit une douleur intense chaque fois qu'il allait uriner. Les jours qui suivirent, entre amis, il était devenu la risée de tous, la cible de nombreuses moqueries et quolibets. En effet, la jeune fille avait été invitée à la fête à cet effet. Elle ne s'était pas fait prier pour raconter avec force et détails à ses amis toutes les "piteuses performances" de Daniel! Toute cette "histoire" était dehors! »

Ce fut presque deux mois insupportables de rires et de railleries de la part de ses camarades, qui ne parlaient de rien d'autre. Un peu plus tard, Daniel se rendit compte que ce n'était pas la première tentative de son ami Moutlen à son endroit. Il avait déjà planifié de pareilles actions à Douala, en lui présentant des filles, mais sans succès! Pour mettre fin à ces moqueries, Daniel fut contraint de se trouver

une petite amie pendant ses vacances à Douala : Alphonsine, une beauté unique dans la fleur de l'âge.

À l'Université, les choses n'allaient pas bien, car dans la classe il y avait une belle étudiante qui bénéficiait des attentions d'un jeune Français, professeur de mathématiques. Le professeur lui avait donné les épreuves de mathématiques corrigées et elle les avait partagées avec certains camarades. Malheureusement, même avec ces épreuves corrigées, Daniel avait obtenu zéro, car c'est le professeur lui-même, qui avait corrigé son épreuve. Convaincu qu'il s'agissait d'un rival, il lui avait donné la note zéro.

Il était clair désormais que Daniel ne pourrait pas passer tous ses examens cette année. Il se prépara encore une fois de plus à tenter l'admission au Centre universitaire des sciences de la santé, CUSS. Malheureusement ce fut un nouvel échec. Plus tard, il apprit par un ami que l'admission dans cette institution n'était pas aisée. Il fallait être parrainé ou payer pour être admis. Il me raconta l'aventure de son ami qui, comme lui, avait bénéficié d'une bourse pour l'Union soviétique. (Cet ami avait eu toutes les épreuves corrigées avant le concours, mais pour n'avoir pas payé, il n'avait pas été admis). Le jeune Daniel était convaincu qu'il n'avait aucun avenir dans cette université. Quelque temps après, il apprit par le plus grand hasard qu'il y avait des bourses pour l'Union soviétique, dont plusieurs en médecine. Celles-ci représentaient sa seule et unique opportunité puisqu'il remplissait toutes les conditions requises pour obtenir une bourse.

Pour mettre toutes les chances de son côté, Daniel décida de demander de l'aide à son oncle. Il savait

qu'il y aurait beaucoup de candidats, même si les enfants des riches préféraient les pays occidentaux (France, Belgique, Canada, États-Unis, etc.).

L'oncle fut soulagé par cette demande qui venait résoudre un problème de conscience. En effet, son neveu lui avait demandé quelques jours plus tôt la possibilité de rejoindre les Forces armées pour devenir plus tard médecin militaire. L'oncle Makanda, qui avait subi une grave discrimination au sein des forces armées, ne souhaitait pas qu'un autre membre de sa famille endure le même parcours d'injustice. Ainsi, lorsque son neveu lui fit cette sollicitation, il se sentit libéré et soulagé. Pour mettre toutes les chances de son côté, l'oncle Makanda décida de rencontrer le ministre de l'Éducation, avec lequel il entretenait des liens d'amitié depuis l'époque où ils étaient camarades de classe dans l'enseignement secondaire.

C'est ainsi que Daniel obtint une bourse pour poursuivre des études supérieures en médecine en Union soviétique en 1975, dans la spécialité d'oto-rhino-laryngologie.

CHAPITRE III : L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN URSS

(Octobre 1975-Mai 1986)

Le 1er octobre 1975, vers 9 heures du matin, un petit groupe de Camerounais, tous jeunes, prit un vol pour Moscou, avec escale à Paris. C'étaient de purs novices en la matière. Daniel n'avait même pas de vêtements adéquats pour faire face à la météo complètement différente.

Il voyageait avec des vêtements qu'il avait achetés grâce à l'argent gagné en travaillant pendant les vacances : un tee-shirt blanc sans veste et un pantalon qu'il venait de recevoir d'un tailleur qui cousait pour de nombreuses personnes de son quartier. Cela contrastait avec les vêtements portés par ses autres compagnons de route. Les chaussures qu'il portait étaient la seule paire qu'il avait. Il faut reconnaître que ses parents n'avaient pas les moyens de préparer vraiment un voyage qui, à l'époque, nécessitait une certaine aisance financière.

III.1.Paris

Le voyage fut tellement différent du vol militaire habituel, bien moins confortable, que Daniel prenait de Yaoundé pour Douala. Il fut ébloui par l'atterrissage de l'avion à Paris ; la vue de l'imposant aéroport ; le nombre de personnes dans l'aérogare ; les avenues illuminées ; etc. Et enfin le guide qui les conduisit à l'hôtel. Tout était agréable.

Ils logeaient dans un hôtel au luxe relatif. Chaque chambre accueillait deux étudiants, très confortable, avec une télévision, une invention nouvelle pour ces

jeunes puisqu'elle n'existait pas encore dans leur pays d'origine. Tout semblait merveilleux. C'était pour Daniel un changement radical comparé à son enfance dans un quartier situé à la périphérie de Douala.

La nourriture était différente et bonne. Pour Daniel, la première nuit fut celle de la découverte de la télévision, car jusque-là il n'avait jamais rien vu de semblable. Il se souvient même qu'il y avait eu un match de boxe du légendaire Cassius Clay (Mohamed Ali), le rêve. Tout le groupe regarda un match de boxe pour la première fois... du début à la fin, c'est-à-dire... jusqu'à ce qu'ils s'endorment.

III.2. Moscou

Le voyage à Moscou eut lieu quatre jours plus tard. Ce fut un choc, surtout après avoir visité Paris. La distribution des chambres dans la Cité universitaire se fit par groupe de quatre étudiants et sans télévision. La nourriture était bizarre. Il comprit plus tard que le séjour de quatre jours à Paris était fait à dessein ! C'était la période de la guerre froide et l'un des objectifs était d'affecter le moral des étudiants en leur montrant le «meilleur côté de la France et du capitalisme».

Après plusieurs consultations et des analyses médicales, les jeunes étudiants furent répartis dans différentes villes de l'Union soviétique. Le groupe de Daniel se retrouva dans la ville de Baku, la capitale de l'Azerbaïdjan. Avant le départ en train, chaque étudiant reçut six (6) roubles (monnaie russe) pour les deux jours de voyage. Ce montant aurait normalement dû être suffisant, mais ce ne fut

malheureusement pas le cas pour des boursiers qui n'avaient pas encore une idée précise de la valeur de cet argent et surtout des prix des denrées alimentaires. De plus, n'étant pas habitués à la nourriture russe, les choix des étudiants se portaient, par exemple, sur les saucissons qu'ils connaissaient déjà au Cameroun.

Leurs choix étaient si chers qu'à l'arrivée à Baku, un seul camarade, André David Gwet, avait encore un peu d'argent sur lui. La nuit tombée et il n'y avait rien à manger. Le lendemain, le groupe dut faire du bruit pour que les autorités leur trouvent de quoi manger !

III.3. Baku

C'est à la Faculté préparatoire de l'Institut de Pétrole d'Azizbekov qu'ils suivirent des cours de langue russe. Les pensées vont tout d'abord à madame Sofia Manachilovna, le professeur de cette langue. Le séjour à Baku fut extrêmement difficile pour ceux qui avaient passé un an dans la Cité universitaire de Yaoundé avec des conditions différentes. En effet, à Baku, les salles de bains et les toilettes étaient communes pour des dizaines d'étudiants. Les mouvements étaient très limités, car c'était une ville musulmane. Malheureusement, un étudiant camerounais avait perdu la vie l'année précédente dans des circonstances jamais élucidées, ce qui suscitait une grande peur chez certains étudiants, dont Daniel. Malgré tout, Baku fut une bonne expérience pour Daniel, car ce séjour préparatoire lui permit de relever certaines de ses faiblesses. C'est dans cette ville qu'il se rendit compte qu'il ne savait pas cuisiner alors que ses colocataires

cuisinaient relativement bien. Il se rendit également compte que les filles pouvaient avoir des capacités intellectuelles supérieures à celles des garçons, car pour la première fois, il fit la connaissance d'une jeune étudiante, Bernadette qui apprit à parler russe en cinq mois alors que les étudiants du groupe en étaient encore aux balbutiements À partir de ce moment, ses préjugés sur les potentialités réelles des femmes changèrent. Après un an à Baku, Daniel fut transféré à Volgograd avec cinq autres étudiants camerounais.

III.4. Volgograd

Volgograd est l'ancienne ville de Stalingrad, anciennement appelée Tsaritsina. Située sur les berges du fleuve Volga, cette ville clé a changé l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Elle conserve encore quelques vestiges intacts de cette guerre. Plusieurs monuments imposants ont été érigés pour honorer ce rôle clé. La ville transpire le patriotisme et l'héroïsme russes pendant cette guerre contre les hordes hitlériennes. Il y a entre autres monuments :

– Le moulin.

– La maison historique de Pavlov.

– Le Mamaev Kourgan (ou la colline de Mamaev).

Tous ces monuments relatent l'héroïsme de l'Armée rouge, tout en relevant que c'est dans cette ville que les soldats fascistes allemands ont perdu plus d'hommes que dans toute l'Europe. Les troupes allemandes ont mis 38 jours pour pouvoir se déplacer d'un côté d'une rue à une autre. Pendant le même temps, soit 38 jours, l'Allemagne hitlérienne a conquis la France.

Daniel a vécu à Volgograd pendant dix ans. C'est dans cette ville chargée d'histoire et de passion par ses populations qu'il va commencer à prendre conscience de la puissance du patriotisme pour son pays.

C'est aussi à Volgograd qu'il va appréhender véritablement la réalité soviétique, qu'il n'avait fait qu'entrevoir à Baku. C'était un monde totalement différent. La culture et les loisirs étaient relativement accessibles à tous. L'école et la santé y étaient gratuites. Il n'y avait pas de différence significative entre les étudiants soviétiques, riches et pauvres. Alors qu'à Baku la cohabitation estudiantine se faisait entre Camerounais et étrangers (non russes). Il n'y avait quasiment pas de contact avec la population autochtone soviétique. À Volgograd les activités et la vie se déroulaient entre étudiants étrangers et soviétiques. Les salles de classe et les chambres étaient partagées entre étudiants étrangers et soviétiques : par exemple, dans les chambres du Campus universitaire, deux Camerounais et deux Soviétiques vivaient ensemble.

Ainsi, Daniel partageait la même chambre avec son compatriote Lenga et les Soviétiques Terechenko et Youri.

Terechenko, d'origine ukrainienne, était très bienveillant, mais avec une dépendance à l'alcool ramenée des forces armées lors de son service militaire. Youri était beaucoup plus jeune, réservé, probablement à cause de son premier contact avec les Africains. Tous deux étaient membres de la Jeunesse communiste (KOMSOMOL - l'Organisation de la jeunesse du Parti communiste). Les moments passés

ensemble furent plaisants, car les jeunes soviétiques étaient bienveillants et solidaires.

À la fin de cette première année de médecine, Daniel partit en vacances en France. Son oncle maternel, Jacques Ndjetehe, vint le chercher à la gare du Nord, à Paris. Au cours de ce séjour, Daniel manifesta son intérêt pour en savoir plus sur la résistance armée lors de l'indépendance de son pays. Son oncle Jacques Ndjetehe l'emmena chez son cousin, un membre de l'UPC, Gilbert Yana. Celui-ci lui permit de découvrir l'essence du conflit armé en terre camerounaise. Après ces véritables cours d'histoire, Gilbert Yana le présenta à quelques jeunes du Manidem, le Mouvement créé par l'UPC en vue de sa reconstruction.

CHAPITRE IV : ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET ACTIVISME POLITIQUE EN URSS

IV.1. Activisme politique en Russie

Le voyage en France fut un véritable pèlerinage, car deux fermes convictions s'imposèrent à Daniel. La première, il comprit qu'il était un privilégié. Au regard de son enfance modeste, il réalisa la grâce qu'il avait de pouvoir faire de très bonnes études de médecine en Union soviétique, alors que de nombreux amis d'enfance n'avaient pas cette opportunité. Certains étaient morts de maladies facilement soignables, simplement à cause des conditions d'extrême pauvreté dans lesquelles ils vivaient. Pour exemple son ami et voisin Ndedi atteint de paludisme avait rendu son âme du jour au lendemain. La plupart de ses camarades n'avaient pas pu poursuivre leurs études faute de moyens financiers. Ce fut pour Daniel une prise de conscience pénible : c'est depuis 1917 que la priorité politique avait été portée à l'électrification de toute l'Union soviétique qui constitue en réalité un véritable continent, alors que Daniel avait grandi à Douala, la capitale économique sans courant électrique ni eau canalisée. Ici, il y avait non seulement de l'eau et de l'électricité, mais le chauffage pendant le rigoureux hiver était aussi gratuit ! En plus, le système camerounais ne donnait pas la possibilité au plus grand nombre d'évoluer sur le plan scolaire.

La deuxième conviction était que dans son pays natal, le Cameroun, il y avait eu et avait encore

des patriotes comme en Russie! Il y avait eu des personnes au Cameroun avec un idéal de justice et d'équité. Ils avaient sacrifié leur vie pour leur pays. Des personnes humbles, à peine armées avaient tenu tête à la puissante armée française! Pour Daniel c'était un devoir sacré de continuer ce combat pour que le sang versé par ces patriotes soit honoré et non oublié!

C'est ainsi que l'activisme politique de Daniel en Russie se développa parallèlement à sa formation en médecine. Ce premier voyage en France durant les vacances fut crucial. Plus les jours passaient, plus une conviction inexorable de faire sienne cette noble cause s'imposait à Daniel. C'est ainsi qu'au regard de l'engagement manifesté pour la réelle libération de son pays, il fut nommé par le Bureau de l'Union Nationale des Étudiants socialistes du Cameroun (UNESK), représentant de cette Direction en Union soviétique et dans les pays de l'Europe de l'Est.

Parmi les actions qui ont beaucoup aidé la lutte de l'UPC à cette époque, il y avait la propagande. Daniel a trouvé les adresses de tous les Camerounais en Russie et dans les pays de l'Europe de l'Est. Pour mobiliser plus de gens, il a commencé à envoyer des tracts par la poste à partir d'une ville où il ne résidait pas. Les Camerounais recevaient souvent du courrier de l'UPC. Cela a permis de recruter des dizaines de membres pour les idéaux défendus par l'UPC.

Il est important de rappeler que dans les années 1960 à 1980, personne ne pouvait parler ouvertement de l'UPC ni de la néocolonisation du pays. Pour cacher ses actions, Daniel allait dans une autre ville de Russie ou parfois à l'étranger

pour envoyer les documents. Quelques mois plus tard, le réseau s'agrandit au point d'avoir des correspondants dans toutes les grandes villes de l'Union soviétique et aussi dans quelques pays de l'Europe de l'Est. Ces personnes commencèrent à recevoir des visites de Daniel, par exemple en Pologne et en Tchécoslovaquie.

Ces activités ont fini par alerter les autorités soviétiques de Volgograd. Elles ont ouvert des enquêtes. À cette époque, cumulativement avec ses responsabilités au sein de l'UPC, Daniel a été élu président des étudiants africains de Volgograd. Plus tard, les autorités de la ville ont commencé à exiger de Daniel qu'il les informe officiellement sur les sujets discutés avant et après les réunions des représentants des différents pays africains. Daniel a refusé de le faire, car il pensait que ce serait une trahison.

C'est ainsi que Daniel a commencé à subir un chantage de la part des autorités de l'Institut. Ils lui ont fait savoir que le Cameroun ne permettait pas à ses étudiants de faire de la politique. Ils ont menacé de le dénoncer aux services de l'ambassade du Cameroun à Moscou. Ces services cherchaient en fait le nom de l'expéditeur des tracts de l'UPC qui inondaient régulièrement tout le milieu camerounais en Union soviétique.

Un jour, Daniel a eu une réunion avec les autorités du conseil municipal de la ville de Volgograd. Ils lui ont dit qu'ils savaient que c'était lui qui envoyait les tracts. Ils lui ont rappelé qu'il venait d'un pays où il était interdit aux jeunes de faire de la politique. Pour cette raison, ils lui ont dit officiellement qu'il ne pouvait pas continuer à développer des activités

politiques en Russie pour des raisons diplomatiques. S'il acceptait de collaborer, non seulement il pourrait continuer à mener ses activités politiques, mais pourrait aussi bénéficier d'une bourse d'études supérieures après sa formation en médecine générale.

Après cette rencontre, les choses ont commencé à se compliquer. La première conséquence a été l'échec aux examens. Pour la première fois à l'Institut, sur les quatre matières de la session d'examens du deuxième semestre en 2e année, il n'en a réussi que deux. Après cet échec, le doyen de la faculté de médecine, Stacienko, l'a convoqué pour lui dire qu'il devait collaborer avec les autorités pour ne pas compliquer davantage sa situation.

«Si tu n'adoptes pas une attitude positive, tu ne pourras pas repartir d'ici avec des diplômes. Daniel, la vie n'est pas une ligne droite comme l'avenue Lénine. Parfois, il faut savoir faire des concessions avec de petits virages. Nous savons que tu voudrais terminer tes études et devenir médecin, mais tu n'y arriveras pas si tu ne travailles pas avec nous!»

Au regard de cette situation, le jeune militant était pris dans une nasse. Il lui fallait trouver une porte de sortie très rapidement. Si les Russes informaient les autorités camerounaises que c'était lui qui envoyait les tracts, le gouvernement allait mettre fin au paiement de sa bourse d'études et il serait certainement expulsé vers le Cameroun. De plus, s'il restait en Russie, l'institut de médecine pourrait ne pas lui permettre de réussir aux examens académiques.

IV.2. Survie en Russie

À partir de ce moment, rester en Russie pour Daniel jusqu'à la fin des études supérieures devenait difficile. Il devait faire des manœuvres délicates et difficiles. Ce n'était pas facile de se battre sur plusieurs fronts en même temps. Il devait terminer ses études d'une part, tout en continuant à promouvoir ses activités d'autre part. Il devait aussi gérer les relations avec les autorités de la ville de Volgograd. Et il devait prévoir et préparer une éventuelle complication des relations avec l'ambassade du Cameroun.

Compte tenu de cette situation compliquée, il était important de trouver une solution. Sinon, Daniel risquait de perdre sa bourse et de rentrer au pays sans diplôme. Pour mettre fin à cette situation inconfortable, Daniel a décidé de tenter son va-tout. Il est allé à l'ambassade du Cameroun à Moscou et a dit à l'ambassadeur qu'il venait d'une famille modeste du pays. Il voulait terminer ses études supérieures en Russie. Mais malheureusement, il subissait de fortes pressions des autorités russes qui voulaient qu'il devienne communiste. Face à son refus, il craignait de ne pas pouvoir continuer ses études, car les difficultés augmentaient chaque jour.

Furieux, l'ambassadeur du Cameroun en Russie adressa une correspondance au ministère des Affaires étrangères de l'Union soviétique, qui à son tour donna des instructions au ministère de l'Enseignement supérieur. Ce ministère transmit des directives aux autorités de l'Institut de médecine où Daniel étudiait. La stratégie fut une réussite. En effet les autorités de la ville ne comprirent pas ce qu'il s'était réellement passé et décidèrent de laisser Daniel tranquille.

À l'époque, l'Institut avait M. Fofanov comme vice-doyen chargé des étudiants étrangers. Il a appelé Daniel et lui a dit : « Daniel, tu es un jeune homme très intelligent. Avec mon âge, je pourrais être ton père. » Il lui a donné plusieurs conseils et orientations. À la fin, il a conclu que l'Institut pourrait fermer les yeux et autoriser Daniel à vivre en ville, hors du campus universitaire. L'objectif était qu'il n'y ait plus de réunions d'étudiants africains au campus. Il fallait l'éloigner des autres étudiants africains. Le doyen Fofanov a réitéré qu'il était interdit aux étudiants étrangers de vivre hors du campus universitaire, mais il lui donnait la possibilité de se loger dans une chambre en ville, car les actions qu'il développait à l'époque étaient interdites et très dangereuses.

C'est ainsi que Daniel a demandé à son amie Natasha de chercher un appartement dans la ville où ils vivraient ensemble. Ce qui s'est réalisé quelque temps après. Après cette installation, Daniel a continué ses activités politiques en se faisant des amis parmi les autorités de la ville. Il s'est lié d'amitié avec l'un d'eux qui est devenu un grand allié. Cela lui a permis de voyager librement à l'intérieur et à l'extérieur du pays pour ses activités. Il s'agissait d'Ivan Yourievitch Ilinov, du conseil municipal de Volgograd.

Daniel a pu ainsi continuer ses activités de manière progressive et plus sereine. Il a sensibilisé plusieurs compatriotes, dont un camarade de médecine. Plus tard, lors d'une soirée à l'ambassade du Cameroun à Moscou, ce camarade a fait semblant d'être ivre et l'a trahi. Il a donné son nom comme dirigeant de l'UPC et principal responsable des tracts qui circulaient dans les villes.

Bien que cette trahison ait été une surprise pour tout le monde au début, la plupart des personnes présentes à la fête sympathisaient avec Daniel. Il y avait même quelques amis du parti dans cette commémoration. De plus, même certains employés de l'ambassade présents aimaient l'UPC, car ils se reconnaissaient dans les idéaux de combat défendus par Daniel dans la clandestinité. Quelques jours plus tard, le réseau clandestin apprenait que Daniel pourrait souffrir de graves conséquences, comme la suspension de sa bourse, et son retour au Cameroun pour une rééducation politique.

Le premier réflexe de Daniel fut de protéger les autres camarades inconnus des autorités. Il choisit donc de mener ses activités politiques ouvertement. Heureusement, à cette époque, il venait d'obtenir son diplôme de médecin généraliste et se préparait pour la spécialité en neurologie. En représailles, les autorités camerounaises avaient suspendu toutes les bourses de spécialisation. Le gouvernement camerounais ordonnait le retour des médecins formés, disant qu'ils feraient la spécialisation plus tard. Cette manœuvre permettrait une enquête sur les étudiants une fois qu'ils seraient de retour au Cameroun. Cependant, pour Daniel, tout était décidé d'avance : il serait envoyé dans un centre de «rééducation».

Grâce aux liens d'amitié qu'il avait tissés avec certaines autorités russes, Daniel a réussi à obtenir une bourse accordée par le ministère soviétique de l'Enseignement supérieur pour une durée d'un an pour commencer sa spécialisation en neuropathologie.

IV.3. Troisième congrès de l'UPC en clandestinité (France 1982)

Pendant les vacances de 1982, Daniel a dirigé une délégation en France comme il le faisait souvent. Mais cette fois-ci, les choses allaient être différentes, car le parti organisait un congrès en secret. Daniel ne le savait pas. Arrivés à Paris, comme c'était inhabituel, la résidence du chef où ils séjournaient souvent avait été désertée. Il n'y avait personne dans la résidence. Afin de ne pas attirer l'attention, le groupe dirigé par Daniel est resté à l'écart de la maison pour observer les mouvements. Après plusieurs heures d'attente, quelqu'un s'est approché du petit groupe pour demander qui était Dimax. Dimax (Dipoko Maxime) était le pseudonyme de Daniel. La personne qui venait d'arriver était un messager de la direction du parti qui devait récupérer Daniel seul, tandis que les autres camarades avec lesquels il avait voyagé de Russie resteraient en place jusqu'à l'arrivée d'un deuxième messager. L'objectif était d'éviter les mauvaises surprises avec la police française. Daniel avait juste un petit sac avec son diplôme de jeune docteur en médecine. Il est monté dans la voiture du messager inconnu. Après un court trajet, la voiture est entrée dans une forêt. Le messager parlait très peu après avoir posé quelques questions sur l'Union soviétique et la médecine. Un temps interminable s'écoulait pour le visiteur à l'intérieur de la forêt, si bien qu'il commença à être intrigué et inquiet.

Ce qui augmentait l'anxiété de Daniel était de ne pas connaître les véritables intentions du messager. Il y avait beaucoup d'histoires de disparitions en France. Le voyage semblait interminable. Au

moment où il commença à se demander ce qui allait lui arriver dans cette forêt où ils roulaient depuis un bon moment déjà, à son immense soulagement, il aperçut au fond de la forêt une silhouette bien connue avec un talkie-walkie à la main : c'était le camarade Dikoume Mbonjo. Quelques minutes plus tard, Daniel découvrait bien d'autres personnes qu'il connaissait déjà, au milieu d'une foule d'inconnus.

À sa grande surprise, Daniel se rendait compte qu'il était en train de participer à un événement historique : le Troisième Congrès de l'UPC clandestine qui se tenait en France en 1982 ! Cet événement lui a permis de rencontrer de nombreux nouveaux camarades, qui pour certains allaient devenir de précieux amis. C'était aussi l'occasion pour la première fois de faire la connaissance son oncle paternel Ndoh Michel, dont ses parents parlaient avec beaucoup d'affection et d'admiration.

C'est ainsi que Daniel va pour la première fois, échanger durant de longues heures avec son oncle paternel Michel Ndoh durant ce congrès. Cet oncle avait quitté le Cameroun avant la naissance de Daniel, alors que sa mère était encore enceinte de lui. Michel Ndoh était visiblement heureux et fier de son jeune neveu désormais médecin, formé en Russie, dont il venait de faire la connaissance.

C'est aussi durant ce congrès que Daniel fit la connaissance du camarade Thomas Emock Elang, dit « António da Costa », qui représentait la délégation angolaise au congrès. De là, va naitre une amitié sincère et chaleureuse que seule la mort allait briser. À la fin du congrès, il a eu plusieurs rencontres et réunions de travail avec différents dirigeants, dont Woungly-Massaga, le leader du Parti, et Daniel

Ngon, le responsable des Relations internationales au niveau du parti. Lors de ce congrès, Daniel reçut le mandat de Représentant spécial de l'UPC dans toute l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est.

De retour en Union soviétique et après avoir présenté son mandat de représentant de l'UPC au Comité central du parti communiste, Daniel a été contacté par Lev Ivanovitch Kim, scientifique à l'Institut Afrique de l'Académie des Sciences de l'Union soviétique. Kim était un expert des Affaires africaines et surtout du Cameroun. Il avait gardé de très bons souvenirs de sa rencontre à Moscou en février 1959 avec le Vice-président de l'UPC Ernest Ouandié.

Après une longue conversation et un déjeuner à l'Institut d'Afrique de l'Académie des sciences de l'URSS, Kim a invité le jeune représentant de l'UPC chez lui pour rencontrer sa femme, Sofia Robertovna Kim. Le couple était d'une gentillesse exceptionnelle et inoubliable. Ce fut le début d'une grande amitié qui a marqué profondément et durablement la vie de Daniel, car il a appris beaucoup d'eux. Parmi les surprises qu'il a trouvées en arrivant chez les Kim, dans le salon, se trouvaient des photographies des dirigeants de l'UPC. Kim ajoutait ceci : « Un parti qui s'est battu pour son peuple et qui l'a profondément marqué comme l'UPC ne meurt jamais, quelles que soient les difficultés. » Ces mots sont encore gravés dans la mémoire de Daniel !

À la fin de la première année de spécialisation, la situation de Daniel s'est compliquée, car les autorités camerounaises commençaient à exiger de

plus en plus son départ de l'Union soviétique, et leurs homologues soviétiques ont fini par céder sous cette pression. Heureusement, dans le réseau secret que Daniel avait développé, il y avait des membres de l'ambassade du Cameroun qui partageaient ses idéaux. Alors qu'on le cherchait en ville, il se réfugiait dans la résidence d'un employé de l'ambassade. Et c'est grâce à ces fonctionnaires qu'il a réussi à survivre financièrement et à surmonter cette phase difficile de son parcours politique en Union soviétique sans ressources financières.

Alors qu'il s'apprêtait à quitter l'Union soviétique, à sa plus grande surprise, le Cameroun fut secoué par un coup d'État le 6 avril 1984. Les troubles politiques et militaires dans le pays ont créé une forte anxiété, même à l'étranger. Il n'y avait aucune communication entre l'ambassade et le pays. Ce désordre a été utilisé par Daniel pour mener une campagne de propagande et d'agitation politique à l'ambassade du Cameroun à Moscou. Profitant du coup d'État, Daniel s'est rendu à l'ambassade et a lancé les mots suivants : « Il y aura des changements politiques au Cameroun et vous êtes là. Au lieu de résoudre les problèmes des étudiants camerounais ici en Russie, vous faites exactement le contraire. Votre temps est révolu et vous allez tout subir avec ce changement. »

Impressionnés par les paroles qu'il avait prononcées, les employés de l'ambassade étaient vraiment inquiets et peu sûrs de leur avenir immédiat. Le coup d'État militaire et politique en question a créé une réelle incertitude pour tous, ce qui a suscité une angoisse certaine. Ils voulaient savoir si Daniel,

bien connu pour ses activités politiques, avait des informations exactes sur ce qui se passait dans le pays. Pris de panique, le chargé d'affaires l'a invité dans son bureau et lui a demandé quel était son problème, pourquoi il criait alors que le pays traversait des moments difficiles. Daniel lui a expliqué qu'il était sur le point de perdre sa spécialisation en neurologie, alors que le pays attendait la contribution de tous ses enfants, et qu'au lieu d'améliorer les relations entre la Russie et les étudiants, le personnel de l'ambassade les persécutait. Il lui a également expliqué qu'il lui restait encore deux ans pour terminer sa spécialité et que le Cameroun avait demandé aux autorités soviétiques de l'expulser de l'Union soviétique. Après avoir entendu la plainte, le chargé d'affaires l'a rassuré et lui a transmis une lettre pour lui restituer la bourse et ainsi prolonger son séjour en Union soviétique de deux ans supplémentaires, afin de compléter sa spécialisation en neurologie.

Lorsqu'il a présenté cette lettre au ministère de l'Enseignement supérieur à Moscou, au même fonctionnaire soviétique qui, quelques jours auparavant, lui faisait des reproches en affirmant qu'il n'était pas assez prudent, raison pour laquelle il avait perdu sa bourse. Ce fonctionnaire l'a reçu à nouveau tout confus avec tout un autre discours. Le fonctionnaire était ahuri, car une semaine auparavant, il conseillait la sagesse et la prudence à Daniel en disant que «dans une maison où l'on agresse des gens, il ne faut pas entrer pour ne pas recevoir de coups». Visiblement, le fonctionnaire ne comprenait pas ce qu'il s'était passé entre temps pour un tel revirement. Mais il y avait cette lettre

authentique des autorités camerounaises autorisant la poursuite de la formation. C'est ainsi que Daniel a vu prolonger sa bourse d'études pour compléter sa spécialité en neurologie en Union soviétique.

IV.4. Spécialisation en Neurologie en Russie

Les quatre dernières années en Union soviétique ont été cruciales, tant du point de vue politique que de la formation médicale. Daniel savait qu'il ne pouvait plus voyager au Cameroun et qu'il devait se préparer psychologiquement à vivre dans un autre pays africain. Pour lui, l'option de vivre en dehors du continent africain était impensable.

Sur le plan politique, les rencontres et discussions avec le camarade Kim ont énormément contribué à lui ouvrir d'autres horizons, lui permettant aussi de se concentrer sur les aspects théoriques de ses activités et problèmes politiques. Un exemple : selon le camarade Kim, l'UPC avait commis une grave erreur politique en adoptant le marxisme-léninisme comme ligne politique en 1982.

Au cours de cette même période, l'Union soviétique a eu plusieurs dirigeants politiques dans les plus hautes sphères de l'État. Cela a permis à Daniel de voir comment le comportement du peuple changeait à chaque fois qu'un nouveau dirigeant apparaissait. Il se souvenait du laxisme du personnel hospitalier à la fin du règne de Leonid Brejnev. Du jour au lendemain, après sa mort et l'ascension d'Andropov, les mêmes travailleurs qui arrivaient en retard et étaient souvent absents avaient complètement changé de comportement. Après la mort d'Andropov, avec l'ascension de Tchernienko, le laxisme ressuscita...

Ce phénomène, analysé par le jeune Daniel, n'a certainement pas échappé aux autres camarades des organisations africaines et asiatiques présentes en Union soviétique qui luttaient contre les dictatures dans leurs pays respectifs. Ce changement permanent de la haute direction politique du pays a été une formidable expérience sur la façon d'appréhender le pouvoir, son essence et sa relation avec la base.

Au cours des deux dernières années de son séjour, il y a également eu le quatrième congrès de l'UPC qui avait décidé de la sortie de la clandestinité du principal dirigeant du parti, Woungly-Massaga. En même temps que le Secrétaire général Woungly-Massaga, Daniel exercerait aussi ses activités politiques de manière ouverte. À seulement 29 ans, son nom était désormais officiellement écrit sur les documents du Parti, tandis que la plupart des autres camarades continuaient d'utiliser des noms de combat ou des pseudonymes. Daniel devenait ainsi le plus jeune leader upéciste connu!

C'est pour cette raison que l'ambassadeur du Cameroun en Union soviétique, l'ancien ministre et Secrétaire général de l'OUA, Nzo Ekangaki, sur instruction du président Paul Biya selon son affirmation, l'avait invité et lui avait fait plusieurs promesses, financières et politiques, dans le but qu'il accepte de renoncer à l'UPC et aux activités politiques hostiles au gouvernement du Cameroun. La réponse fut, bien sûr, négative.

Au niveau de la formation médicale, ces deux années ont été pour le jeune homme une belle opportunité d'accéder à une profession dont il avait toujours rêvé. Diplôme en poche, le retour sur le

continent était inéluctable. Entretemps, Daniel passait le plus clair de son temps à la clinique et assurait beaucoup de gardes. Son professeur, Vladimir Kourchev, ainsi que le chef du service, Choubin, et d'autres médecins (Marchenko, Babaitsev, Salomatina et Andreeva) étaient surpris par tant d'engouements, car, selon eux, les jeunes étudiants africains ne montraient pas autant de dédication au niveau de leurs stages.

Rapidement, Daniel a insisté pour avoir ses propres patients. En raison de son insistance, il finit par avoir l'autorisation du professeur Kourchev. Il harcelait pratiquement tous ses collègues plus expérimentés en leur demandant des explications sur le même problème médical. Il obtenait plusieurs points de vue et explications différentes sur un même sujet, ce qui lui permettait d'améliorer sa compréhension et le traitement à appliquer à la pathologie.

Le professeur Kourchev a fini par déclarer mi-figue, mi-raisin, lors d'une réunion restreinte avec des médecins soviétiques spécialisés, qu'il soupçonnait le docteur Daniel Tom d'être plus américain qu'africain... Réflexion que lui avait soufflée son amie Ekaterina Vladimirovna, médecin spécialiste en neurologie.

De plus, sachant que cette spécialité était mal connue en Afrique et qu'on la confondait avec la psychiatrie, Daniel décida de passer quelques mois supplémentaires en neurologie durant sa spécialisation.

Le professeur Vladimir Kourchev l'a encouragé dans cette décision. Il est à noter que l'Institut était, à cette époque, à la pointe des études en Neurologie.

Dans le département de Neurologie, à cette époque, la douleur était considérée comme une maladie, à l'instar des cliniques occidentales et notamment américaines. Aussi, le professeur Kourchev caressait le rêve de voir se créer des cliniques spécialisées dans la douleur, en Union soviétique.

Sa spécialisation en Neurologie en poche, il fut décidé que le docteur Daniel devait retourner en Afrique pendant un an pour faire de la recherche. Le but était aussi de se connecter aux réalités du terrain afin d'avoir une spécialisation adaptée aux exigences neurologiques du continent africain, et de pouvoir appliquer les connaissances acquises. Comme il ne pouvait pas retourner dans son pays natal en raison de ses idéaux politiques qui divergeaient des autorités gouvernementales, l'Institution lui suggéra d'effectuer ces recherches en République du Congo (Brazzaville) qui entretenait de bonnes relations avec l'Union soviétique. De plus, le Congo avait l'avantage d'être un pays francophone, il n'y aurait pas de difficultés en termes de communication et d'environnement. Des contacts furent établis avec les autorités médicales de ce pays. Les conditions furent mises en place au Centre Hospitalier Universitaire de Brazzaville, pour mener les recherches nécessaires durant un an pour ensuite revenir peaufiner son doctorat en neurologie.

Lors de la préparation du voyage pour Brazzaville, deux itinéraires avaient été identifiés : le premier comprenait une escale à Douala, au Cameroun; le second passait via Luanda en Angola, pour Brazzaville. C'est le deuxième itinéraire qui fut choisi parce qu'il offrait plus de sécurité personnelle. Un

visa de transit fut demandé à l'ambassade d'Angola à Moscou, mais la validité du passeport n'étant que d'un mois, la réponse à la demande de visa tardait. Cela faisait plus de deux semaines qu'il n'y avait toujours pas de réponse.

Comme il se rendait pratiquement tous les jours à l'ambassade, Daniel a été interpelé par un fonctionnaire qui voulait savoir pourquoi il venait chaque jour à l'ambassade. Une fois dans le bureau de ce fonctionnaire, Daniel expliqua qui il était Camerounais, membre du Comité central de l'UPC désireux de rendre visite à son camarade qui résidait à Luanda, Emock Elang Thomas plus connu sous le pseudonyme «António da Costa». Le fonctionnaire resta silencieux et sortit du bureau pendant un moment puis revint lui dire : «Tu es un camarade! Je connais bien Costa. Je présenterai cette question à l'ambassadeur aujourd'hui.»

C'est ainsi qu'il fit la connaissance de monsieur Pedro Kivila qui devint un ami. Il l'invita instamment chez lui. Quelques jours plus tard, l'ambassadeur Kiluanje en personne le recevait également chez lui. Le ministre des Affaires étrangères, Afonso Van-Dúnem «Mbinda», avait autorisé son entrée en Angola.

IV.5. Voyage au Congo-Brazzaville avec escale à Luanda

Daniel est arrivé à Luanda le 2 mai 1986 au petit matin. À l'aéroport international «Quatro de Fevereiro», il est reçu par le camarade Emock Elang Thomas, «António da Costa», connu au sein du Parti sous le nom de «Vieux Loup». Costa, à son

tour, va le baptiser «Petit Vieux Loup» (PVL) - le surnom que Daniel utilisait souvent au sein de son Parti.

Les premiers mots prononcés par le camarade Costa furent : «C'est Dieu qui t'a envoyé.» C'était étrange d'entendre cela de quelqu'un qui parlait peu ou pas du tout de Dieu. Même son apparence avait sérieusement ébranlé Daniel, il était d'une maigreur extrême. Le camarade Costa était méconnaissable. Deux ans plus tôt, ils s'étaient rencontrés à Paris à l'occasion du IVe Congrès du Parti. Maintenant, Costa était devenu un véritable cadavre ambulant.

Il lui présenta ses trois camarades katangais qui l'accompagnaient et le groupe quitta l'intérieur de l'aéroport pour le camion du Haut-Commissariat aux Réfugiés. Ne disposant pas de son propre moyen de locomotion, Costa avait demandé ce service aux Katanguais. En costume, cravate, Daniel monta dans le camion, ce qui lui parut étrange.

Arrivés à la maison, la conversation commença immédiatement. Les camarades l'informaient de la situation politique en Angola et présentaient quelques aspects des activités politiques de Costa. Daniel faisait ainsi amplement la connaissance des camarades Kasongo, Ambrósio Mwashiko et Martin Mukalay. Séparé de sa femme Suzanne, Costa vivait avec ses quatre enfants en face de l'hôpital Américo Boavida, plus précisément dans les célèbres bâtiments cubains. L'appartement manquait totalement d'hygiène au point où le nouveau venu avait du mal à utiliser la salle de bain. Après que les camarades katangais se furent retirés, Daniel essaya de découvrir auprès de Costa les raisons de son état et pourquoi il vivait dans de telles conditions.

On pouvait s'apercevoir que la présence de Daniel procurait à Costa une joie indescriptible, mais ses réponses étaient peu compréhensibles et peu convaincantes. Pour cette raison, Daniel lui demanda de se tourner vers Mme Suzana pour l'aider à mieux organiser l'appartement.

Ayant remarqué l'inconfort causé par les cafards volants, Costa plaça un ventilateur à côté de l'invité. Pendant toute son enfance à Douala, Daniel n'avait jamais vu voler des cafards. Il y avait aussi beaucoup de moustiques.

La première nuit à Luanda, ce 2 mai 1986, a été horrible et inoubliable. La ville vivait sous le régime du couvre-feu. Il y avait beaucoup de coups de feu de jour comme de nuit. Il passa la nuit effrayé, arpentant la pièce. Il semblait que les coups de feu étaient tirés près de chez eux. On entendait les pas de gens qui couraient en criant en espagnol, plus tard, Daniel comprit qu'il s'agissait de Cubains...

Quelques années après, Daniel en repensant à ces moments, se riait sur lui-même en se souvenant de cette première nuit à Luanda. La terreur lui avait fait oublier les souvenirs de sa petite enfance dans le quartier Nkongmondo de Douala lorsque sa mère et le reste de la famille se cachaient sous le lit lors des coups de feu.

Le lendemain, vers neuf heures, Mme Suzana arriva pour nettoyer la maison et aider à la cuisine. Pendant qu'elle s'occupait de la maison, Costa devenait de plus en plus nerveux jusqu'à ce qu'une nuit, regardant un couteau, il dit à Daniel qu'il ne serait pas responsable de ses actes si dame Suzana restait dans la maison. Il ajoutait que Daniel assumerait

toutes les conséquences de ce qui arriverait. Le lendemain matin, après six jours ensemble, Daniel dit à Suzana qu'elle ne pouvait plus continuer à les aider.

Daniel était confronté à un énorme dilemme. Il n'avait qu'une semaine à rester à Luanda et il savait que laisser son camarade dans ces conditions serait le condamner à une mort sinistre certaine. Costa avait offert sa vie à une cause noble, donnant toute sa jeunesse et ses forces au Parti, il s'était complètement donné à la lutte pour la libération du peuple camerounais du joug néocolonial. Aujourd'hui, il était clair que ses jours étaient comptés. Il prit la décision d'informer le camarade Daniel Ngon, du Bureau politique, qui résidait à Brazzaville, le prévenant que la situation à Luanda n'était pas bonne du tout, que leur camarade Costa était entre la vie et la mort et qu'il ne pouvait pas être abandonné. Il concluait en demandant que le camarade Ngon vienne urgemment en Angola pour gérer cette situation.

Après son arrivée à Luanda et ayant évalué la situation, il était convenu que Daniel, étant médecin, ne pouvait pas se rendre immédiatement à Brazzaville. Il devait soigner son camarade Costa. Mais sachant qu'il était un étranger sans relations à Luanda, le camarade Ngon amena le jeune médecin à la résidence de l'ambassadeur congolais Anatole Kondho. L'ambassadeur Anatole Kondho, ancien syndicaliste avec de solides connaissances sur l'histoire de l'UPC, était issu de la même famille que l'épouse du camarade Daniel Ngon.

Comment rester à Luanda alors que tous les contacts étaient pris pour un stage à Brazzaville? La première étape fut d'entrer en contact avec cette personnalité soviétique qui avait aidé à décrocher un stage à l'hôpital de Brazzaville. La réponse du Soviétique fut sèche : il pouvait faire l'effort de comprendre la raison du changement pour rester à Luanda, mais qu'il n'avait rien à voir avec cette décision. Il concluait que Daniel devait seul assumer les conséquences de son séjour à Luanda.

Durant ce temps, le camarade Costa était très heureux et ravi à l'idée que Daniel puisse rester à Luanda. Il était un fait indéniable, il était neurologue et il n'y avait pas d'Angolais dans cette spécialité. De plus, la probabilité d'avoir facilement un emploi serait élevée dans ce contexte. Et en un an, il pourrait faire le même travail de recherche qu'il avait l'intention de faire à Brazzaville, ici à Luanda. Parallèlement avec ce travail, il s'occuperait de la santé du camarade Costa. Après tout, il pourrait après un an retourner en Union soviétique et poursuivre son doctorat. Une décision collective fut prise de se tourner vers le MPLA pour l'emploi de Daniel, car le camarade Costa travaillait au siège du parti, au département de l'information et de la propagande. Quelques semaines après la demande, Daniel était reçu par le directeur du Département du personnel qui l'informa que le Parti n'avait rien à voir avec ce séjour du jeune médecin en Angola.

Costa était une personnalité exceptionnelle. Daniel affirme n'avoir jamais rencontré de sa vie, un militant de l'UPC avec autant de foi et de certitude pour la victoire de son parti. Mais curieusement, il

s'est avéré que les relations du camarade Costa avec certains de ses camarades du MPLA — selon les informations fournies par les Katanguais — n'étaient pas bonnes. Le camarade Lúcio Lara, le parrain de son mariage malheureux, était le seul à l'accueillir fraternellement, mais sans toutefois pouvoir résoudre ses problèmes. Le camarade Paulo Teixeira Jorge, son grand ami était dans une province. Très affectueux, facile, sincère et sans langue de bois, pas du tout diplomate, Costa n'a pas su, ni pu s'adapter au changement de ses anciens camarades angolais du MPLA, qu'il avait plusieurs fois aidés à Brazzaville, Conakry et Dolisie. Costa n'arrivait pas à retrouver la chaleur des amis avec lesquels il avait passé de longs moments de camaraderie à Accra, Brazzaville et Conakry.

Costa, déjà extrêmement affaibli physiquement et mentalement, avait très mal pris cette réponse du directeur du département du personnel du MPLA, qu'il avait interprétée comme une énième défaite personnelle en Angola. Cela faisait déjà un long moment qu'il était derrière le camarade Quarta Punza, pour recevoir un véhicule offert par la présidence du Parti, sans succès. Visiblement très abattu, Costa autorisa Daniel à entrer en contact avec le camarade André Essomba (Tsala Pius), également de l'UPC, pour étudier avec lui d'autres possibilités d'emploi.

André Essomba présenta Daniel au camarade Luís Filipe qui travaillait au siège du MPLA, celui-ci à son tour contacta son voisin du quartier Alvalade, le secrétaire d'État aux anciens combattants, le camarade Bento Miguel. Ce dernier transmit le

dossier de Daniel au ministre de la Santé de l'époque, le Dr Ferreira Neto. Après réception du dossier, le ministre reçut immédiatement et cordialement Daniel, avec un guide de marche en main, l'achemina à l'hôpital universitaire Américo Boavida. C'est ainsi que Daniel trouva un emploi deux mois après avoir atterri à Luanda !

Un matin de mi-août, Daniel prit congé de son camarade Costa, l'informant qu'après son service à l'hôpital, il se rendrait au ministère de la Santé pour accomplir certaines formalités administratives liées à son travail. Dépourvu de moyen de transport, il se déplaçait souvent à pied, ce qui prenait du temps, car le ministère était situé à proximité de Baleizão dans la Marginale de Luanda.

Au travail, le camarade Costa se sentit très mal. Ses collègues lui proposèrent de l'emmener à l'hôpital. Affaibli par ce malaise, Costa avait oublié la conversation matinale avec Daniel. Il répondit à ses collègues qui voulaient le conduire à l'hôpital, qu'il avait un médecin à domicile, plutôt que d'aller à l'hôpital, ils devaient le ramener chez lui. À ce temps-là, le téléphone portable n'existait pas. Costa fut transporté chez lui. Lorsque Daniel revint du ministère de la Santé vers 17 heures, il trouva son camarade Costa plongé dans le coma. Le temps de récupérer une ambulance de l'hôpital Américo Boavida afin de lui prodiguer les premiers soins médicaux d'urgence, Costa s'éteignit dans les bras de son camarade et frère d'armes Daniel. Il était 19 heures !

Le lendemain dame Suzana, son épouse longtemps séparée du défunt revint à la résidence

pour s'y installer. Daniel lui demanda la permission de lui permettre de demeurer dans la chambre qu'il occupait en attendant l'enterrement. Cette chambre également serait réservée au stockage de tous les documents et dossiers du défunt. Malheureusement, dame Suzana ne l'entendit pas de cette oreille. Alors que des contacts étaient pris au siège du MPLA où Daniel avait eu l'honneur d'être reçu par le secrétaire Roberto de Almeida et son directeur Paulino Pinto João, dame Suzana convaincue que Daniel voulait lui arracher l'appartement, alla porter plainte contre Daniel à la police. Elle eut recours à ses amis bien placés, la police commença à le traquer.

La police, n'ayant pas trouvé Daniel à la maison lors de la première perquisition, embarqua à sa place son camarade André Essomba qui fut libéré quelques heures plus tard dans la nuit, grâce à l'intervention de l'upéciste Pierre Mouchili. Essomba fut incarcéré dans l'ancien bâtiment de la DNIC à côté du stade Cidadela Desportiva dans l'Avenue du Brésil. Le jeune médecin qui venait d'arriver au pays fut ainsi contraint de se réfugier à la résidence de l'ambassadeur du Congo à Alvalade, jusqu'à l'arrivée de la délégation de l'UPC pour les obsèques.

Afin de préparer l'arrivée et le séjour de la délégation du Parti, Daniel informa la direction du MPLA de la composition de la délégation du Parti sans toutefois préciser que la délégation était conduite par le Secrétaire général de l'époque Woungly-Massaga (qui utilisait un passeport d'un pays ami, sous un pseudonyme), selon les instructions reçues de la direction de l'UPC. Lorsque la délégation de l'UPC arriva à Luanda, la surprise et la déception des

autorités angolaises furent grandes. La délégation passa toute la journée dans l'attente d'être logée dans un hôtel de la capitale.

Immédiatement après son arrivée à Luanda, Woungly Massaga prit contact avec le Dr Hugo Azancot de Menezes qu'il connaissait bien, pour l'avoir plusieurs fois rencontré au Ghana. C'était grâce à ce camarade que le MPLA avait trouvé des appuis à Accra. Massaga était à cette époque conseiller du président Kwame Nkrumah.

Homme affable et simple, le Dr Hugo Azancot de Menezes reçut la délégation de l'UPC à son domicile. Après une longue et chaleureuse conversation qui lui permit de bien cerner les préoccupations de l'UPC, le Dr Azancot les mit en contact avec le général Dibala, un autre vieil ami de l'UPC. Le général Dibala parla avec le ministre de l'Intérieur, le général Alexandre Rodrigues «Kito», qui reçut chaleureusement la délégation. Le général Kito avait reconnu le camarade Massaga qu'il avait vu plusieurs fois aux côtés du président Agostinho Neto. Le général «Kito», radieux, déclara :

«Il est fort probable que vous n'ayez aucune idée de qui je suis. Pourtant moi je vous connais parfaitement, car nous avons été ensemble plusieurs fois dans le maquis. Nous avons creusé des tranchées ensemble. Alors bienvenue *chez vous*. Vous êtes en Angola dans votre pays.»

Cet accueil surprenant pour la délégation, rassura le camarade Woungly-Massaga, car nous étions tous inquiets. Des rumeurs circulaient dans le Parti que Massaga pouvait être arrêté à n'importe quel moment par la police française. Le secrétaire général de l'UPC

fit part de ses inquiétudes. Il évoqua la probabilité de résider en Angola. Il fut aussi question pour Daniel de trouver un logement, car il était toujours réfugié dans la résidence de l'ambassadeur du Congo-Brazzaville. Le ministre de l'Intérieur «Kito» donna son assurance qu'il analyserait les préoccupations présentées et chercherait des solutions. Il promit de recevoir la délégation après les obsèques de Costa.

Après les obsèques du camarade Costa, la délégation fut de nouveau reçue par le ministre de l'Intérieur qui exposa les difficultés rencontrées pour trouver des solutions aux problèmes posés. Il poursuivit en disant qu'il n'était pas possible que le camarade Woungly-Massaga reste en Angola. De plus, le jeune médecin devait être expulsé du pays compte tenu du fait qu'il n'avait pas annoncé l'arrivée de Woungly-Massaga. Cependant, grâce à son intervention, le docteur Daniel resterait en Angola. Cela allait permettre le retour du camarade Massaga à Luanda. Quant à l'hébergement du médecin, le ministre de l'Intérieur mit à sa disposition une chambre à l'hôtel Alameda, en attendant la réponse définitive du ministère de la Santé concernant la régulation de sa situation.

C'est en résidant dans cet hôtel que Daniel fit la connaissance du Dr Cristóvão da Cunha et de la camarade Francisca Yombo. Un peu plus tard, le Dr Cunha le présenta au Dr Joaquim Antonio Reis Junior. En plus des généraux Kito et Dibala, ce sont ces trois camarades de la première heure qui aidèrent Daniel à résoudre les premières difficultés à Luanda.

Les camarades Massaga et Ngon quittaient Luanda. Daniel avait reçu le mandat de représentant

de l'UPC signé par le secrétaire général Woungly-Massaga à remettre à la Direction du MPLA. Quelques jours plus tard, Daniel fut reçu au siège du MPLA avec une froideur sibérienne par le camarade Doukui de Castro alors Directeur du Département des relations internationales. Il sortit de son bureau traumatisé. Les camarades Colense et Mungo qui étaient présents l'encouragèrent à ne pas baisser les bras. Ils lui demandèrent de ne pas déserter le siège du Parti angolais.

Pour le jeune homme naïf qu'était Daniel, le comportement du directeur Doukui était lié au mensonge, pour ne pas avoir explicitement annoncé que Massaga faisait partie de la délégation de l'UPC pour les obsèques du camarade Costa. D'autre part, Daniel pensait aussi que les manœuvres de diffamation de dame Suzana avaient eu une influence négative sur sa personne. Tout ceci pouvait expliquer le fait qu'il soit devenu «persona non grata» au siège du MPLA. Daniel cessa d'être un visiteur du siège du MPLA. Néanmoins il continua d'entretenir des contacts avec les commandants Dibala, Toca et Kito qui le soutenaient véritablement. Grâce à ces contacts, quelques mois plus tard, le camarade Woungly-Massaga était de retour à Luanda!

Il faut saluer avec beaucoup de gratitude, l'engagement du ministre Alexandre Rodrigues «Kito» qui, guidé uniquement par la relation entre le président Agostinho Neto et Woungly-Massaga pendant l'époque du maquis, fit tout pour honorer les liens d'amitié historiques entre le MPLA et l'UPC. Malheureusement, les choses allaient devenir beaucoup plus compliquées. Après l'installation du

camarade Massaga, de nombreuses initiatives furent entreprises, mais toutes sans succès en grande partie à cause de ses erreurs politiques, par son manque de finesse. En effet, il fit des tentatives malheureuses en se lançant dans des projets commerciaux douteux et risqués. D'autre part, Massaga ne semblait pas tirer les leçons de son séjour au Congo-Brazzaville qui l'avait mis en position plus que délicate. Il commença de nouveau à se mêler des affaires internes du MPLA.

Des rappels à son attention sur les conséquences de ce comportement furent vains tant il était convaincu de la justesse de ses actions. Face à une telle attitude qui montrait clairement que le principal dirigeant de l'UPC avait échoué à Luanda, et qu'aucune aide ne pouvait être obtenue dans ces conditions, Daniel décida de porter plainte contre Woungly-Massaga auprès de la direction de l'UPC.

Au fur et à mesure qu'ils vivaient ensemble, les différences d'analyses et d'appréciations de la situation en Angola entre Massaga et Daniel augmentèrent. Leurs relations se détériorèrent encore plus lorsque Woungly-Massaga tenta de le soudoyer pour qu'il devienne son adjoint, le prochain secrétaire général adjoint. Le jeune médecin déclina l'offre en invoquant l'immoralité de la proposition. Insatisfait, Massaga informa la direction du Parti que Daniel «avait trahi les idéaux du Parti». Les camarades du Congo-Brazzaville qui connaissaient bien Woungly-Massaga en raison de leur expérience commune lors du deuxième front du maquis au Congo-Brazzaville n'y crurent pas, et conclurent qu'il était temps d'agir contre le secrétaire général.

La situation du camarade Massaga au siège du MPLA s'était considérablement détériorée. Après quelques signes et avertissements des autorités qu'il avait continué d'ignorer, une cohabitation difficile lui fut imposée avec Daniel Chipenda, avec qui il partageait la même résidence. Ce dernier qui avait certainement quelques mauvais souvenirs de Massaga lui rendit la vie difficile, si bien que Massaga fut obligé de se confiner avec sa femme dans leur chambre au premier étage de la résidence. Enfin, la plainte de Daniel au Comité central de l'UPC déclencha d'intenses discussions qui se soldèrent par la démission inattendue de Massaga qui prit en même temps la décision de rentrer au Cameroun.

CHAPITRE V : LUTTE POUR LA SURVIE EN ANGOLA

V.1- Début de l'activité médicale à Luanda

Le combat du docteur Daniel pour sa survie en Angola commença avec son intégration dans le système national de santé, plus précisément dans la salle d'urgence de l'hôpital universitaire Américo Boavida. Le premier et le plus grand obstacle auquel Daniel fut confronté à l'époque était le facteur linguistique, car il était né et avait grandi dans une société où on parlait des langues autres que le portugais. La question qui se posait était : comment soigner les malades sans comprendre leur langue?

Daniel se souvenait des enseignements d'une vieille dame neurologue Nina Timofeevna Salomatina lors de sa spécialisation : «La chose la plus importante, Daniel, n'est pas ton intelligence, mais ta patience avec les patients. Avec ta patience tu finiras toujours par aider tes patients et n'oublie pas ceci : il faut d'abord travailler pour avoir un nom, ensuite ce sera ce nom qui travaillera pour toi». La formule pour réussir dans le métier était là. C'est ainsi que même sans parler portugais, Daniel savait qu'avec de la patience il finirait toujours par aider les patients et se faire un nom en Angola.

Comme il ne parlait pas portugais, il fut placé au triage des urgences de l'hôpital. Le travail qui était ardu se compliqua encore plus avec l'épidémie de choléra qu'avait connue Luanda dans les années 1980. Comme Daniel se donnait au travail, certains collègues plaisantaient : «le docteur Daniel veut montrer qu'il est un intellectuel révolutionnaire».

Daniel se rappelle encore ces mots d'un confrère rwandais formé en Europe de l'Ouest : « Si j'étais un médecin spécialiste comme vous, je ne ferais pas tout ce travail que vous faites ». Le docteur Daniel le regarda sans répondre ; ce médecin rwandais venait d'Europe grâce à l'aide d'un célèbre ambassadeur et écrivain angolais. Il bénéficiait ainsi d'un soutien solide.

Avec le temps, le Dr Daniel développa ses activités et montra ses potentialités. Les jeunes internes commencèrent à apprécier son engagement envers les malades et l'hôpital. Ils finirent par former leur propre opinion et se demandaient : « Pourquoi le Dr Daniel continue d'être placé au triage alors que c'est lui qui répond aux différentes difficultés du service d'observation et des soins intensifs ? » C'est ainsi qu'un beau matin, Daniel fut appelé par le sous-directeur clinique de l'hôpital, Dr Jorge Lima, pour une rencontre avec le chef du service de soins intensifs, le Dr Carlos Gasparinho. Après une agréable conversation, Daniel fut transféré dans le service des soins intensifs du Dr Gasparinho. Quelques mois plus tard, il se vit confier la responsabilité de créer le premier noyau de Neurologie de l'Hôpital Américo Boavida, et d'apporter une assistance neurologique pratique aux étudiants de la Faculté de Médecine.

Durant notre riche échange, le docteur Daniel Yagnyè émit le désir d'ouvrir une parenthèse pour remercier les collègues pour leur confiance tout au long de cette période, à savoir les médecins : Ambrósio Nimi, Sassy, Videira, Vidigal, Paulo Adão de Campos, Marília Afonso, Arthur Nascimento, Carlos Mariano, Mariana Afonso, Freitas, Néné

Filipe, Filipe Matuba, Gina Van-Dunem, Ana Van-Dunem, Rui Pires, ainsi que les directeurs Pedro Saldanha, Fernando Octávio, Sílvio de Almeida, Eduardo Nelumba et Eduardo dos Santos. Il n'est malheureusement pas possible de tous les nommer.

Avec la pratique quotidienne en neurologie qui n'était quasiment pas connue auparavant, un intérêt pour cette spécialité commença à naître parmi les collègues. Plusieurs confrères embrassèrent de fait cette spécialité : le médecin-colonel Maria Antónia Silva, la ministre Maria do Rosário Bragança Sambo, le professeur Bettencourt, Tony Pierre, Elisa, Felisberto et Capapinha.

Le travail de Daniel à l'hôpital Américo Boavida dura jusqu'au début des années 90 lorsque les travaux de l'Union européenne commencèrent en vue d'améliorer les installations. C'est ainsi que tout le personnel fut transféré à l'hôpital Josina Machel-Maria Pia où, soutenu par le Dr Martinho Epalanga, avec l'autorisation du ministre Flávio Fernandes, le docteur Daniel Yagnyè fut nommé Chef de Service de Neurologie. Il créa ainsi le premier service de Neurologie de l'Angola indépendante.

Pendant tout ce temps, la principale préoccupation du docteur Daniel Yagnyè était de donner le meilleur de lui-même. À cette époque, la rémunération n'était pas le but premier. En tant que jeune panafricaniste, l'objectif était de travailler pour redonner santé et bien-être aux Angolais. Daniel gagnait toujours beaucoup moins que les autres coopérants étrangers de l'époque. Les premiers pas en neurologie tropicale furent faits en Angola par lui.

IV.2. L'éveil de la veine entrepreneuriale

Avec la libéralisation des services de santé et sur les conseils de son ami André David Gwet qui résidait au Canada, Daniel prit la décision de créer sa propre unité clinique. Le plus gros obstacle était l'argent pour louer un espace. N'ayant pas les moyens financiers, il se tourna vers le directeur de la «Logitecnica», M. Cabinda, lui demandant un container. La «Logitecnica» était une structure du ministère des Affaires étrangères qui s'occupait du logement des coopérants qui étaient souvent des containers. Le pays était en guerre. Le problème du logement était très sérieux. De plus il y avait des vagues permanentes de réfugiés. La demande des containers était très forte, car certaines personnalités angolaises en bénéficiaient aussi. Le directeur Cabinda était une personne compréhensive et bienveillante, il expliqua que personne ne le comprendrait, qu'il serait très mal perçu s'il fournissait un container en bon état. Par contre, il pourrait mettre à la disposition du docteur Daniel un container inutilisé et en très mauvais état. Trois mois après la demande, M. Cabinda mettait un container à la disposition de Daniel, mais il fallait beaucoup d'argent pour sa réparation. Daniel fit appel à Blaise, un homme d'affaires béninois propriétaire d'une entreprise de construction.

Au début de ses activités dans le container rénové, le docteur Daniel fut la cible de beaucoup de critiques de la part de collègues qui se demandaient comment un médecin spécialiste, responsable d'un service pouvait effectuer des consultations dans un container. Il répondait toujours avec sérénité qu'il n'avait pas d'alternative, car étant étranger, il ne

recevait aucune aide de personne. Il n'avait dans ce pays ni parrain ni famille pour le soutenir. Il devait commencer avec quelque chose et ce n'était qu'avec ce container situé dans le Complexe hôtelier de Samba. Les consultations médicales avec hospitalisation très souvent, durèrent environ huit ans dans ce container, c'est-à-dire de 1993 jusqu'au début de l'année 2001.

Il faudrait reconnaître qu'il n'a été possible d'exercer la médecine dans un container et dans ces conditions qu'à cause de la guerre, car dans des conditions normales l'Inspection sanitaire n'aurait jamais donné d'autorisation. C'est le moment de remercier le ministère de la Santé pour sa bienveillance en autorisant le début de fonctionnement de la Clinique Santa Clara dans ces conditions !

C'est ainsi que Daniel commença à travailler avec son premier client, le journaliste de renom Victor Aleixo. Dès lors, la Clinique Santa Clara commença à grandir en gagnant sa renommée et son petit espace dans le marché des services de santé de la capitale angolaise. N'ayant aucune connaissance en gestion d'entreprise, les premiers pas dans ce domaine furent guidés par son ami et camarade Dr Joaquim Reis Junior.

IV.3. Création d'une famille en Angola

Lorsqu'il arriva à Luanda, Daniel faisait partie d'un nombre très limité de membres du Comité central de l'UPC qui n'avaient pas le droit de se marier. Le principal dirigeant du parti, Woungly-Massaga, l'avait informé que compte tenu de son engagement et de son dévouement pour la cause du peuple camerounais, tout mariage serait un obstacle aux

activités du parti. Il accepta cette recommandation avec discipline, respectant scrupuleusement l'exigence doctrinale du Parti. Aujourd'hui c'est avec une certaine gêne qu'il reconnaît avoir été à plusieurs reprises très sec avec des amies dévouées, ayant souvent été incompris, sans qu'elles sachent ce que cachait sa réticence. Le séjour du camarade Massaga à Luanda finit par changer cette décision lorsque pour des raisons inconnues et incompréhensibles pour Daniel, il l'autorisa à contracter un mariage avec une personne liée à ses intérêts personnels. Mariage d'ailleurs que Daniel avait décidé de rejeter, mais qui lui permit d'obtenir sa liberté!

Un évènement tragique devait marquer la vie de Daniel. Il fut profondément bouleversé par le décès de sa mère en septembre 1988.

D'autre part, il était désemparé face à la situation difficile de l'UPC en Angola. Il fut interpellé par un ami béninois qui suivait de près ses activités à Luanda, Léopold Chiakpe qui était professeur de pharmacologie à la faculté de Médecine. Il lui dit ceci :

« Une politique comme celle de l'UPC et comme tu entends la mener en Afrique se fait avec la tête et les pieds sur terre... ta situation à Luanda est précaire, très instable et fragile. Tu devrais le savoir mieux que moi, car à tout moment tu peux, sous quelque prétexte que ce soit, être expulsé de ce pays. Il faut te stabiliser et épouser, de préférence, une jeune femme angolaise pour être stable afin de pouvoir évoluer dans ton combat en Angola. De plus, tu viens de perdre ta mère et tu commences à prendre de l'âge. Il est temps que tu penses à fonder une famille et avoir tes enfants ».

Daniel passa toute la nuit à méditer sur cette conversation qu'il avait eue avec le professeur Chiakpe. Le matin, la décision de se marier était prise (lui qui pensait ne jamais épouser une Angolaise!). Daniel se souvint également de quelques conseils du Dr Nina Timofeevna Salomatina notamment concernant les principaux critères de choix d'une épouse.

Quelques mois plus tard, un après-midi pendant qu'il était de service aux urgences de l'hôpital universitaire Dr Américo Boavida, il reçut à la demande du Dr Manuela (dermatologue) une jeune femme de Luanda vêtue d'une chemise blanche et d'une courte salopette kaki nommée Maria Antónia Baião da Silva, une patiente pour une consultation de neurologie et un suivi neurologique. Le regard de la jeune femme ébranla le cœur du jeune médecin et homme politique. Le premier pas étant franchi vers cette jeune femme, elle devint quelque temps après la mère de ses trois «magnifiques princesses» : Claire Daniela da Silva Yagnyè «Nugweha», Daniria Bodol da Silva Yagnyè et Antoniela Massé da Silva Yagnyè.

La belle-mère de Daniel, Antonica Baião, a marqué son séjour en Angola de manière significative. Elle appelait affectueusement son gendre Daniel «Papa». Ayant longuement observé comment Daniel vivait, sa belle-mère l'interrogea un après-midi : «Papa, l'Angola c'est ta terre, tu dois vivre ici comme si tu étais au Cameroun». Ce fut une véritable leçon d'humanisme, de panafricanisme pratique pour le panafricaniste idéaliste qu'était son gendre. L'ancienne mentalité des membres de l'UPC

était d'avoir la valise toujours prête pour voyager au Cameroun à tout moment, ce qui ne permettait pas de créer des racines, ni de développer des activités prometteuses et sérieuses là où ils résidaient. À partir de ce moment, Daniel a commencé à suivre les conseils de sa belle-mère Antonica Baião. Sa vie a été totalement transformée et a commencé à s'améliorer de manière significative sur tous les plans.

V.4. Réorganisation et projection de l'UPC à Luanda

Les activités politiques proprement dites ont commencé après la démission du camarade Massaga de l'UPC, et son retour au Cameroun. Cette défection de Massaga fut un coup dur pour la résistance upéciste. Personne ne s'y attendait. Puisque tout le monde était convaincu que Massaga était un patriote aguerri et discipliné, soucieux des intérêts du Parti et du pays. On pensait donc qu'il resterait dans le Parti, étant donné qu'il s'agissait beaucoup plus de problèmes liés au fonctionnement. La démission de Massaga a clairement montré que ses coéquipiers ne le connaissaient pas bien, qu'ils ne connaissaient pas la véritable personnalité de celui qui dirigeait la destinée de l'organisation. En Angola, certains camarades angolais le connaissaient déjà pour ses démêlés à Brazzaville, avec l'ancien président du Congo Marien Ngouabi. Pour certains de ces camarades qui avaient gardé un très mauvais souvenir de Massaga, c'était le moment idéal pour oublier complètement l'UPC. Cette défection-capitulation de Massaga compliqua la situation déjà très délicate de l'UPC. Le nouveau représentant

peinait à se faire entendre. Parallèlement, une cour assidue lui était faite afin qu'il rentre au pays. Il reçut ainsi une visite dans sa résidence à Luanda, de l'ambassadeur du Cameroun au Congo Brazzaville accompagné du représentant de l'OMS en Angola, le professeur Eben-Moussi. Quelque temps après deux ambassadeurs de pays africains différents lui proposaient leurs services pour des rencontres de haut niveau avec les autorités camerounaises en vue de préparer son retour.

Ironie du sort, le général Dibala effectua un voyage au Cameroun et rencontra Woungly-Massaga à l'hôtel des Députés, à Yaoundé. Quelque temps plus tard, le général Dibala relata toute sa déception à Daniel. Plusieurs mois plus tard, lors d'une rencontre avec le ministre Kito, Daniel se sentait honteux, gêné et sans voix face à la colère et aux révélations du général sur Massaga. Le ministre-général Kito avait en effet beaucoup fait pour la cause de l'UPC en Angola, courant même des risques personnels pour cet engagement. En parlant en ces termes, Daniel se rendait compte à quel point il avait été agacé par l'attitude de Massaga.

Compte tenu de la situation critique créée, il était impératif d'évaluer l'état général de l'UPC en Angola. Sur le plan théorique, fin 1990, il n'y avait rien de concret pour continuer le combat. Tout le défi théorique restait intact : celui de mobiliser les populations camerounaises contre le gouvernement néocolonial et le néocolonialisme français sans théorie révolutionnaire. Pendant des décennies, les dirigeants du Parti avaient inconsciemment certainement pensé, qu'il suffisait de rentrer au

pays pour que les populations embrassent l'UPC, puisque c'était le seul mouvement qui avait lutté pour l'indépendance.

Aucun travail adéquat théorique en vue de la mobilisation des populations n'avait donc été réalisé. L'autre grand problème était le manque de moyens matériels et financiers pour matérialiser l'idéal upéciste. L'UPC n'avait pas avancé dans ce domaine. C'était comme si le monde s'était arrêté. Ses dirigeants croyaient encore à l'internationalisme prolétarien et à l'aide des partis politiques amis. Le manque de ressources financières a transformé certains des dirigeants en véritables miséreux. Pendant toutes ces décennies de lutte, le Parti n'avait pas pensé à se doter de ressources financières indépendantes. Face à ce constat pathétique et réaliste, Daniel arrivait à la conclusion que la seule issue logique était de se battre pour sa propre survie financière, car sa situation économique en Angola n'étant pas bonne, il n'avait aucune perspective viable sans un changement radical de cap.

La première décision politique prise par Daniel fut d'essayer de désamorcer l'atmosphère à Luanda, en s'excusant auprès des différentes personnalités qui avaient pu être gênées par le comportement de Woungly Massaga. La liste était longue. Daniel commença avec M. Daniel Chipenda. Avec beaucoup de monde autour de lui après son bruyant retour d'exil au pays, ce n'était pas commode d'avoir cette personnalité contre l'UPC. Daniel s'entendit avec le beau-frère de Chipenda, Elisio, originaire de la République de São Tomé, afin qu'il organise la rencontre. Quelques jours après, Chipenda passait

un après-midi entier avec Daniel et semblait avoir « oublié » sa cohabitation tumultueuse avec Woungly-Massaga.

Daniel se devait de poursuivre le travail d'amélioration de l'image de l'UPC au siège du MPLA pour sauver les liens fraternels entre les deux partis noués dans la fin des années 50. Daniel sollicita le concours de son ami et frère de lutte Jean-Michel Mabeko-Tali pour une rencontre avec son père adoptif, le camarade Lúcio Lara, qui a rapidement répondu favorablement. Le camarade l'avait reçu dans sa propre résidence à Alvalade. Après cette rencontre, il eut plusieurs autres dans son bureau de l'Assemblée nationale.

Le camarade Lúcio Lara connaissait très bien l'UPC. Il avait un passé long et riche avec les upécistes à Conakry, Accra, Tunis, Caire, Rabat, Brazzaville, etc. Il se rappelait avec beaucoup de gratitude, des instants passés avec Ossende Afana, évoquait les émotions des longues nuits passées avec le président Felix-Roland Moumié à Conakry. Il avait gardé des photographies d'upécistes dont Daniel ignorait totalement l'existence. Il parla de la déception des Cubains et de l'agacement du président Marien Ngouabi face au comportement de Massaga au Congo. Il rappelait également très souvent l'aide diplomatique, financière et matérielle de l'UPC au MPLA.

À la fin de l'une de ces conversations, Daniel demanda l'aide du camarade Lúcio Lara pour sauver l'image de l'UPC en Angola. Le camarade Lúcio Lara répondit qu'il n'était plus aux affaires, puisqu'il ne participait plus activement aux activités

du parti, il n'avait donc personnellement aucun moyen d'aider. Cependant, il indiqua quelqu'un qui pourrait être utile aux camarades de l'UPC.

Parfois, il y a un sentiment de « déjà vu » ou de « déjà vécu » lorsque l'on rencontre certaines personnes. Ce fut ce qui arriva à Daniel, il s'en souvient encore, lorsqu'il rencontra pour la première fois le camarade Paulo Teixeira Jorge. En effet, feu Costa lui avait beaucoup parlé de lui. C'est lors de cette première rencontre que Daniel comprit pourquoi Costa parlait avec affection de ce camarade. Avec très peu de mots simples et des gestes fraternels, le camarade Paulo Jorge avait réussi à mettre Daniel complètement à l'aise.

C'était le début d'une relation extraordinaire et d'un nouveau virage politique de l'UPC en Angola. Quelques mois plus tard, par l'intermédiaire de sa secrétaire, l'inoubliable Lola, le camarade Paulo Teixeira Jorge mettait à la disposition de Daniel un bureau, une chaise et un ordinateur (un luxe à cette époque) dans son Département (des Relations internationales du MPLA). Daniel venait y travailler presque tous les après-midi dans ce département. C'est au cours de cette période que Daniel a commencé à écrire.

C'est grâce au camarade Paulo Teixeira Jorge que la compréhension de la lutte politique de l'UPC au siège du MPLA s'est considérablement améliorée. Il a su influencer les autres dirigeants à l'égard de l'UPC. De plus, Daniel côtoyait des camarades de la première heure, comme Ambrósio Lukoki, qui connaissait déjà très bien les upécistes, pour avoir étudié avec certains comme Pierre Mouchili

en Yougoslavie, les docteurs Cristovão da Cunha, Reis Júnior, Ferreira Junior, Ju Martins, etc. Daniel rencontrait d'autres camarades bienveillants tels que le camarade Mande, le camarade Dino Matrosse, toujours prêt à recevoir Daniel et les délégations de l'UPC.

Quant au camarade Secrétaire général Lopo do Nascimento, il suffisait à Daniel de solliciter une audience auprès de sa secrétaire pour être reçu immédiatement. Grâce à ces relations, Daniel fut présent au 4e Congrès du MPLA comme représentant de l'UPC. Quelque temps plus tard, une délégation du MPLA était présente au Congrès de l'UPC à Douala en 2004.

Mais tout ne se passait pas toujours bien, car c'était une chose d'être bien reçu par les dirigeants du MPLA, et une toute autre de voir les vrais problèmes résolus. À titre d'exemple, pendant plus de deux ans, Daniel avait fait une demande au Comité central du MPLA qui restait sans résolution. Fatigué, Daniel suggéra au camarade Paulo Teixeira Jorge son approbation pour que la même demande soit faite à un autre pays ami. Ce pays frère n'eut qu'une petite semaine pour satisfaire cette requête. Quand Daniel montra le résultat au camarade Paulo Teixeira Jorge, tout confus, il dit : «J'ai un peu honte Daniel, ce MPLA n'est plus à nous! Il clignote à gauche alors qu'il va à droite!»

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE VI : LE CŒUR DU PROBLÈME

VI.1. Union des Populations du Cameroun (UPC)

L'Union des Populations du Cameroun (UPC) est un parti politique créé le 10 avril 1948, juste après la Seconde Guerre mondiale. C'est l'un des plus anciens partis du continent, le troisième après l'ANC en Afrique du Sud, créé en 1912, et le Parti communiste soudanais, créé en 1946.

L'objectif principal de la lutte de l'UPC était la réunification et l'indépendance du pays : d'abord, réunir les Camerounais séparés injustement après la Première Guerre mondiale, par la France et la Grande-Bretagne en zones anglophones et francophones. Ensuite, avancer vers l'indépendance du Cameroun. Ce parti a inspiré plusieurs générations d'Africains, en particulier en Angola où a été créée l'Union des Populations de l'Angola (UPA) par Holden Roberto.

Cette réunification authentique du pays qui devait aboutir à la proclamation de la véritable indépendance du Cameroun n'était pas dans l'intérêt de la France, qui commença l'extermination des nationalistes camerounais et de leurs partisans qui participaient à la lutte de libération nationale.

Vu sous cet angle, le cas de l'UPC est unique en Afrique.

En effet, avec une énorme popularité, l'UPC a mené quasiment seule, en prenant sur elle, toutes les exactions de la France. Mais une fois l'indépendance obtenue, elle n'a jamais été au pouvoir!

– Pourquoi la véritable UPC n'a jamais été au pouvoir et n'a jamais fait partie d'aucun gouvernement camerounais?

– Pourquoi y a-t-il encore aujourd'hui des exilés politiques upécistes, alors que le Cameroun est indépendant depuis le 1er janvier 1960?

– Comment expliquer la faiblesse politique de l'UPC aujourd'hui?

Ces questions, sans réponses convaincantes, ont commencé à donner à Daniel de véritables insomnies, après sa participation au Cameroun à des congrès en décembre 1991, août 1995 et septembre 1996.

En décembre 1991, au congrès de Bamengou dans la périphérie de la ville de Bafoussam, lors de sa toute première élection au Bureau politique, Daniel jugeait la situation politique confuse et trouvait le Parti extrêmement instable. Il avait la ferme conviction que les décisions qui étaient prises étaient inappropriées, mais il ne savait pas quelles étaient les bonnes à prendre pour l'Organisation. Il quittait ce Congrès découragé et éreinté.

En septembre 1996 à Yaoundé lors du Congrès de l'Unité, Daniel savait déjà ce qui convenait au parti. Car entretemps, il avait eu plusieurs rencontres avec des dirigeants d'autres partis politiques frères de l'UPC comme le FRELIMO du Mozambique, le MPLA d'Angola, l'ANC d'Afrique du Sud... Il avait ainsi fait des propositions aux principaux camarades du comité directeur de l'UPC Manidem (Michel Ndoh, Samuel Mack-Kit et Moukoko Priso) après avoir transmis le message verbal du camarade Paulo Teixeira Jorge et la lettre du camarade SG du MPLA, le camarade Lopo do Nascimento. Malheureusement

les camarades répondirent par la voix de Mack-Kit que la proposition de Daniel était «minoritaire» au sein de la Direction, et ne pouvait donc pas être prise en compte.

À son retour du Cameroun, Daniel se sentait accablé. Il rencontra plusieurs fois le camarade Paulo Teixeira Jorge. Au cours de l'une de ces discussions, après avoir posé ces questions qui lui donnaient des insomnies, Paulo Teixeira Jorge lui répondit :

– Daniel, cherche ces réponses dans la lutte pour l'indépendance, toute la force de l'UPC réside dans sa lutte pour l'indépendance. En fait, tout ce que tu peux écrire ne peut être pertinent que s'il tourne autour de cette lutte pour l'indépendance.

Ces conseils et orientations du camarade Paulo Teixeira Jorge allaient s'avérer d'une importance capitale voire exceptionnelle. Avec cette réflexion, cette orientation, le chemin était à moitié parcouru. Le plus grand inconvénient était l'absence d'une littérature du Parti. Daniel commença donc à se souvenir des histoires de l'UPC que son père lui racontait à voix très basse pendant son enfance, lorsque les portes et fenêtres de la maison étaient bien fermées. Il se rappelait aussi des discussions de l'école des cadres de l'UPC, de ses échanges avec son oncle Michel Ndoh de la direction de l'UPC, des longues discussions avec Massaga lors de sa formation politique avec lui à Luanda.

Un an plus tard, Daniel arrivait à la conclusion qu'il y avait eu de nombreux meurtres, de nombreux abus, de nombreux crimes impunis pour empêcher l'arrivée de l'UPC au pouvoir. La France n'avait certainement pas respecté le mandat reçu de la Société

gratuites contre la France, sans données historiques et juridiques, et que celles-ci pouvaient ainsi avoir des motifs suffisants pour traduire en justice l'auteur de ces réclamations. La réponse de Daniel fut qu'il s'agissait d'un problème politique, que c'étaient aux historiens et aux juristes à rechercher et de présenter ces faits.

Comme le temps passait et qu'il n'y avait toujours pas de données historiques, Daniel décida de faire un Master dans une université européenne, afin aussi d'en profiter pour écumer sa bibliothèque. Il paya six mille euros pour un master d'un an en «Organisations et Gouvernance» à l'Université de Navarre à Pampelune (Espagne). Il lui fallait trouver des ouvrages spécialisés, des journaux français, avec des articles des années 1950 sur papier ou sur microfilms.

Pendant quelques mois il travailla avec des microfilms et y trouva des informations précieuses concernant :

L'objectif principal du contentieux historique franco-camerounais : la cause principale de la guerre imposée par la France aux populations du Cameroun était d'imposer par les armes l'autonomie, au lieu d'une véritable indépendance pour le Cameroun.

Les premiers éléments constitutifs du contentieux historique franco-camerounais se mettaient tout doucement en place.

VI.2. L'imposition de l'autonomie au lieu d'une véritable indépendance

Il convient de noter tout d'abord que l'UPC avait été exclue des élections du 23 décembre 1956, alors

que le Mouvement d'action nationale du Cameroun sous Paul Soppo Priso avait appelé à la proclamation d'une amnistie générale. En fait il y a eu une amnistie partielle deux semaines avant les élections. Dans une lettre confidentielle du ministre Gaston Defferre au haut-commissaire Pierre Messmer, la stratégie pour empêcher la participation de l'UPC aux élections avait été révélée. L'inquiétude était que si l'UPC présentait des candidats aux élections, ils seraient élus. Le Sud était acquis à la politique de l'UPC ou de l'Union Nationale. S'ils s'abstenaient comme au Togo, ils pourraient réaliser leurs projets avec leurs amis fidèles.

Cependant, si l'UPC réussissait à faire admettre 15 représentants dans l'Assemblée, leurs projets échoueraient et l'UPC pourrait proclamer l'Indépendance avec le soutien international.

Pour atteindre ses objectifs, la France énonçait clairement sa démarche : éviter une Assemblée constituante lors des élections prévues par la loi-cadre (loi Defferre/Boigny) afin que les députés camerounais passent simplement leur temps à se prononcer sur les lois qui maintiennent le pays sous l'influence de la France. Le 10 mai 1957 le Statut d'« Autonomie Interne » de l'État camerounais qui préservait la tutelle du Cameroun par la France fut adopté, André-Marie Mbida en fut le Premier ministre.

C'est ainsi que Mbida fut coopté par Pierre Messmer : « Haut-commissaire depuis un an (...) j'avais alors assez d'autorité pour obtenir l'investiture de qui je présenterais... Avant une décision engageant aussi lourdement l'avenir, je me tourne vers le

ministre Gaston Defferre (...). Très rapidement Gaston Defferre me répond qu'il préfère Mbida » (7).

Comme vous pouvez le voir ici, Mbida était le favori de la France, mais comme il n'a pas approuvé plus tard cette autonomie, il a été abandonné et remplacé par Ahmadou Ahidjo qui a accepté l'autonomie à la place de la véritable indépendance.

Bien plus tard Mbida révéla à l'ONU le 27 février 1959, les manœuvres de la France qu'il n'accepta pas. En 1957, alors qu'il était Premier ministre, le Haut-Commissaire de la République française au Cameroun lui avait proposé des négociations par convention pour certaines affaires. Il avait refusé ces propositions, car il les trouvait illégales, et voyait en elles, l'amorce d'une intégration dans l'Union française. C'est parce qu'il avait résisté à ces sollicitations que le gouvernement français avait résolu de faire tomber son Cabinet pour avoir des hommes sûrs et dociles sous sa dépendance. Il trouvait anormal que l'indépendance soit promise sous conditions, et que les attributs essentiels de l'indépendance soient emportés par des conventions illégales et abusives.

Il apparaît clairement que le Mbida favori de la France, en refusant de signer ces accords pour une indépendance fictive du Cameroun signait ainsi sa mort... politique. Ahidjo fut l'homme approprié de la situation, il signa lesdits accords, remplaça Mbida le 18 février 1958, signa aussi les accords militaires secrets du 30 décembre 1958, et devenait ainsi le premier président du Cameroun sous l'autonomie de la France que nous avons aujourd'hui. Pierre Messmer le reconnaîtra plus tard :

«La France accorda l'indépendance à ceux qui la réclamaient le moins, après avoir éliminé politiquement et militairement ceux qui la réclamaient avec le plus d'intransigeance».

VI.3. Les premiers éléments constitutifs du contentieux historique franco-camerounais

La France n'a pas respecté ses promesses concernant la première indépendance du Cameroun le 27 août 1940.

– Des assassinats ont eu lieu à Douala en septembre 1945.

– Le Cameroun a participé à la guerre d'Indochine.

– L'UPC a été dissoute en mai 1955.

– La loi-cadre de 1956-57 a été appliquée

– Le Cameroun n'était pas une colonie et cette loi était donc illégale. D'ailleurs, au début de la discussion de cette loi à l'Assemblée française, le ministre Gaston Defferre avait promis à Paul Soppo Priso qu'il n'appliquerait pas cette loi au Cameroun.

– Le recours à la violence politique systématique, symbolisé par les assassinats programmés de dirigeants nationalistes.

– L'assassinant du Secrétaire général de l'UPC Ruben Um Nyobe le 13 septembre 1958.

– L'empoisonnement du président de l'UPC Félix Roland Moumie en Suisse.

– La commission de plusieurs massacres de sympathisants et de membres de l'UPC.

– La destruction d'innombrables localités et villages.

– La construction de camps de concentration.

– La confiscation des biens de l'UPC.

Daniel a été surpris de découvrir que le Contentieux historique n'était pas seulement franco-camerounais, mais franco-africain en général, à cause des similitudes de l'action politique de la France dans différents territoires du continent.

Il y a eu des assassinats de leaders politiques en République centrafricaine, Barthélemy Boganda, le président Sylvanus Olympio au Togo, ainsi que des interventions militaires françaises au Gabon et au Tchad. Même l'assassinat de Patrice Émery Lumumba au Congo-Kinshasa était lié à l'action de la France. Une coalition entre la France et la Belgique ne pouvait être exclue.

Ces faits démontraient clairement que la France, sous le commandement du général Charles de Gaulle, avait conçu une politique bien planifiée et exécutée de création d'États en Afrique entièrement sous son contrôle. C'était la naissance au Cameroun de ce qu'on appelle aujourd'hui communément «Françafrique». Avec tous ces éléments en main, Daniel souhaitait une large diffusion du Contentieux historique.

Par la suite, Daniel a adhéré au forum «Cameroon-politics», qui comptait plus de deux mille membres. Daniel ne sait toujours pas aujourd'hui celui qui l'avait inscrit dans ce forum créé par M. Pa Fru Ndeh, mais cela a été un moment important de sa vie politique, car il a pu apprendre et mettre à l'épreuve ses idées et convictions politiques. Il a mis le Contentieux historique sur la table des discussions et, après plus de deux ans d'échanges, il a commencé à faire entendre sa voix sur ce concept et a gagné des camarades à sa cause.

Le forum a permis à Daniel de se lier d'amitié avec une personnalité exceptionnelle, Chief Charles A. Taku, un juriste international. Cette amitié a contribué à une meilleure compréhension de la situation politique du Cameroun occidental et à la recherche de solutions spécifiques à cette partie du pays soumise à la colonisation anglaise. Le rapprochement avec le chef Taku, personnage ouvert, généreux et patriote déterminé, a permis d'enrichir le concept de Contentieux historique en y incluant le Contentieux historique national, dont l'une des manifestations est la guerre actuelle dans cette partie du territoire national.

Daniel a ainsi réuni les principaux éléments constitutifs du Contentieux historique national au Cameroun occidental, qui sont :

– La désastreuse conférence de 1961 à Foumban.

– Le faux référendum de mai 1972, sous l'instigation de la France, en raison du pétrole dans cette partie du pays.

– Le retour unilatéral du président Paul Biya à la dénomination «République du Cameroun» sans l'accord préalable des populations du Cameroun occidental.

L'Afrique ne peut pas continuer à être un espace de non-droit où les Européens et autres non-Africains, animés par l'esprit de la Conférence de Berlin de 1884-85, arrivent et font tout en toute impunité. Le Contentieux historique franco-africain devra être porté devant les instances judiciaires internationales par les différents pays africains, pour évaluer et juger les actions en Afrique de la France.

Surtout pour le Cameroun et le Togo, qui n'ont jamais été des colonies françaises, mais placés sous mandat de la Société des Nations et des Nations Unies. Ce Contentieux comprend au Cameroun, des mesures administratives arbitraires, des abus et des crimes tels que la répression des manifestations pacifiques, les assassinats politiques, l'usage du napalm, les exactions de masse assimilables aux génocides, les arrestations et tortures, les déportations de populations, les camps de concentration et l'exil de responsables politiques.

VI.4. Le Contentieux historique national, une émanation du Contentieux historique Cameroun -France

Il faut reconnaître qu'il est relativement plus facile de parler du contentieux historique franco-camerounais, puisqu'il s'agit de critiquer l'étranger qu'est la France. Par contre, il s'avère difficile, extrêmement délicat et même périlleux d'évoquer le contentieux historique national.

Il est primordial de relever ici que le contentieux historique national embrasse toutes les régions du Cameroun : l'Extrême-Nord, le Nord, l'Adamaoua, le Littoral, le SudOuest, le Nord-Ouest, le Centre, l'Ouest, l'Est et le Sud. Chaque région ayant ses spécificités. On comprend facilement combien il est difficile de parler du contentieux historique national lorsqu'il s'agit d'aborder la guerre au Cameroun occidental, de discuter de ce qui est appelé problème Bamiléké ou bien d'évoquer ce que l'on appelle le problème Bassa, le problème Beti, etc. qui ne sont tous, que des manifestations du contentieux

historique national, mais encore une fois, il faut le répéter, dans toutes les régions du pays, on retrouve des manifestations bien spécifiques qui caractérisent le Contentieux historique national dans ces régions de notre pays (Est, Extrême-Nord, etc.)

Le Contentieux historique national doit être compris comme des actions ayant impliqué de sérieuses transformations internes menées dans les différentes régions du pays depuis la création de l'État camerounais par le contentieux historique franco-camerounais. Cet état de fait a contribué à la diminution de la cohésion nationale et du sentiment d'appartenance à une même nation. Le contentieux historique national est né des actes politiques, administratifs, économiques, financiers, culturels, etc. qui ont affecté et continuent d'affecter l'unité nationale. Ces actes avaient pour objectif la consolidation du nouvel État néocolonial. L'État camerounais actuel s'est donc consolidé par l'injustice, dans l'escroquerie, le banditisme politique et les illégalités. Ses principaux piliers étant le mensonge, la violence, la corruption et le tribalisme. Afin de consolider le jeune État camerounais et de se maintenir au pouvoir, les élites des différentes ethnies se sont enrichies, mais d'une manière extrêmement illégale et inégale. Ceci a généré des frustrations importantes dans la gestion, la répartition du pouvoir politique, la redistribution de la richesse et les ressources nationales.

Or il est reconnu universellement que l'on ne peut s'enrichir sous une dictature néocoloniale sans être en phase totale avec le pouvoir politique, et bénéficier de son active complicité. Il est impossible de s'enrichir

sans l'onction de ce système, car le gouvernement à travers ses différentes administrations peut prendre des mesures pour promouvoir, encourager ou détruire les activités des entreprises. Il s'agit notamment des ministères et des agences gouvernementales responsables de la réglementation des industries et des activités économiques. Par exemple, les ministères des Finances à travers le Trésor et la Douane qui sont responsables de la réglementation fiscale, ainsi que les ministères de l'Environnement ou de la Santé, responsables de la réglementation environnementale et sanitaire. Les agences gouvernementales telles que les autorités fiscales ou les agences de protection de l'environnement peuvent également être impliquées dans la réglementation des activités des entreprises. Les outils de répressions en matière économique sont multiformes et insidieux.

De plus, il est impossible de s'enrichir sans les financements et les contrats qui offrent de véritables monopoles dans les grands secteurs d'activités, tout en vous délivrant des concurrences des autres hommes d'affaires.

C'est ainsi que tous les hommes d'affaires camerounais n'ont pu s'enrichir que grâce à l'onction directe ou indirecte (par parrains interposés) du gouvernement BDC-UC-UNC-RDPC. Il est évident que l'une des principales préoccupations d'une dictature comme le Cameroun est le contrôle de tous les moyens financiers du pays, qui ne doivent absolument pas tomber entre les mains de personnalités susceptibles de la combattre. Ceux qui se sont enrichis sous ce régime créé par le contentieux historique franco-camerounais, indépendamment de

leur origine ethnique, s'entendent et sont toujours prêts à s'entendre, parce que liés par le même cordon ombilical : le néocolonialisme et sa pérennisation.

Comme il a été vu pour le Contentieux historique national au Cameroun occidental (avec la guerre actuelle dans cette partie du territoire national), où les populations ont souffert pendant des décennies des actes administratifs injustes de l'État camerounais. Excédée par cette injustice, une partie de la population a été contrainte à prendre les armes. Ce qu'il se passe avec ce qu'on peut appeler : « problème bamiléké, problème Beti, problème Bulu, problème Bassa, problème Sawa, problème du septentrion, problème de l'Est, etc. », avec les malaises qui les accompagnent. Ces problèmes n'ont pas été créés par ces communautés qui ne sont en réalité que des victimes du système néocolonial. Système qui voulait se consolider, et tient aujourd'hui à survivre par tous les moyens. Face aux difficultés militaires, économiques et sociales dues à l'insécurité créée par la résistance armée upéciste animée principalement par l'axe Bamileké-Bassa, le jeune État camerounais s'était donné pour objectif vital la destruction de cet axe. Il s'est défini une stratégie, avec pour objectif sur le terrain de détourner les populations bamiléké de l'UPC, en même temps laisser le pays bassa enclavé. La manipulation et l'exacerbation des sentiments ethniques font partie de l'ADN de l'état néocolonial camerounais. Le pays tout entier l'a vécu lors du procès contre le président Ernest Ouandié avec les tentatives de transformer le problème national camerounais en un problème ethnique bamiléké, afin de réduire l'envergure nationale de l'UPC. Seuls

les bamiléké ont été assassinés. Parallèlement, tout était fait pour que ne transpirent pas l'implication et la participation importante d'autres communautés dans ce procès. En effet, il avait été interdit au camarade Makembe Tollo, commandant de l'Armée de Libération nationale du Kamerun (ALNK) alias commandant « Free boy », l'un des principaux commandants militaires de l'armée upéciste, de révéler son origine ethnique. Tout comme le secrétaire particulier du président Ernest Ouandié, le camarade Njassep Mathieu « Ben Bella », a eu la vie sauve après sa condamnation à mort, parce qu'il n'était pas bamiléké.

Ce qui se passe actuellement avec le malaise Bamiléké, bien qu'ayant des bases objectives matérielles, est entretenu par le pouvoir politique puisque lié à la rupture du contrat entre le pouvoir politique et quelques élites de cette communauté qui ne devraient que s'enrichir, sans jamais prétendre à la magistrature suprême du pays. Aujourd'hui que légitimement le Bamiléké aspire à la gouvernance de l'État, une véritable cabale a été créée! Quant au problème Bassa, il est lié à la répartition de cette communauté en plusieurs zones administratives distinctes afin de diminuer sa cohésion et son dynamisme. Il s'agit de réduire les capacités de réflexion organisée de cette communauté qui se sentirait frustrée parce qu'elle a été écartée du pouvoir politique, malgré ses innombrables sacrifices dans sa décisive participation dans la lutte pour l'indépendance du pays. Longtemps enclavée comme plusieurs autres régions du pays, certains ont perçu ce mépris des autorités gouvernementales

comme une punition pour sa participation dans la guerre. La communauté est ainsi écartelée dans plusieurs régions, principalement le Centre, le Sud et le Littoral.

En ce qui concerne le problème des Bulu et par extension des Bétis en général, il est important de noter que la stigmatisation d'une tribu entière est due à l'accaparement du pouvoir politique et à l'enrichissement illicite d'un groupe, au détriment de la majorité écrasante qui n'a bénéficié de rien, comme dans les autres régions du pays. Le pillage du pays est national, bien que totalement inégal.

Pour la survie de leur pouvoir politique, ils ont créé dans le pays une atmosphère de haine et de suspicions entre les ethnies qu'ils alimentent et exacerbent, lorsqu'ils le veulent, jouant ainsi avec le feu! Il FAUDRAIT UN VÉRITABLE SURSAUT PATRIOTIQUE DES FORCES SAINES DE TOUTES LES ETHNIES pour trouver des solutions adéquates nationales aux replis identitaires et au tribalisme. La lutte contre le tribalisme commence toujours par la lutte contre le tribalisme dans sa propre ethnie. Il faudrait recourir aux vieux réflexes upécistes : à savoir devenir TOUS des Sawa lorsque les Sawa sont en difficulté.

Devenir TOUS des Bassa lorsqu'ils sont dans des problèmes. Devenir TOUS des Bamiléké quand ils ont un malheur, ainsi de suite... cf. l'ouvrage de Daniel Yagnyè, *L'UPC face au marasme camerounais, l'esprit d'avril à la rescousse!* (Page 61 éditions l'Harmattan 2004).

Le Cameroun des années 1960 est maintenant derrière nous, mais les conséquences néfastes des

décisions politiques prises à cette époque continuent d'affecter la vie des Camerounais de manière violente. La corruption, le pillage, l'appauvrissement des populations et le tribalisme sont maintenant des caractéristiques de notre pays sur la scène nationale et internationale. Ces actes criminels se poursuivent avec la perte de notre souveraineté nationale dont l'une des causes visibles est la monnaie dont le simple sigle en dit long.

La France et le Cameroun donnent l'impression d'une coopération équilibrée, qui dissimule en réalité une situation bien plus sombre : une hégémonie odieuse qui persiste encore aujourd'hui à travers des contrats truqués, des accords, des manipulations et des combines en tous genres. Ces malversations continuent de causer le désespoir d'une grande partie de la population camerounaise. L'hégémonie de cette France sur un Cameroun qui n'a jamais été «sa» colonie est insoutenable. Cette France prédatrice, de laquelle chaque décision fondamentale concernant notre pays dépend de son bon vouloir.

VI.5. l'historique de la divulgation du Contentieux historique Cameroun-France

Alors que Daniel Yagnyè, auteur du *Contentieux historique franco-africain* cherchait les voies et moyens de diffuser largement ce nouveau concept, le président français François Hollande se rendit au Cameroun le 3 juillet 2015 où il évoqua l'importance du 27 août 1940 et la guerre contre l'UPC.

L'ancien président français accompagné d'une délégation comprenant le ministre Michel Sapin et des parlementaires arrivaient à Yaoundé, dernière

étape de leur déplacement après avoir visité le Bénin et l'Angola. Au cours de son séjour, il déclarait l'importance qu'ils accordent à cette visite et leur souhait de venir à la rencontre des Camerounais. Monsieur Hollande reconnaissait les efforts faits pour la relation entre le Cameroun et la France, qui est riche et ancienne. Il rappelait que durant la Seconde Guerre mondiale, c'est de Douala qu'était partie la Division Leclerc pour libérer la France. Il témoignait de sa reconnaissance envers les nombreux Camerounais et Africains qui avaient contribué à la libération de la France. Il soulignait l'importance de ne pas oublier ces contributions pour les libertés.

Toujours pour monsieur Hollande, depuis l'indépendance du Cameroun, la France a toujours voulu accompagner le pays dans son développement. Monsieur Hollande reconnaît qu'il y a eu des épisodes tragiques dans l'histoire entre les deux pays, notamment une répression dans la Sanaga-Maritime et en pays bamiléké. Il souhaitait que les archives soient ouvertes pour que les historiens puissent étudier ces événements.

Cette déclaration inédite était la première d'un chef d'État français concernant ce drame de l'histoire franco-camerounaise. Jamais un président français n'avait parlé de cette terrible tragédie dans l'histoire des deux nations. Pour Daniel ce fut un moment historique. Un tabou venait enfin d'être brisé avec la reconnaissance officielle du contentieux historique franco-camerounais par la plus haute autorité de France, le Président de la République !

Une petite brochure intitulée « Contentieux historique » fut rapidement publiée à Yaoundé. Avec

cette brochure, une autre publication fut réalisée à Luanda, la même année 2015, en portugais. C'est ainsi que commençait la large diffusion du concept «Contentieux historique franco-africain». Tout au long des différentes discussions et rencontres avec les nationalistes angolais, certains parmi eux ont toujours exprimé leur incompréhension face à la posture des fondateurs de l'UPC, qui étaient à la pointe de l'intelligentsia africaine à l'époque. Ils n'arrivaient pas à comprendre leur naïveté et sur quoi ils se basaient pour penser qu'ils obtiendraient l'indépendance du Cameroun sans guerre! «La France ne pouvait jamais donner l'indépendance du Cameroun sans guerre!» disaient-ils. Chaque fois que Daniel Yagnyè se souvenait de cette phrase, il se retrouvait sans arguments convaincants. Il se souvenait aussi de sa discussion sur ce sujet avec son camarade et ami, l'ancien recteur de l'Université Agostinho Neto, le professeur João Sebastião Teta qu'il n'avait pas réussi à convaincre.

En août 2019, Engelbert Mboa, journaliste de profession et neveu de Daniel, l'introduisit dans un groupe WhatsApp appelé «Diapason». Ce groupe était composé de diverses personnalités de l'élite camerounaise, telles que des officiers des différentes forces de sécurité, des journalistes, des professeurs d'université, des députés, des directeurs de cabinet de ministres et autres membres influents. Daniel trouva cette initiative de son neveu assez suspecte à l'époque. Il pensait que l'une des raisons de son adhésion à ce forum était de voir dans quelle mesure, il continuerait à soutenir ses thèses upécistes face à ces «poids lourds».

Après avoir publié quelques textes tous liés à l'Alliance Patriotique (AP) et à l'UPC, les «hostilités» commencèrent. Daniel Yagnyè devint très pugnace. L'objectif de cette «posture agressive» était de dire la vérité sur l'histoire du pays en utilisant un langage audacieux, voire provocateur. Rapidement, il se rendit compte que si le nombre d'insensibles à ces thèses diminuait, il n'y avait pas de réelle adhésion. Cela était probablement dû au manque de connaissance de la véritable histoire du pays. Daniel arriva donc à la conclusion qu'il était capital d'apporter quelques éclaircissements sur le problème upéciste. C'est ainsi qu'il écrivit l'article «Le problème upéciste» pour acculer au mur les jeunes communicants du Parti au pouvoir. L'un des critiques s'esquiva en affirmant que le discours upéciste était toujours le même, sans autocritique, pointant toujours du doigt les autres, sans jamais admettre leurs erreurs.

Bien que cette réaction lui parût puérile, Daniel fut touché lorsque le patriote Serge Banyongen, critique habituel de l'UPC, lui écrivit presque la même chose. Si en effet nombreux étaient ceux qui ne savaient pas ce qu'il était advenu de l'Union des Populations du Cameroun (UPC), ceci permit à Daniel d'avancer les arguments qui pouvaient justifier les choix historiques de l'UPC. L'un d'eux était évidemment le non-recours à la guerre pour obtenir l'indépendance, puisqu'il fallait en finir avec les propos sur une certaine naïveté des dirigeants de l'Union des populations du Cameroun (UPC), qui n'avaient pas prévu que la France réagirait en exterminant les nationalistes camerounais.

Daniel prit la décision d'écrire «Le problème upéciste numéro 2». Pour ce faire, il recommença à lire les «Textes du maquis» du secrétaire général de l'UPC, Ruben Um Nyobe. Il s'arrêta d'abord sur son discours de mars 1955 à Douala, après son retour des Nations-Unies en décembre 1954 qui déclarait en substance ceci : La cause du Cameroun est largement entendue. Notre tâche est désormais interne : unir les populations camerounaises autour de la fixation de la date de l'indépendance et l'abrogation des Accords de Tutelle. Le Cameroun a obtenu de l'ONU qu'elle ne soit pas une partie intégrante du territoire français. L'indépendance du Cameroun est une réalité. Um Nyobe d'ajouter qu'il lutterait pour qu'elle nous soit octroyée selon les principes de la Charte. Même si tous les Camerounais refusent de la revendiquer, lui et sa femme allaient l'obtenir.

En poursuivant cette lecture, Daniel est arrivé à un paragraphe clé : «En ce qui concerne l'argument selon lequel nous devons avoir des armes pour revendiquer notre liberté, nous répondons que cela est dépassé. La lutte armée a déjà été menée une fois pour toutes par les nationalistes camerounais qui ont largement contribué à la défaite du fascisme allemand. Les libertés fondamentales dont nous revendiquons l'application et l'indépendance vers laquelle nous devons marcher résolument ne sont plus des choses à conquérir par les armes».

Daniel ressentit un violent frisson. Il sentit les poils de son corps se hérisser. Il avait déjà lu ce paragraphe des dizaines de fois, mais jamais il n'avait eu cette étrange et violente sensation. Il retourna à sa lecture, mais se mit de nouveau à frissonner. Lorsqu'il se

calma, il comprit pourquoi le fondateur de l'UPC, Um Nyobe, était considéré comme une personne exceptionnelle. TOUT ÉTAIT DIT DANS CE PARAGRAPHE.

Um Nyobe faisait référence au 27 août 1940, cette date était la véritable clé pour comprendre l'origine du Contentieux historique franco-africain. En quelques petites phrases chargées d'histoire et lourdes de conséquences, Um Nyobe révélait clairement deux points cruciaux :

– La déclaration de l'indépendance du Cameroun par Leclerc (autoproclamé colonel en une nuit), le 27 août 1940.

– l'apport inestimable des combattants camerounais, en hommes émancipés pour la victoire de l'Afrique, de la France et d'une partie de l'Europe durant la 2e guerre mondiale.

Um Nyobe reflétait ici la sereine assurance des nationalistes camerounais, de leurs valeurs intrinsèques, grâce aux actes héroïques accomplis en faveur de l'Afrique, de la France, de l'Europe et du monde entier durant la 2e guerre mondiale.

Pour rappel, dans la nuit du 26 au 27 août 1940, des piroguiers Malimba conduisirent un petit groupe de 12 Français dirigés par le récent autoproclamé Colonel Leclerc. Leur objectif était d'éviter la reconquête du Cameroun par les Allemands réfugiés en Guinée Équatoriale, ce qui soustrairait ce territoire riche sous mandat de la Société des Nations de l'autorité française. Pendant cette nuit, ils s'emparèrent de la gendarmerie de Douala, rassemblèrent les Français pro De Gaulle tout en neutralisant les Français anti de Gaulle (par le capitaine Laquintinie) et proclamèrent

l'état de siège et L'INDÉPENDANCE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU CAMEROUN.

En effet, ce n'est qu'avec la proclamation de l'indépendance du Cameroun que la France pouvait se doter de troupes militaires locales, puisque le Cameroun sous mandat de la Société des Nations le lui interdisait. D'autre part, cette proclamation suscitait l'engouement des populations camerounaises qui s'engagèrent corps et âme au côté de la France Libre en tant qu'hommes indépendants et émancipés. En quelques jours, plus de 40 000 jeunes Camerounais se mettaient à la disposition du colonel Leclerc.

En août 1940, l'espoir de De Gaulle naît du Cameroun. Après son appel historique du 18 juin 1940 à Londres, il n'avait ni troupes ni moyens financiers et matériels pour poursuivre la lutte. Les Français n'ont pas répondu à son appel alors que plusieurs milliers d'entre eux vivaient à Londres. De Gaulle n'avait même pas deux douzaines de volontaires pour le soutenir dans sa lutte contre l'Allemagne nazie. La France entière travaillait pour l'Allemagne fasciste et plusieurs dizaines de volontaires français avaient rejoint les troupes allemandes pour combattre aux côtés des nazis. Même le Parti communiste français a collaboré pendant vingt-deux longs mois avec les forces d'annexion nazies. C'est à Douala au Cameroun indépendant que la France Libre s'est matérialisée avec un territoire, des hommes et des moyens matériels et financiers.

Les nationalistes camerounais savaient que tout avait commencé au Cameroun et que c'étaient les Africains qui étaient les libérateurs de la France.

Voici deux déclarations de De Gaulle à ce sujet :

- «Le Cameroun aura sa place dans l'histoire de cette guerre et dans notre histoire nationale» (Douala, mardi 8 octobre 1940).

- «... Face à l'exemple donné par le Cameroun libre, je suis désormais convaincu que nous allons accomplir la libération de la France à partir de l'Empire» (Yaoundé, le 13 octobre 1940).

On ne peut occulter la dimension émancipatrice de cette guerre pour les combattants africains. Ces derniers ont combattu dans des conditions extrêmes. Ils ont pu voir les limites physiques et psychologiques des Français, car pendant cette guerre, les tâches les plus difficiles et dangereuses étaient souvent accomplies par l'Africain. Il ne pouvait donc plus avoir de complexes d'infériorité. Après la guerre, l'Africain décomplexé souhaitait disposer de sa pension de guerre bien méritée, avec la ferme conviction de développer son pays. Cependant, cette situation était inacceptable pour la France qui a créé le franc CFA en 1945 pour résoudre ses problèmes financiers et diluer le pouvoir d'achat des Africains.

Lors de la célébration de la victoire alliée en 1945, à Paris, les combattants africains noirs ont été confinés dans les casernes pour dissimuler leur présence. Que penser des massacres de Thiaroye au Sénégal après la guerre? Ces évènements témoignent d'un déni ignoble de reconnaissance de l'Africain. Il est temps d'évoquer une conspiration internationale contre notre continent, car tous les pays impliqués dans cette guerre savaient que la France libre était majoritairement africaine. Pourquoi cette participation africaine est-elle absente de l'histoire officielle de la Seconde Guerre mondiale? Le

nombre exact d'Africains ayant participé à cette guerre ainsi que le nombre de blessés et de morts dans les différents pays ne sont pas connus à ce jour.

VI.6. Création de l'Union des Populations du Cameroun, UPC.

Lors de la Conférence de Brazzaville qui s'est tenue du 30 janvier au 8 février 1944, le général de Gaulle a exprimé sa gratitude envers l'Empire colonial français pour sa fidélité durant la Seconde Guerre mondiale et a évoqué les orientations futures qu'il comptait lui offrir. S'il a proposé l'émancipation des territoires français d'Afrique, il a également rappelé que le lien entre la France et ses colonies était « définitif » et que la déclaration finale de la conférence rejetait catégoriquement « toute possibilité d'évolution hors du bloc français et toute constitution, même lointaine, de self-government ».

Les nationalistes camerounais ont assisté ainsi à un revirement de la France et à son ingratitude envers eux, en ce qui concerne l'application de la proclamation de l'indépendance du Cameroun du 27 août 1940. En septembre 1945, des émeutes ont éclaté à Douala suite à une grève des cheminots de Bonaberi pour obtenir une augmentation de salaire. Face à l'intransigeance de l'administration coloniale, la grève s'est étendue à Douala. Le 24 septembre, un rassemblement de plusieurs milliers de personnes a tourné à l'émeute, des coups de feu ont été tirés, des magasins ont été pillés et la prison de New Bell a été encerclée. Le gouverneur Henri Pierre Nicolas a cédé aux colons en les armant et en autorisant l'aviation à utiliser des mitrailleuses. La chasse à l'homme a

commencé et le bilan de ce massacre reste inconnu jusqu'à ce jour.

Aussi, face au non-respect de la parole donnée par la France du général de Gaulle, le 10 avril 1948, l'Union des populations du Cameroun (UPC) est créée dans le but d'obtenir l'indépendance du Cameroun. Après avoir échoué à atteindre cet objectif par la voie parlementaire en 1951 et 1952, l'UPC s'est tournée vers l'ONU, qui avait la tutelle sur le Cameroun, pour demander l'indépendance et la réunification. Sous la direction de Ruben Um Nyobe, qui est devenu son deuxième Secrétaire général en novembre 1948, le parti a présenté ses revendications à la 4e Commission de tutelle de l'Assemblée générale de l'ONU, notamment la révision des accords de tutelle du 13 décembre 1946 qui avaient été signés sans consultation préalable des populations.

Quant à la portée nationale et panafricaine de la lutte armée upéciste, il faudrait tout d'abord rappeler le contexte sociopolitique et économique après la Seconde Guerre mondiale afin de mieux apprécier les différentes mesures prises par la France. La France, après la Seconde Guerre mondiale, était exsangue militairement et très affaiblie économiquement et financièrement. Avec une opinion internationale favorable à l'émancipation politique des pays africains, et n'ayant pas les capacités militaires et financières pour supporter les guerres en Algérie, au Cameroun et en Guinée Conakry, elle fut contrainte d'octroyer d'abord l'indépendance à la Guinée Conakry après le « NON » de Sékou Touré en 1958 puisqu'elle était incapable d'ouvrir un troisième front militaire dans

ce pays. Car un colon ne fait pas spontanément ses bagages lorsqu'on lui demande de s'en aller! La Guinée Conakry n'a obtenu son indépendance sans guerre que grâce aux guerres en Algérie et au Cameroun. Selon Kim Lev Ivanovitch : La France, après la Seconde Guerre mondiale, a été confrontée à des conflits en Algérie et au Cameroun. Ne pouvant pas gérer les deux fronts en même temps, elle a choisi de se concentrer sur le Cameroun et l'Afrique Sub-saharienne en accordant l'indépendance à l'Algérie en 1962 grâce aux Accords d'Évian. Cela a permis à la France de créer ce qui sera appelé la Françafrique. La résistance armée upéciste a donc joué un rôle dans l'indépendance de l'Algérie.

Dans l'article «Le problème upéciste 2», Daniel Yagnyè Tom a proposé la célébration du 27 août 1940. L'occasion était fantastique et exceptionnelle : pour la première fois en 80 ans, il était possible d'honorer au Cameroun et en Afrique sub-saharienne le sang et les sacrifices des Africains qui ont libéré la France et l'Europe, redessiné la nouvelle carte de l'Europe, participé de manière significative à la nouvelle configuration et à la répartition du monde, bien qu'ils aient été totalement exclus des diverses tables de consultation (comme à Berlin en 1884).

Comme cela s'était produit lors de la divulgation du *Contentieux historique*, qui avait été traité comme «l'opium des intellectuels frustrés», certaines voix s'étaient élevées lorsque Daniel Yagnyé Tom avait commencé à exiger la réécriture de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Ils disaient que le soleil de l'exil angolais avait complètement brûlé le cerveau de Daniel Yagnyè Tom.

VI.7. Gains et répercussions des commémorations à Douala le 27 août 2020.

Lors du colloque international intitulé « De Gaulle et Brazzaville : une mémoire partagée entre la France, le Congo et l'Afrique» qui s'est tenu à Brazzaville les 27 et 28 octobre 2020, le président congolais Denis Sassou Nguesso avait clairement demandé que «la réalité de l'épopée de la Seconde Guerre mondiale soit rétablie avec ce qui a été l'apport de l'Afrique». Le président congolais revendiquait la pleine reconnaissance du rôle de l'Afrique dans la libération du monde du nazisme. Il réclamait aussi la participation africaine dans la prise des décisions mondiales avec un droit de veto de l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations-Unies.

L'ancien Président du Tchad Idriss Déby Itno, affirmait durant ce colloque qu'il espérait voir une stèle commémorative à la hauteur de l'engagement des Africains «pour immortaliser cet acte exemplaire de solidarité humaine marqué du sceau d'immenses sacrifices», car pour lui «il n'est pas concevable que l'image du soldat tchadien, centrafricain, congolais, camerounais ou gabonais soit effacée de la mémoire collective».

Il faut reconnaître qu'en moins d'un an, après les commémorations du 27 août 1940 en 2020 à Douala les Africains, dans toutes les parties de l'Europe, ont commencé à changer leurs discours, en plus de la bataille pour la souveraineté monétaire. Ils revendiquent désormais le rôle clé de la libération de l'Europe par les soldats africains. Les africains sont conscients que l'importance de la France aujourd'hui, sa place au Conseil de sécurité des Nations unies,

est une conséquence directe de cette implication des soldats africains dans la libération de la France et de l'Europe de l'invasion nazie.

VI.8. La Commission mémorielle d'Emmanuel Macron

Aujourd'hui, après plus de 83 ans de déni, la France se décide enfin à revisiter son histoire au Cameroun avec la création par son président Emmanuel Macron d'une commission mémorielle. Nous assistons ici à un revirement spectaculaire de la France, qui cache mal un mobile sordide, celui de la préservation de ses intérêts uniquement. Dans une Afrique en grandes mutations où elle perd du terrain un peu partout, la France se bat pour maintenir sa position privilégiée au Cameroun, consciente du fait que contrairement au Mali, au Burkina Faso et en République centrafricaine qui étaient ses colonies, non seulement le Cameroun n'en était pas une, mais au contraire, ce pays a souffert d'une guerre atroce avec des exactions inacceptables. Le réveil du Cameroun lui serait fatal! Ce qui est une véritable imposture de la France dans cette affaire mémorielle est la période choisie qui court de 1945 à 1971. La France reste et demeure fidèle à son mépris vis-à-vis du Cameroun et des Africains, la France amnésique, ingrate envers notre pays. Cette période exacte va de 1922 avec le Mandat de la Société des Nations; la première indépendance du pays le 27 aout 1940, les innombrables sacrifices et l'apport humain et matériel incommensurable du Cameroun dans la libération de la France et de l'Europe durant la Deuxième Guerre

mondiale; La Tutelle des Nations-Unies et l'après pseudo indépendance, ce, jusqu'en 2023 :

Nous relevons ici quelques dates clés :

– 27 août 1940 le capitaine/colonel Leclerc arrive à Douala et proclame L'INDÉPENDANCE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU CAMEROUN.

– 1940, la France libre naît à Douala avec un territoire et des hommes prêts au combat et des moyens colossaux.

– 1940, un premier contingent de 40000 Camerounais se porte volontaire pour l'enrôlement dans l'armée de la France libre créée à Douala.

– L'exploitation des richesses du Cameroun dans l'effort de guerre (caoutchouc de Dizangué, etc.)

– 1945, des dizaines de milliers de Camerounais et d'Africains participent à la libération de la France et de l'Europe du nazisme allemand.

– 1945, les soldats et nationalistes camerounais réclament l'indépendance, mais le général de Gaulle décide de répondre par la répression.

– 1945, la création du franc CFA.

– 1948, les nationalistes créent l'UPC pour faire appliquer l'indépendance proclamée en 1940.

La France s'octroie des droits criminels sous le nom d'« Opération de Maintien de l'Ordre» et massacre plus de 400000 nationalistes.

– Exploitation des richesses du Cameroun, (le véritable bilan).

– 1959, la France signe des accords militaires et économiques secrets avec les dirigeants camerounais qui lui octroient des privilèges jusqu'à ce jour.

La France évite soigneusement d'aborder dans cette commission l'un des volets les plus importants, celui-là même qui a guidé essentiellement son comportement politique au Cameroun à savoir : le pillage des ressources financières et économiques du pays.

Un exemple frappant, celui de Vincent Bolloré et de son empire «néocolonial» au Cameroun, qui dissimulait un vaste réseau mafieux transnational (civil et militaire). Il est presque impossible de connaître les liens mafieux entre le groupe Bolloré, les politiciens français et les dirigeants africains, tous impliqués dans des systèmes et des réseaux de corruption complexes et obscurs hérités de l'époque coloniale.

Le groupe Bolloré était un acteur clé de l'économie et de la politique camerounaise grâce à l'acquisition d'entreprises coloniales françaises et à la privatisation d'une partie importante du patrimoine économique national. Il était concessionnaire de la société ferroviaire CAMRAIL et du terminal à conteneurs du port de Douala. Ses agences étaient présentes à Douala, Yaoundé et Garoua. Il gérait les flux de production d'aluminium à l'usine d'Edéa, la logistique du pipeline Tchad-Cameroun et la logistique «Door to Door» pour Total. Bien qu'il ait abandonné les chantiers forestiers, il gérait toujours un parc à bois et contrôlait d'immenses plantations directement ou indirectement. Le 21 décembre 2022, le Groupe Bolloré annonçait la cession de 100 % de Bolloré Africa Logistics au Groupe MSC, couvrant l'ensemble des activités de transport et de logistique du Groupe Bolloré en Afrique. Le plus stupéfiant

reste le mutisme total de l'État camerounais en ce qui concerne cette cession.

Il faudrait reconnaître que l'influence nocive de la France en Afrique continue allègrement à travers le géant Bolloré qui s'est engouffré dans le secteur de la communication. Monsieur Bolloré qui en Europe semble très proche de l'extrême droite xénophobe, utilise ses médias pour influencer l'Afrique. Bolloré reste présent notamment à travers Canal+, premier opérateur de télévision payante en Afrique francophone et actionnaire important de MultiChoice, le leader de la télévision payante en Afrique anglophone.

Il poursuit également son développement dans de nombreux secteurs comme la communication, le divertissement, les télécoms ou encore l'édition.

Ce que nous continuons de décrier c'est le matraquage systématique et suspect d'une campagne sans vergogne au travers des médias de Canal+ pour la promotion du mouvement «lesbien, gay, bisexuel, transgenre, queer et intersexe» (LGBTQI+) qui désigne l'ensemble des mouvements et actions visant à imposer leurs modes de vie aux peuples africains entre autres. Plus grave, une méthode subliminale est systématiquement appliquée au travers de dessins animés, pour formater de façon méthodique les tendres esprits de nos enfants et petits enfants. Les feuilletons, films, débats télévisés, journaux télévisés, documentaires, divertissements et variétés, jeux, émissions de téléréalité, reportages nous présentent ce monde comme étant normal, voire meilleur. Les ébats homosexuels y sont désormais présents et banalisés! De plus, nous pouvons ajouter sans

nous tromper que la propagande sur une Afrique misérabiliste a encore de beaux jours devant elle grâce à ces médias occidentaux.

Ce Contentieux historique Cameroun - France va de 1922, jusqu'à ce jour. Des empires économiques français sont établis sur le territoire camerounais depuis des décennies. Cependant, la quasi-totalité des bénéfices ne revient ni à l'État ni au peuple camerounais. »

VI.9. La résolution du Contentieux historique

Face à tout ce marasme, il est difficile de comprendre le silence opaque du gouvernement camerounais, alors que des milliers de ses fils et filles ont été arrachés à leurs familles et massacrés pour les intérêts égoïstes d'une République française perfide, se qualifiant république des Droits de l'Homme. La 2e guerre mondiale fait partie de l'histoire intégrante du Cameroun et ne saurait être mise de côté par cette commission mémorielle.

« Un adulte ne peut être trompé deux fois par le même mensonge », selon un proverbe de la culture bantoue. Malgré cela, la France a réussi à cacher la vérité sur l'importance de la contribution des soldats africains à la Seconde Guerre mondiale pendant 80 ans. Ses objectifs n'ont probablement pas changé et ne changeront pas aujourd'hui. C'est pourquoi il est essentiel que les Africains, soutenus par des personnes bienveillantes de la communauté internationale, prennent en charge ce travail.

Il est important de retrouver le nombre exact de participants à cette guerre pour chaque pays, ainsi

que les circonstances de la mort des soldats, le nombre de blessés et l'effort de guerre fourni par chaque pays. Enfin, il est crucial d'évaluer le nombre de soldats ayant reçu une pension de guerre et ceux qui n'en ont pas reçu ou seulement partiellement. La justice historique doit être rendue et des réparations matérielles et financières doivent être accordées.

Nous devons être vigilants pour éviter les pièges tendus par la France qui, comme toujours, cherchera à exploiter les rivalités entre les pays africains pour les diviser. Il ne s'agit pas de dévaloriser une ville au profit d'une autre, comme Brazzaville au profit de Douala ou Ndjamena, ou inversement. L'objectif principal est de reconnaître et d'honorer le sacrifice des soldats africains qui ont été volontairement oubliés. Chaque soldat, chaque régiment, chaque ville et chaque pays doit être reconnu pour sa contribution ! Maintenant que la réécriture de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale commence progressivement à être prise pour acquise et que l'Afrique comprend de plus en plus ce besoin, il est important de ne pas laisser cette réécriture de l'histoire entre les mains des autres. Les gouvernements africains doivent mettre tous les moyens nécessaires à la disposition des chercheurs africains. Il n'est plus question de dépendre uniquement de la France pour cette tâche immense. Il est opportun d'inclure les pays de la Conférence de Yalta dans cette tâche, sans exclure la présence allemande.

Daniel a toujours en mémoire la date historique du 27 août 1940. Désormais, il y a suffisamment d'informations pour résoudre le Contentieux historique entre le Cameroun et la France dans

des conditions de justice et d'équité. Désormais le lien entre la date du 27 août 1940 et la création de l'UPC en 1948 est indéniable, afin de revendiquer la véritable indépendance du Cameroun de 1940. Tous ces crimes commis par la France et ses alliés camerounais n'ont toujours eu pour objectif que le pillage des richesses du pays, qui perdure encore aujourd'hui. Le Cameroun ne doit rien à la France. C'est le contraire qui est évidence. **Car il ne faut jamais oublier que durant plus d'un siècle, la France a agi en dehors du Droit international au Cameroun, territoire qui n'a jamais été sa colonie.**

Que justice soit rendue au Cameroun et au peuple camerounais !

CHAPITRE VII : DIMENSION HUMAINE DE DANIEL YAGNYÈ TOM

VII.1. Témoignage de l'ingénieur João Sebastião Teta

« Certains dirigeants africains sont écartés lorsqu'ils cessent d'exercer leurs fonctions fantoches »

Dans cet extrait de conversation entre le journaliste André Sibi et l'ingénieur João Teta, l'une des personnalités angolaises ayant partagé avec Daniel Yagnyè sur les questions liées à la politique africaine et à la situation au Cameroun, l'ingénieur répond à la question « Comment avez-vous rencontré le Dr Daniel Yagnyè ? » par la métaphore suivante : « Il semble que le destin existe vraiment ! »

« En politique, contrairement aux lois de la physique où les corps de polarités opposées s'attirent, c'est exactement l'inverse ; du moins tant que les entités impliquées sont cohérentes et ont une polarité identifiable (partageant largement des idées et des principes philosophiques similaires). Parler du Dr Daniel Yagnyè m'amène à parler d'une autre personne qui m'a rapproché de lui, mon défunt ami et frère Ekwa Wilfried Mateke. Parler d'Ekwa m'amène à parler de l'UPC (Union des Populations du Cameroun), un parti de gauche au Cameroun qui partageait avec le MPLA, depuis le début de notre lutte contre le colonialisme portugais, une vision commune sur l'indépendance de nos pays : la lutte pour l'indépendance politique, économique et culturelle de nos peuples.

En 1967, à Brazzaville, au siège (Bureau) du MPLA, j'ai entendu parler de l'UPC par les camarades Guinapo et Samson. Ils disaient que des camarades cubains entraînaient nos guérillas (MPLA) et UPC à Madibou, dans la périphérie de Brazzaville. J'étais trop jeune pour avoir une formation politique suffisante pour comprendre ces déclarations. Plus tard, lorsque j'étais à l'internat 4 février (du MPLA), en tant que commissaire politique, j'ai pu en apprendre davantage sur les mouvements de libération nationale (partis politiques) en Afrique et dans d'autres parties du monde.

Selon la doctrine qui m'a été présentée à l'époque, j'ai compris les objectifs et le rôle de l'UPC pour le Cameroun et son peuple. En 1981, j'ai rencontré Ekwa en Pologne. Nous avions tous deux bénéficié de bourses attribuées par le gouvernement polonais, au gouvernement angolais MPLA dans mon cas, et à l'UPC dans le sien. Ekwa était arrivé en Pologne depuis la France où il vivait avec son oncle, un dirigeant politique de l'UPC réfugié dans ce pays, persécuté par le gouvernement de son pays. Notre rencontre a été formidable. Nous partagions la plupart des idéaux communs, jusqu'à ce qu'Ekwa obtienne son doctorat en France consacré au conflit armé en Angola.

Bien que j'avais déjà entendu parler du représentant de l'UPC en Angola, le Dr Daniel Yagnyè, par l'intermédiaire du camarade Paulo Jorge, ce n'est qu'en 1995 que j'ai eu l'occasion de le rencontrer personnellement grâce à Ekwa.

En effet, tous les membres de l'UPC dans le monde étaient directement ou indirectement liés.

À cette époque, j'étais doyen de la faculté d'ingénierie de l'université Agostinho Neto. Depuis mon plus jeune âge, j'avais compris que la lutte pour la dignité des peuples — pour leur indépendance politique, économique et culturelle — était toujours juste. Ce qui est discutable, c'est la manière dont cette lutte est menée dans chaque contexte.

Les indépendances africaines

Je ne sais pas s'il y a beaucoup de pays africains qui sont réellement pleinement indépendants. En paraphrasant Agostinho Neto, dont je partage l'idée et qui est encore et toujours d'actualité, je dirais : «L'Afrique est un corps inerte où chaque vautour vient picorer son morceau». Les pays africains ont tous de nombreux défis à relever. Cela dépend du point de départ et du point de vue actuel. Cinquante ans après la création de l'Union africaine, les pays africains ont encore de nombreux défis. Nous avons sans aucun doute de nombreux défis.

L'ancien recteur de l'Université Agostinho Neto, João Sebastião Teta, estime que l'Afrique dans son ensemble a encore le temps de changer de voie historique. «En parlant des pays francophones d'Afrique en particulier, je pense qu'ils ont de meilleures chances à long terme que d'autres. Le principe pour résoudre tout problème commence par l'identification du problème. L'identification du problème suppose l'existence d'un personnel compétent à cet effet... et la plupart des pays francophones disposent d'un personnel compétent qui dans certains cas fait la fierté des Africains.» Lorsqu'on lui a demandé s'il partageait l'opinion

selon laquelle la réorganisation du continent, la fin des conflits et l'adoption d'une géopolitique adaptée à la réalité africaine n'ont jamais fait partie de l'agenda des universités africaines, João Teta a expliqué qu'à une conférence sur l'enseignement supérieur à Cuba, à laquelle ont participé Fidel Castro et d'autres responsables de l'éducation dans le monde, il a déclaré que de nombreuses universités africaines n'étaient que des courroies de transmission de la civilisation et des intérêts occidentaux.

« Est-ce qu'une université ainsi conçue et instituée peut réfléchir à la manière africaine sur la réalité africaine? » s'est-il interrogé. « J'ai quelques doutes, mais le temps nous le dira. Je sais juste que je ne peux rien prédire avec certitude ! » Selon notre interlocuteur, notre degré d'indépendance dépend de notre capacité de discernement (éducation) qui détermine notre aptitude à adopter des stratégies géopolitiques en notre faveur. « Il y a un manque d'indépendance économique et culturelle. Nous sommes confrontés à une aliénation économique et culturelle, » a-t-il déclaré. « De nombreux dirigeants africains préfèrent satisfaire les intérêts des Occidentaux plutôt que les demandes de leur propre peuple. »

De nombreux dirigeants africains préfèrent satisfaire les intérêts des Occidentaux plutôt que les demandes de leur propre peuple pour rester au pouvoir avec le soutien de l'Occident. Cependant, l'histoire nous enseigne que l'Occident les abandonne sans pitié, lorsqu'ils ne veulent plus jouer le rôle de marionnettes. Dans d'autres cas, lorsque des dirigeants africains tentent de faire passer les intérêts de leurs peuples avant les intérêts étrangers,

ils sont assassinés ou chassés du pouvoir avec le soutien de l'Occident. C'est un véritable dilemme. Mais tous les problèmes peuvent être résolus, s'ils sont correctement identifiés et s'il y a un personnel compétent et patriote (panafricaniste) engagé pour l'Afrique avec un *anima africansis.*

«Le parcours du Dr Daniel Yagnyè, médecin neuropsychiatre camerounais dans le pays depuis plus de 37 ans, ressemble au parcours d'Agostinho Neto, fondateur de la Nation angolaise. Il y a des similitudes entre Agostinho Neto et Daniel Yagnyè en ce qui concerne le don de soi d'un médecin à la cause de la libération de son peuple.» Ancré dans la phrase d'Agostinho Neto selon laquelle en Namibie, au Zimbabwe et en Afrique du Sud était la continuité de notre lutte, João Teta a soutenu que le Dr Daniel ainsi que les précurseurs de l'UPC ont contribué directement et indirectement à la lutte de libération nationale de l'Angola sur la base de l'hypothèse qu'un rayon de lumière dans l'obscurité pourrait être le début de l'illumination totale ; une Angola véritablement indépendante pourrait servir d'incitation à la pleine indépendance de l'Afrique.

Après de nombreuses années d'indépendance politique en Afrique, notre interlocuteur ne pense pas que la lutte pour l'indépendance réelle des pays africains soit dirigée contre un pays en particulier en dehors du continent. Selon lui, la lutte doit être dirigée contre les mentalités de soumission et la recherche de facilités. Les Africains sont leurs propres ennemis. Tous les pays du monde sont interdépendants et le degré de dépendance d'un pays envers un autre dépend de l'intelligence de son peuple, c'est-à-dire

de son niveau intellectuel et culturel. Aujourd'hui, la domination des uns sur les autres dépend du niveau d'abrutissement des populations. Le véritable défi est donc de former nos peuples pour qu'ils soient capables de comprendre les enjeux contemporains sur les plans technique, économique, social et géostratégique.

L'ONU a une certaine responsabilité face à l'hégémonie exercée par différents pays, mais il ne faut pas oublier que les pays africains en sont membres. Comme notre interlocuteur l'a déjà dit, dans ce village global qu'est notre monde, personne ne peut aller loin seul. Mais il est naïf de penser que l'on peut aller loin sans l'aide des autres. Tous doivent ressentir le besoin des uns des autres. En cours de route, les parasites sont éliminés. Lorsque l'on marche avec quelqu'un de plus fort que soi, il faut garder à l'esprit que le plus faible peut être utilisé par le plus fort comme matière première pour atteindre sa prospérité. C'est naturel.

« La jeunesse africaine arrive à un moment crucial pour corriger les erreurs de la décolonisation et favoriser la croissance économique, politique et sociale. Nous pouvons corriger les erreurs passées et actuelles grâce au niveau d'éducation que nous donnons aux jeunes.

Malheureusement, l'ignorance engendre l'ignorance. Il est faux de penser que notre voisin, qui vient chez nous pour profiter gratuitement de notre ignorance, a intérêt à nous éveiller pour perdre cette occasion. »

VII.2. Le témoignage du Dr Reis Junior.

Lorsqu'on lui a demandé dans quelles circonstances il avait rencontré le Dr Daniel Yagnyè, Dr Reis Júnior, un député influent de l'Assemblée nationale angolaise et président de la 1re Commission, a répondu qu'il ne se souvenait pas exactement de leur première rencontre. «Pour être honnête, je ne me souviens pas des détails,» a-t-il dit. Cependant, il a ajouté qu'une grande amitié s'était développée entre eux, car Daniel s'était révélé être un véritable patriote et panafricaniste avec de fortes convictions. Dr Reis Júnior se souvient qu'à l'époque, il travaillait au siège du MPLA et également dans un holding de gestion et de participations financières appelé GEFI. «À l'époque, le Dr Daniel fréquentait le siège du MPLA en tant que représentant de l'UPC et j'ai remarqué qu'il était un révolutionnaire. En tant que personne, il a toujours été un humaniste.»

«Chaque fois que nous avions un problème médical, nous nous tournions vers le Dr Daniel Yagnyè. Il a laissé une marque profonde dans l'histoire de notre famille, car nous avons un fils qui a été touché par le paludisme et qui a subi des changements de comportement, obligeant souvent notre famille à sortir de la maison à l'aube pour chercher des soins médicaux.» «Lors d'une de ces occasions, mon épouse, notre enfant malade et moi-même sommes arrivés aux urgences de l'hôpital Maria Pia. Alors que nous attendions d'être pris en charge, nous avons appelé le Dr Daniel Yagnyè qui s'est rapidement rendu à l'hôpital situé à environ deux kilomètres de chez lui pour rejoindre l'équipe

en service et soutenir notre couple. Comme il était l'un des rares spécialistes en neuropsychiatrie dans le pays à cette époque, il a donné des instructions précises qui ont largement contribué à la guérison de notre enfant. »

Un autre événement a rapproché le Dr Reis Júnior et le Dr Daniel Yagnyè. Le Dr Reis Júnior a eu deux hernies discales extrêmement douloureuses. Il a de nouveau fait appel aux services du Dr Daniel Yagnyè, qui dirigeait une équipe d'urgence. Il a été pris rapidement en main, pour les soins d'urgences. Le Dr Reis Júnior a été hospitalisé sans frais dans la petite unité de santé du Dr Daniel Yagnyè, la « Clínica Santa Clara », située dans le complexe résidentiel de Samba, pendant 24 heures avant de partir pour l'Afrique du Sud pour y subir une intervention chirurgicale.

Ces événements, ainsi que tant d'autres, ont donné naissance à une amitié sincère entre eux, voire une véritable fraternité qui dure depuis plusieurs décennies. Chaque fois qu'ils se rencontrent, ils discutent de divers sujets en mettant l'accent sur la politique, un domaine dans lequel ils évoluent tous les deux depuis des décennies. « Nous parlons du MPLA, de l'UPC, de la situation au Cameroun et bien plus encore », explique le Dr Reis Júnior. « J'ai beaucoup appris du Dr Daniel, une personne pleine de principes et très disciplinée. Les principes qu'il défend s'inscrivent dans le cadre du panafricanisme. »

À propos de son opinion sur la cause défendue par le Dr Daniel Yagnyè, Dr Reis Júnior a répondu qu'elle était en accord avec l'esprit panafricaniste et que le Dr Daniel, en plus d'avoir ses propres

convictions, se battait pour les concrétiser. « Il suffit de voir son long exil en Angola, où il a passé plus de 36 ans à consacrer sa jeunesse à cette cause, malgré tous les risques inhérents à la lutte clandestine. »

Selon le Dr Reis Júnior, il est de plus en plus difficile de défendre les idéaux panafricanistes dans le contexte actuel, car les convictions des hommes s'affaiblissent de plus en plus. Même les dirigeants africains ne font pas grand-chose pour soutenir ces causes. La pensée du Dr Daniel Yagnyè s'inscrit dans celle de Kwame Nkrumah : ceux qui défendent ces causes finissent souvent par s'isoler de la lutte commune. Les Africains sont de plus en plus occidentalisés et adoptent une mentalité individualiste, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du continent.

Il partage l'opinion selon laquelle le combat du Dr Daniel ressemble à celui mené par le Dr António Agostinho Neto, qui était également médecin. Comme Agostinho Neto en Angola, le Dr Daniel Yagnyè a toujours été proche des plus démunis. « Il installe ses cliniques dans les quartiers populaires et vient en aide à ceux qui n'ont pas les moyens de payer leur traitement. »

« Pensez-vous qu'il soit encore possible de sauver l'Afrique défendue par des panafricanistes tels que Kwame Nkrumah, Julius Nyerere et d'autres, même si cela peut être plus difficile, mais réalisable avec certaines adaptations? La néocolonisation qui sévit dans les pays francophones est étroitement liée à la forme d'indépendance qui leur a été accordée. Ces pays sont restés attachés aux puissances coloniales, en mettant l'accent sur la France. « Il y

a une situation évidente de néocolonisation dont ils ne parviennent pas à se libérer.» Selon lui, dans ces pays, les puissances coloniales ont accordé une fausse indépendance politique tout en conservant l'indépendance économique. Aujourd'hui encore, les puissances coloniales maintiennent leur contrôle sur les matières premières, ce qui entraîne une néocolonisation. «Même la vague de coups d'État dans les pays francophones est une action préméditée de la France pour préserver ses intérêts néocoloniaux dans la région. Les Français mettent en place des présidents fantoches pour servir leurs intérêts et lorsqu'ils se rebellent, ils sont assassinés et remplacés. Cela contraste avec certains pays africains comme l'Angola qui a opéré une rupture radicale.»

La plupart des pays africains qui ont accédé à l'indépendance dans les années 1960 n'ont pas eu à mener de guerre pour l'obtenir. Avant le 25 avril 1974, date qui a donné un nouvel élan à l'indépendance des pays lusophones, il y avait déjà une guerre en cours, en Guinée-Bissau, au Mozambique et en Angola. C'est pourquoi la Guinée-Bissau proclama son indépendance en 1973. «Les pays colonisateurs d'Afrique anglophone ne sont pas aussi attachés au continent que la France.»

Après avoir été vaincu par les Allemands sous le commandement d'Hitler en 1940, ce colonisateur est venu en Afrique où il a recruté un important contingent de vaillants soldats africains. Ces soldats ont traversé la ceinture ouest-africaine pour se rendre en Algérie et au Maroc, puis ont traversé la mer pour atteindre l'Espagne et de là, la France, où ils ont combattu les Allemands jusqu'à la victoire finale. Cette réalité a

été cachée par la France jusqu'aujourd'hui. «Les Français ont été si ingrats qu'ils n'ont jamais reconnu les soldats africains qui ont combattu pendant les 1re et 2e guerres mondiales. Il n'y a jamais eu de reconnaissance pour leurs exploits.»

Daniel Yagnyè est un homme animé par l'esprit de lutte pour que les Africains deviennent maîtres de leur destin et d'eux-mêmes. Cela ne profitera pas seulement à lui et aux Camerounais, mais à tous les Africains où qu'ils soient. C'est pourquoi nous devons nous mobiliser pour cette noble mission afin de corriger les erreurs du passé colonial. «C'est un combat qui permettra aux Africains de valoriser davantage leur propre culture et de s'éloigner un peu plus de l'Occident, même si nous sommes de plus en plus mélangés.» L'un des éléments clés de ce combat est l'intérêt du Dr Daniel à unir les Africains. Sans unité, les Africains ne survivront pas. Les guerres constantes entre pays africains, encouragées par l'Occident, servent à nous diviser pour mieux régner.

«L'Europe commence à manquer de plus en plus d'espace. Le continent africain a une densité de population très faible. Cela ne m'étonnerait pas que dans les années à venir, nous puissions voir l'Europe revenir occuper nos terres une fois de plus. C'est le cas de la guerre sans précédent qui ravage l'Éthiopie par exemple. Ce pays ne résiste encore qu'en raison d'intérêts économiques forts, surtout en raison de la vaste compagnie d'aviation civile supervisée par le pays et d'autre part par le fait d'être une plaque tournante aéroportuaire mondiale de grande valeur.

En faisant le service militaire obligatoire dans les années 1980, j'ai suivi la guerre entre l'Éthiopie et la

Somalie, une confrontation dans laquelle la Somalie a perdu. Ces conflits sont encouragés par certains pays qui profitent de ce type de situation. »

VII-3. Témoignage du Professeur Cateano Maria (membre de la famille d'un patient)

Nous avons rencontré le Dr Daniel Yagnyè, un spécialiste en neurologie, grâce à une recommandation d'une tante travaillant à l'hôpital universitaire Américo Boavida en 1988. Après avoir consulté plusieurs spécialistes, nous l'avons finalement choisi pour son approche différente et sa capacité à nous donner confiance et espoir pour l'avenir de mon fils.

Au fil des années, notre relation avec le Dr Daniel Yagnyè s'est renforcée grâce à son suivi permanent et son partage d'expériences sur les troubles neurologiques et psychiques.

Notre vie et celle de son patient sont devenues plus paisibles et heureuses.

Notre amitié avec le Dr Daniel s'est rapidement développée et a même lié nos familles. Sa convivialité, son ouverture d'esprit et ses connaissances approfondies ont été la base de cette amitié stable et durable. Le Dr Daniel Yagnyè a également montré son engagement envers les plus défavorisés en offrant ses services aux communautés de la périphérie de Luanda, un exemple qui nous a beaucoup touchés.

Le Dr Daniel Yagnyè est profondément engagé dans la cause de la liberté et du développement de la jeunesse africaine. Son dévouement à cette cause difficile est inspiré par le courage hérité de ses parents, qui a également inspiré de nombreux patriotes à

lutter pour une Afrique démocratique et prospère. Nous sommes reconnaissants d'avoir le Dr Daniel Yagnyè parmi nous et espérons qu'il continuera à partager sa vision, ses valeurs et son expérience avec la société.

VII.4. Témoignages de ses filles

Claire Danièle da Silva Yagnyè «Nugweha», l'aînée

Claire Danièle Yagnyè évoque son père avec chaleur et tendresse. Elle raconte comment il lui a appris à se respecter en tant que femme et citoyenne dès son plus jeune âge. Selon elle, le combat de son père pour la vérité et la liberté est justifié, car les Camerounais méritent de connaître leur histoire et de se libérer de l'oppression.

Claire garde de nombreux souvenirs heureux de son enfance avec son père, qu'elle décrit comme un excellent pédagogue. Elle a visité le Cameroun à plusieurs reprises et est impressionnée par les ressources et la position géostratégique du pays. Bien qu'elle ait encore beaucoup à apprendre sur la culture et la langue Bassa, elle peut dire bonjour et aimerait pouvoir chanter des chansons locales et parler davantage la langue. Lorsqu'on lui demande si elle envisage une carrière politique, Claire répond qu'elle préfère se consacrer à sa profession de médecin, qu'elle exerce depuis sept ans.

Daniria Bodol da Silva Yagnyè, la deuxième fille

Daniria parle de son père avec admiration et affection. Selon elle, il a été un père exemplaire, enseignant à sa famille les principes d'un bon vivre ensemble. Elle retient de lui les leçons d'amour et de

respect pour les autres et pour la vie. Daniria considère le combat de son père pour l'autodétermination de son peuple comme une mission importante. Selon elle, personne ne devrait rester silencieux face aux injustices qui perdurent.

Daniria se souvient avec nostalgie des week-ends passés en famille à se promener dans la capitale angolaise et à déguster des glaces dans différents restaurants. Les déjeuners en famille et les couchers de soleil sur l'île de Luanda ont apporté joie et satisfaction à cette famille humble et fière de ses valeurs et de son identité africaines.

Daniria a visité le Cameroun deux fois lorsqu'elle était petite. Bien qu'elle n'ait pas eu le temps d'apprendre les chants et les danses locales, elle se souvient encore de certaines expressions de la langue locale. Lorsqu'on lui demande si elle envisage une carrière politique comme son père, Daniria répond que ce n'est pas sa voie et qu'elle préfère aider les Angolais et les Camerounais d'une autre manière avec son métier d'ingénieur.

Antoniela Massé da Silva Yagnyè, la plus jeune

Antoniela Yagnyè, la troisième fille de Daniel Yagnyè, décrit son père comme une personne déterminée, courageuse et aimante. Elle admire sa persévérance à faire ce qu'il considère juste pour le bien-être de sa famille. Antoniela soutient le combat de son père pour l'autodétermination du peuple camerounais, qu'elle considère comme une cause juste. Selon elle, les Africains méritent d'être indépendants et libres et de jouir de leurs territoires et ressources sans limitation. Antoniela garde de

nombreux souvenirs heureux de son père, notamment lorsqu'il offre des fleurs à ses filles en signe d'amour et de respect. Elle le considère comme un héros pour chacune d'elles.

Bien qu'Antoniela n'ait pas encore visité le Cameroun, elle espère un jour se rendre à Yaoundé comme ses sœurs qui ont déjà visité le pays et goûté aux spécialités locales. En ce qui concerne la culture Bassa, Antoniela ne connaît que la salutation, mais elle espère en apprendre davantage sur les us et coutumes du pays natal de son père.

Lorsqu'on lui demande si elle envisage une carrière politique, Antoniela répond qu'elle n'y a jamais pensé.

VII.5. Témoignage du Dr Maravilha Muanza

Maravilha Muanza est médecin spécialisée en stomatologie depuis 2018 et directrice administrative de la Clinique Santa Clara depuis mars 2021. Lorsqu'elle a rejoint la clinique, elle a découvert une institution en pleine renaissance.

En tant que membre de l'équipe, elle travaille chaque jour à construire un grand édifice pour le bien du propriétaire, du corps médical et des patients qui cherchent des solutions à leurs pathologies. La Clinique Santa Clara est spécialisée en neurologie et en psychiatrie, mais a également ajouté d'autres services tels que la stomatologie pour répondre aux besoins de la communauté. Malgré les difficultés financières de certains patients et les effets de la pandémie de Covid-19, la clinique s'efforce de garder sa vocation première, celle de soigner les plus démunis.

VII.6. Témoignage du Dr Vanusa Elsa Chiquete Miguel (Psychologue)

J'ai rencontré le Dr Daniel grâce à un frère d'église, l'oncle Pedro (Ti Pedú), qui était comptable à la Clinique Santa Clara. En dernière année d'études supérieures en psychologie, je cherchais un endroit pour effectuer mon stage professionnel et j'ai trouvé la Clinique Santa Clara. J'ai été chaleureusement accueillie en 2014 et j'ai poursuivi mon stage professionnel en 2015 après avoir terminé mes études. Un an plus tard, j'ai signé un contrat de travail en tant que collaboratrice à la clinique. Je suis très reconnaissante envers le Dr Daniel Yagnyè Tom pour cette opportunité qui m'a permis de développer mes compétences pratiques.

Au début, cela me semblait difficile, mais j'ai fini par comprendre que les exigences élevées en valaient la peine. Le Dr Daniel Yagnyè est un excellent professeur et conseiller qui partage volontiers ses connaissances avec l'équipe. J'ai atteint mes objectifs professionnels et je suis convaincue que cette opportunité en valait la peine. J'essaie également de m'imprégner de son humanisme au quotidien. Les soins pour les patients atteints de maladies neurologiques et psychiatriques peuvent être coûteux en raison du type de traitement, du coût des médicaments et du temps nécessaire pour récupérer.

Le Dr Daniel accueille et assiste tout le monde sans exception à la clinique Santa Clara. J'ai appris de lui que l'accueil du patient ne suffit pas et qu'il est important d'écouter les membres de la famille pour comprendre le contexte du patient. Parfois, il consacre jusqu'à trois heures à une seule consultation

pour recueillir les avis des membres de la famille du patient. Nous avons récupéré de nombreux patients et rendu joie, satisfaction et bien-être aux patients et à leurs familles, souvent sans ressources financières.

VII.7. Armindo José Zonda (infirmier de la clinique)

Armindo José Zonda, un jeune infirmier proche du Dr Daniel Yagnyè, a rencontré ce dernier en tant que professeur à l'institut Cladanto où il enseignait la santé mentale. Selon lui, le Dr Daniel Yagnyè était un excellent professeur dont aucun élève ne voulait manquer les cours. Ils ont beaucoup appris pendant la période de formation.

À la fin du cours de base, l'institut a réparti les étudiants dans plusieurs établissements pour effectuer leur stage professionnel. Armindo faisait partie d'un groupe de quinze stagiaires transférés à la clinique Santa Clara. Après six mois de stage, il a été embauché comme aide-soignant. En reconnaissance de son engagement et de son dévouement au travail, le Dr Daniel Yagnyè lui a offert une bourse pour poursuivre des études en sciences infirmières qu'il a terminées en 2019. « Dr Daniel est devenu mon père adoptif. En plus de m'offrir l'opportunité de travailler, je suis constamment à la recherche d'enseignements et de leçons de vie que je porterai avec moi pour toujours. Malgré ses défauts comme tout le monde, son humanisme touche et rassemble les gens. C'est un vrai professeur, un père et un mentor. J'ai été soigné plusieurs fois par le Dr Daniel Yagnyè et notre relation s'est renforcée au fil du temps. J'ai été accepté comme un fils et j'essaie de faire de mon mieux pour mériter sa confiance ».

VII.8. Témoignage de Serafina Garcia Francisco

L'une des plus anciennes employées de la Clinique Santa Clara a rejoint l'établissement en 2012 grâce à son frère qui travaillait pour une entreprise fournissant des services à la clinique. Lorsque son frère a appris que la clinique recrutait du nouveau personnel, il l'a encouragée à postuler. Elle a été reçue par le Dr Daniel après avoir informé la réceptionniste, Ana Bela, de sa candidature.

Lors de l'entretien, qui a eu lieu au premier étage du bâtiment principal de la clinique, le Dr Daniel Yagnyè a cherché à en savoir plus sur sa formation en techniques de santé et son expérience professionnelle. Elle a travaillé comme stagiaire pendant deux mois et a retrouvé Nicolau, Bertino, Jaime et Isabel parmi ses collègues du secteur infirmier. Tous les stagiaires ont bénéficié d'une formation sur les soins intensifs et la relation avec les patients. Au cours des 15 années de collaboration avec le Dr Daniel Yagnyè, elle l'a trouvé comme un excellent professionnel, père et ami. Malgré les hauts et les bas, ils ont su surmonter les défis ensemble.

Il y a quelque temps, sa mère est tombée gravement malade et c'est à la Clinique Santa Clara qu'elle a trouvé la solution. Aujourd'hui, sa mère va bien. Lorsqu'on lui a demandé si elle savait que son patron était un grand panafricaniste, elle a répondu que cela ne transparaissait pas sur le lieu de travail et que leur interaction se concentrait principalement sur les questions professionnelles.

VII.9. Témoignage de Kiambi Zavua Nicolau

Originaire de la province du Zaïre, il a suivi sa formation d'infirmier en République Démocratique du Congo où ses parents ont vécu en tant que réfugiés. En 2009, il est arrivé en Angola et a travaillé dans différentes institutions avant de rejoindre la Clinique Santa Clara en 2012 grâce à son beau-frère qui y fournissait des services. Le Dr Daniel Yagnyè a apprécié sa maîtrise du français acquise lors de ses études en RDC.

Lors de l'entretien d'embauche qui s'est déroulé en français, il a été présenté à l'équipe médicale et aux infirmiers. Son premier salaire à la clinique était de 30000 kwanzas, (monnaie angolaise), ce qui lui a permis de louer une maison, d'acheter des ustensiles ménagers et de subvenir aux besoins de ses parents. Le Dr Daniel Yagnyè s'est révélé être un bon leader, un père et un ami pour lui. En 2018, alors qu'il était de service, un patient en psychiatrie s'est évadé de l'établissement et il a été renvoyé pour juste motif. Cependant, trois ans plus tard, il a repris son travail à la clinique. Depuis cet incident, la clinique a renforcé son infrastructure pour éviter les évasions de patients.

VII.10. Témoignage de Dona Rita

Rita Paula dos Santos est un agent d'entretien expérimenté à la Clinique Santa Clara. Née en février 1973 dans la province de Uíge, elle y a vécu jusqu'à ses 17 ans. En raison de la situation de guerre dans le pays à l'époque, elle a décidé de s'installer à Luanda, la capitale, chez une tante dans le quartier Operário. Grâce à une collègue, elle a appris que la Clinique

Santa Clara recrutait et a postulé pour un poste dans les services généraux. Dona Rita se souvient d'une patiente qui insistait pour qu'elle soit présente pour prier avant de prendre ses médicaments. Le docteur Daniel Yagnyè est un leader et un humaniste. Aucun patient n'a jamais été refusé à la Clinique en raison d'un manque d'argent. «Malgré les difficultés, il a toujours pris soin de ses patients et j'espère qu'il récupérera tout ce qu'il a perdu, car c'était le fruit de son travail».

VII.11. Dr André Buta (membre de la famille d'un patient)

Le docteur Daniel, en tant que professionnel, est un homme avec une forte personnalité. Affectueux et un peu introspectif, il possède des principes de leadership et est persévérant. Ces caractéristiques font de lui un homme politique, un leader aux convictions bien définies, intransigeant et de caractère.

«Je l'ai rencontré par l'intermédiaire d'un couple d'amis il y a environ quatre ans. J'avais besoin d'une consultation pour mon fils et la famille a fait appel à ses services. Ce fut une véritable découverte : non seulement il s'agit d'un excellent neurologue, mais aussi d'une personne sur qui on peut compter. Au cours des consultations et du traitement de mon fils, j'ai réalisé qu'il était un homme politique tourné vers le panafricanisme avec un accent sur la question du Cameroun. Et comme j'ai fait mes études supérieures en France, notre interaction est très forte. Je pense que les idées qu'il défend contribuent à une véritable indépendance des pays africains. Les indépendances africaines sont encore très liées à l'Occident. Et nos

frères de la zone francophone vivent une réalité encore plus désolante dans le continent. »

VII.12. Couple António João dos Santos Afonso et Juliana dos Santos Afonso (membres de la famille des patients)

« En 2018, nous avons rencontré le Dr Daniel pour notre fils aîné qui souffrait de dépression. C'est par l'intermédiaire du Dr Vanusa, psychologue travaillant avec le Dr Daniel, que nous avons fait sa connaissance. Elle nous a expliqué qu'en plus de la consultation psychologique, il était important de consulter un psychiatre pour mieux orienter le traitement.

Je me souviens que nous avons été bien accueillis alors que la famille attendait encore son salaire pour couvrir les frais du traitement. Pour nous, cela montrait son humanisme, car dans les établissements privés, chaque acte médical est facturé et doit être réglé à l'avance. En plus de son accueil chaleureux, il a été le premier spécialiste à comprendre la situation réelle de notre fils après de nombreuses consultations, même à l'étranger.

Quelque temps plus tard, notre plus jeune fils a également été touché par la dépression et la famille ne pouvait plus faire face aux frais médicaux. Malgré notre manque de moyens financiers, le docteur Daniel Yagnyè a continué à nous accueillir jusqu'à ce que la santé de nos enfants se stabilise. Nous sommes infiniment reconnaissants envers ce grand panafricaniste au cœur généreux. »

CHAPITRE VIII : EXTRAITS DE L'INTERVIEW QUI N'ONT PAS ÉTÉ INCLUS DANS LE TEXTE.

Bref questionnaire du journaliste André Sibi au Dr Daniel Yagnyè Tom

Lors de la transcription des données recueillies lors des diverses rencontres entrevues et conversations occasionnelles, nous n'avons pas trouvé de cadre pour le matériel qui suit tout au long des différents textes, c'est pourquoi il sera utilisé dans le format ci-dessous :

Questionnaire

Dr Daniel, n'avez-vous pas peur que vos propos soient mal interprétés et que certains puissent penser que vous critiquez le MPLA d'une manière ou d'une autre?

Daniel Yagnyè Tom (DYT) : En quoi suis-je qualifié pour critiquer le MPLA? Les militants du MPLA ont fait de ce parti l'un des plus influents du continent, alors que le mien, malgré son ancienneté, n'a jamais accédé au pouvoir. Les militants du MPLA n'ont pas besoin de mes critiques. Je n'ai fait que rapporter certains faits. D'ailleurs, dans les années 1960 à Dolisie au Congo-Brazzaville, la plupart des militants de l'UPC étaient également membres du MPLA. C'est pourquoi je me sens proche du MPLA en Angola. En fin de compte, c'est une question de conscience : si je ne peux pas mordre la main qui me nourrit, je ne peux pas non plus être révolutionnaire au Cameroun et réactionnaire en Angola.

Dr Daniel, vous avez évoqué votre séjour en Angola, mais vous n'avez jamais mentionné aucun président angolais, ni même le président Eduardo dos Santos qui a dirigé le pays de 1979 à 2017, ni l'actuel président João Lourenço. Avez-vous des craintes à ce sujet ?

DYT : Je n'ai aucune crainte à ce sujet. Tout d'abord, je tiens à remercier les trois présidents qui ont facilité ma présence en Angola et assuré ma sécurité. Je profite également de cette occasion pour exprimer ma gratitude envers le peuple angolais pour son hospitalité durant mon long exil politique.

Je commencerai par le président Agostinho Neto, que vous semblez avoir oublié. À mes yeux, Dr Agostinho Neto est un géant du panafricanisme, l'un des plus grands, si ce n'est le plus grand panafricaniste du continent. En ce qui concerne le contentieux historique entre la France et le Cameroun, le président Neto était du côté du peuple camerounais. Il a pris de nombreux risques. Homme politique extrêmement déterminé et sans calculs politiques, il a collaboré avec l'UPC sur les plans militaire et diplomatique, mettant en péril la lutte du MPLA en s'opposant simultanément à la France, à la Grande-Bretagne et au Portugal. Le rôle du président Neto dans la libération de l'Afrique australe est immense. Étranger aux politiques de raison d'État et de Realpolitik, il s'est exprimé sans détour : souvenez-vous simplement de l'Angola comme « la tranchée ferme de la révolution en Afrique » ou « la poursuite de notre lutte réside dans la libération de la Namibie et la chute du régime d'apartheid en Afrique du Sud ». Des propos audacieux pour un politicien ordinaire, car à cette époque l'Angola était un « bébé

politique» dans une Afrique déjà très divisée et affaiblie face à une Afrique du Sud puissante sur les plans économique et nucléaire.

Il est indéniable que le président Neto était un homme politique exceptionnel. Un homme politique ordinaire aurait d'abord cherché à consolider l'État angolais nouvellement indépendant avant de s'occuper des problèmes des pays voisins. En effet, l'Angola manquait de ressources logistiques, militaires et financières. En ce qui concerne le président Eduardo dos Santos, je peux affirmer qu'il a toujours réagi rapidement aux demandes de l'UPC et je ne crois pas qu'il soit responsable du non-respect de ses directives. Dans l'ensemble, il a réussi à préserver l'unité de l'Angola, ce qui n'était ni facile ni garanti. Quant au président João Lourenço, je le connais un peu mieux. Il m'a reçu à plusieurs reprises. Son courage politique est remarquable, tant dans sa lutte contre la corruption et l'impunité que dans son sens aigu de l'État, lorsqu'il a demandé pardon au nom de l'État angolais pour les événements tragiques du 27 mai 1977. Le président João Lourenço a donné une nouvelle dimension au 23 mars 1989, envoyant un signal fort non seulement à l'Angola et à l'Afrique australe, mais à tout le continent africain.

Après avoir terminé mes études en Communication, je me souviens d'une de vos interventions à la Faculté des sciences sociales de l'Université Agostinho Neto à Luanda. Elle portait sur la vie et l'œuvre d'Agostinho Neto. Vous avez parlé de cette date clé : le 23 mars 1989. Pouvez-vous nous en dire plus ?

(DYT) « Le 23 mars 1989 symbolise la victoire de Cuito Cuanavale et devrait être considéré comme la

pierre angulaire du panafricanisme. Cette victoire est une source de peur pour l'Occident, car elle représente la victoire de l'Afrique noire sur une Afrique du Sud qui était un pilier du racisme et de la supériorité de l'homme blanc. L'Afrique a été écrasée, piétinée et humiliée au cours des derniers siècles par l'esclavage, la colonisation et le néocolonialisme. Nous ne pouvons pas oublier l'idéologie de cette Afrique du Sud et le soutien qu'elle a reçu des pays occidentaux. Nous les Africains avons tendance à tout oublier! Il faut pardonner, mais ne pas oublier pour éviter que cela ne se reproduise. La victoire de Cuito Cuanavale était une victoire sur l'appareil militaire d'un pays inspiré par l'esprit de la Conférence de Berlin de 1884-85.

Tout l'Occident a lancé une contre-offensive médiatique et diplomatique pour étouffer cette victoire afin qu'elle ne soit pas connue du monde. Ils ont atteint leur objectif, car la victoire de Cuito Cuanavale est encore très peu connue sur le continent.»

Quelle était la contre-offensive de l'Occident à cette époque??

(DYT) : *Il y avait au moins deux* volets importants : le premier était de concentrer toute l'attention sur Nelson Mandela. Il ne fallait que parler de lui. La figure extraordinaire de l'homme est évidente pour le monde entier! Cela n'enlève rien à ses hautes réalisations et à sa stature hors du commun! Mais, soudain, le «terroriste» d'hier recevait des fleurs de partout, de ceux qui maintenaient et aidaient le régime de l'apartheid. C'était une stratégie pour étouffer la victoire de Cuito Cuanavale. Car

l'Occident, l'Afrique et le monde ne doivent pas savoir que la libération de Nelson Mandela est due à cette victoire ! À vrai dire, sans la victoire de Cuito Cuanavale, Mandela aurait passé quelques années de plus en prison. Pour les racistes, il était important, et l'est toujours, que l'on ne sache pas que c'est cette victoire qui a dicté la fin de l'apartheid et donné l'indépendance à la Namibie.

Le deuxième aspect de la contre-offensive a été marqué par des manœuvres pour générer des contradictions interafricaines, c'est-à-dire pour fomenter la confusion politique, en vue d'éloigner le MPLA de l'ANC et vice versa. Il fallait à tout prix éviter que la dynamique de victoire de Cuito Cuanavale ne crée naturellement une force motrice MPLA-ANC, qui pourrait devenir un moteur du changement politique sur le continent.

« Force est de reconnaître que cette contre-offensive a atteint ses objectifs : la victoire de Cuito Cuanavale n'occupe pas la place qu'elle mérite dans l'histoire du continent africain. J'ai toujours pensé qu'un Festival international de Cuito Cuanavale pour la jeunesse africaine était nécessaire, avec les arts, la musique, le sport, etc., pour faire de Cuito Cuanavale un lieu de pèlerinage politique pour la jeunesse africaine, afin d'aider notre jeunesse à comprendre et avoir la foi, sur la base de ce qui s'est passé là-bas, que l'Afrique PEUT !

Dr Daniel vous avez mentionné les dates du 27 août 1940 pour le Cameroun et du 23 mars 1989 pour l'Angola. Peuvent-elles être considérées comme des dates cruciales pour les Africains ?

(DYT) : On voit, d'un côté, la dissimulation par la France de faits liés à l'Afrique, la dissimulation de données liées à l'épopée des soldats africains dans la libération de l'Europe et de la France. De l'autre côté, on retrouve cette même tendance à dissimuler et à cacher la vérité sur la victoire de Cuito Cuanavale. De quoi s'agit-il? Il s'agit d'empêcher l'auto-valorisation de l'Africain, sa prise de conscience, car l'Africain ne doit pas savoir qui il est. Il ne doit pas savoir d'où il vient et ce qu'il a fait dans l'histoire. Il ne doit pas savoir ce qu'il pourrait être capable de faire aujourd'hui et demain! Les deux éphémérides valorisent l'Africain et le continent africain. Ce sont les marques indélébiles de l'Afrique dans l'histoire du monde et de sa transformation.

Le Cameroun est dirigé depuis plus de 40 ans par un président qui a aujourd'hui 90 ans. Que pouvez-vous dire à ce sujet? Avec plus de 300 partis politiques, quelle est la spécificité et l'importance de l'Alliance patriotique et de l'Union des Populations du Cameroun dans le contexte actuel du Cameroun?

DYT : Le président Paul BIYA a 90 ans! C'est une véritable grâce de Dieu que d'avoir cet âge tout en bénéficiant de ses diverses aptitudes intellectuelles et physiques! Dans l'AP et à l'UPC nous avons des patriotes exceptionnellement dynamiques avec plus 60 ans, des camarades qui se battent pour un Autre Cameroun depuis plus de 50 ans! Sans atteindre les 90 ans, nous avons parmi nous des jeunes dynamiques de plus de 60 ans! C'est par exemple le cas de notre vice-président Dikoume Mbonjo qui continue de donner de lui-même pour cette noble cause! Il n'est pas le seul puisque vous en avez un en face de vous.

Ce qui est dommage aujourd'hui, c'est que le pays d'un côté, a des hommes de 90 ans en fonction, mais en même temps, perd de nombreuses compétences qui vont à la retraite à l'âge de 55-60 ans! Le problème n'est donc pas essentiellement lié à l'âge du président, mais à la nature de l'État camerounais, car il faudrait reconnaître les immenses capacités du président Paul Biya qui a pu se maintenir au pouvoir pendant quatre décennies au service de la France!

Quant à la spécificité de l'Alliance patriotique et de l'Union des Populations du Cameroun, c'est tout un programme qu'il faudrait présenter, mais je pourrais dire qu'elle est non seulement dans leur lutte pour la résolution du contentieux historique, mais aussi pour la parité absolue hommes/femmes dans toute la sphère de gouvernance du pays.

D'autre part pour nous, le chômage est un luxe inacceptable pour un pays comme le Cameroun où l'État devrait assumer toutes ses responsabilités, mais en même temps, faire des hommes d'affaires camerounais, les véritables locomotives de l'économie du pays et non les appendices et porteurs des sacs des entrepreneurs étrangers. Il est primordial pour nous de récupérer le franc CFA et d'effectuer un audit international sur sa gestion pendant toutes ces décennies. Car il s'agit pour nous d'une récupération et non d'une réforme, ou d'une sortie du franc Cfa.

Nous sommes un pays pseudo producteur de pétrole dont on ne sait même pas la quantité qui est produite.

Le pétrole camerounais est entouré d'un nuage opaque et gluant depuis le forage de la première goutte. Seuls les « initiés » en détiennent la clé. Depuis

son démarrage en 1976, jusqu'à l'incendie qui a provoqué son arrêt en 2019, la SONARA a toujours approvisionné le marché camerounais en carburant acheté sur le marché international. La raffinerie, construite par les Français, ne pouvait raffiner que du pétrole léger et non le brut lourd extrait de nos plateformes pétrolières, qui était donc exporté vers la France.

Malgré l'arrêt de l'activité de raffinage suite à l'incendie, la SONARA continue d'acheter du pétrole raffiné sous forme de kérosène, de super, de pétrole lampant et de gasoil pour approvisionner le marché local. Si nous avions une distillerie capable de raffiner du brut lourd, nous pourrions produire nous-mêmes du bitume à moindre coût pour construire des routes. Cependant, cela représenterait un manque à gagner pour certains, car notre pétrole lourd est actuellement transporté hors du Cameroun pour être raffiné et nous est revendu sous forme de bitume à un prix élevé.

Pour la petite histoire, le Cameroun est reconnu comme ayant des routes parmi les plus coûteuses en Afrique. Il avait été révélé en 2013 que le prix moyen d'un kilomètre de route bitumée au Cameroun était d'environ 205 millions de FCFA, ce qui était deux fois plus élevé que la moyenne africaine qui tournait autour de 100 millions de FCFA. De plus, un rapport de la Banque mondiale publié en 2018 indiquait que certaines infrastructures routières au Cameroun sont 2 à 6 fois plus chères que des projets similaires en Afrique. La situation ne s'est guère améliorée.

Que penser de la présence et du rôle exact d'une paierie de France au Cameroun, depuis des décennies?

Structure du Trésor public liée au contentieux historique dépendant de la Direction générale du Trésor (DG Trésor), chargée de défendre les intérêts de la France en matière de relations économiques et commerciales avec les pays étrangers. La paierie de France permet la transaction de flux monétaire entre le Cameroun et la France. Il est aisé de comprendre comment la France peut se permettre de transférer des sommes indigestes pour des groupes financiers occultes au nez et à la barbe du citoyen camerounais. La France se classe 4e parmi les pays ayant les plus grandes réserves d'or dans le monde, avec près de 2 440 tonnes. Selon le World Gold Council, la Banque de France détenait 2 436,10 tonnes d'or à la fin de l'année 2020. Comment justifier une telle réserve d'or ? Sinon par une rapine systématique du sous-sol des pays africains sous l'emprise du néocolonialisme lié au contentieux historique France-Afrique ! De plus, que fait la France de toutes les réserves d'or des pays africains francophones de la zone du franc CFA, soit 50 % de leurs réserves d'or déposées à la Banque Centrale de France.

Ce pays doit rendre compte à tous ces pays qui durant toutes ces décennies, ont remis « leurs porte-monnaies » à la France, sous forme de réserve d'or. C'est comme si vous donnez votre porte-monnaie à votre voisin. Chaque fois que vous avez des courses à effectuer, un enfant à inscrire à l'école, ou un malade à hospitaliser, vous devez lui demander votre argent. Lorsque vous souhaitez acheter une voiture, vous devez obtenir son autorisation. Ce voisin, s'il le souhaite, vous prête votre argent avec ses conditions (intérêts, marque de voiture à acheter et dans quel

endroit effectuer cet achat). C'est tout simplement inimaginable et inique.

Je ne pourrais terminer sans parler du panafricanisme. On pourrait définir l'upécisme comme l'une des meilleures expressions du nationalisme et du panafricanisme camerounais. Dans notre pays et en Afrique Centrale en général, on parle beaucoup ces derniers temps du panafricanisme sans lui donner un réel contenu concret, palpable comme du temps des Kwame N'krumah, Félix Roland Moumié, Barthélémy Boganda, Patrice Lumumba, António Agostinho Neto et, etc. À l'heure actuelle, l'un des enjeux panafricanistes majeurs pour notre région, pour plusieurs raisons évidentes, serait par exemple la création d'une unité géopolitique régionale englobant le Tchad, la République centrafricaine et le Cameroun. Cette unité géopolitique pourrait prendre plusieurs formes, notamment rotatoires, vous pouvez imaginer les énormes économies que feraient ces trois pays s'ils avaient une seule et même représentation diplomatique rotatoire commune, sans parler de la création et de l'optimisation des infrastructures communes, ce serait le coup d'envoi pour une autre Afrique centrale! Il s'agit ici du véritable panafricanisme! Voici en deux mots ce que je peux vous dire sur un sujet où il y a beaucoup à dire.

Après 37 ans d'exil, que pouvez-vous dire du Cameroun et de l'UPC aujourd'hui? Êtes-vous satisfait de votre engagement politique?

Si je ne peux pas encore parler de satisfaction, au moins je peux dire sans hésiter que les principales

raisons qui ont motivé mon adhésion à l'UPC il y a presque 50 ans restent intactes : l'injustice historique, économique et sociale avec toutes les sortes d'inégalités. Le pillage du pays, la corruption, l'intolérance politique et l'impunité. Le pays n'est pas encore indépendant, c'est toujours le même régime de l'autonomie sous la France qui, avec le franc CFA, continue à faire travailler le peuple camerounais pour les intérêts de celle-ci. Les nouvelles qui m'arrivent, ce que je vois et lis dans les réseaux sociaux est ahurissant : c'est toujours une piste «mortelle» qui lie les deux capitales du pays, Douala et Yaoundé. C'est cette même route de campagne qui dessert le corridor Douala-Ndjamena et Douala-Bangui. L'eau et l'électricité ne sont toujours pas accessibles pour tous aujourd'hui. À Yaoundé et à Douala, le ravitaillement en eau se fait très souvent avec des camions-citernes, imaginez alors ce qui se passe dans les autres villes. Quant au courant électrique, s'il est toujours rare dans ces deux principales villes, dans l'arrière-pays, les populations passent souvent des mois dans l'obscurité. Je ne parle pas de la santé ni des autres domaines. Le climat politique paraît insoutenable.

Bien entendu il serait injuste de ne pas reconnaître les erreurs de l'UPC elle-même pendant ces dernières décennies, puisqu'il est évident que sans ces fautes, les choses auraient été certainement différentes dans le pays aujourd'hui. L'UPC s'est trop laissé infiltrer pendant sa résistance clandestine. Aujourd'hui plusieurs décennies après, je comprends mieux ce que le jeune homme naïf que j'étais ne pouvait pas comprendre : il était impossible que nos différents

congrès en France, ne fussent pas largement suivis de près par les services secrets français. Cette infiltration est à l'origine de notre calamiteuse sortie de clandestinité. Après la capitulation de Woungly-Massaga, le retour des exilés upécistes a été très mal réalisé. En un mot l'UPC n'a pas été à la hauteur des enjeux, ce qui explique sa difficile condition d'aujourd'hui. Mais curieusement tout n'est pas perdu, puisqu'elle démontre une résilience enviable par d'autres partis politiques, elle plie, mais ne rompt pas! L'upécisme est l'avenir de ce pays, on voit d'ailleurs de plus en plus d'hommes politiques se réclamant de l'upécisme, même s'il s'agit le plus souvent d'un upécisme que l'on veut faire sans les upécistes c'est-à-dire contre eux. Dans tous les cas, il y a largement plus d'upécistes dans le pays en dehors des chapelles upécistes qu'à leur intérieur.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

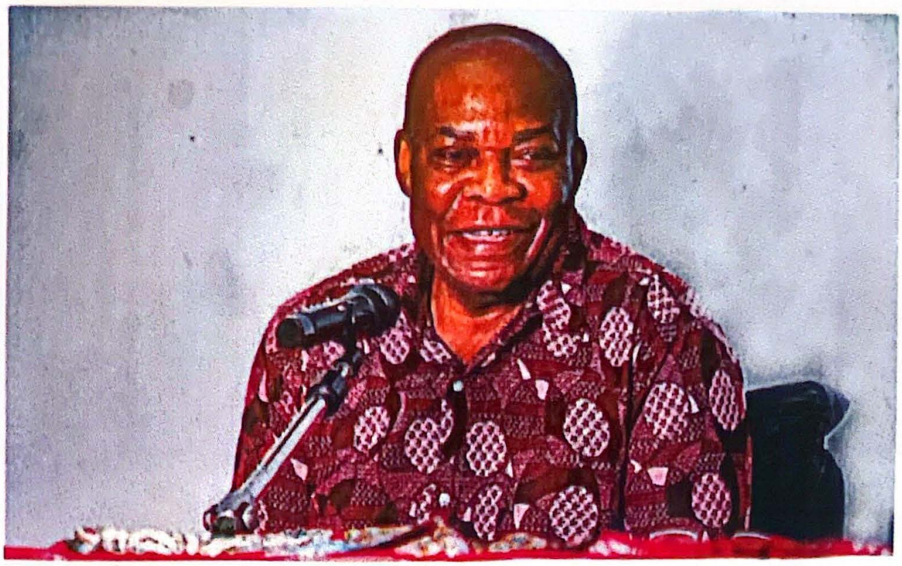
Pierre Messmer, *les Blancs s'en vont. Récit de la décolonisation*. Albin Michel page 130.

Daniel Abwa, *Commissaires et Hauts commissaires de la France au Cameroun* (1916-1960) Presse universitaire de Yaoundé p.415.

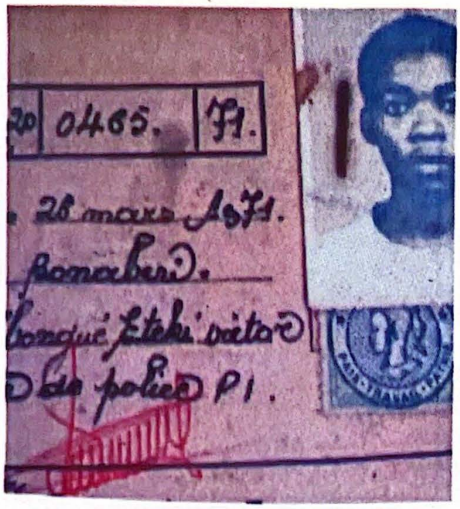
Le journal «Le Monde», dans son édition du 11-12 mars 1956, rapporte que le ministre Gaston Deferre a assuré à Monsieur Soppo Priso, Président de l'Assemblée territoriale du Cameroun, que son projet de Loi-Cadre ne sera pas appliqué au Cameroun, compte tenu du statut particulier de ce territoire sous tutelle.

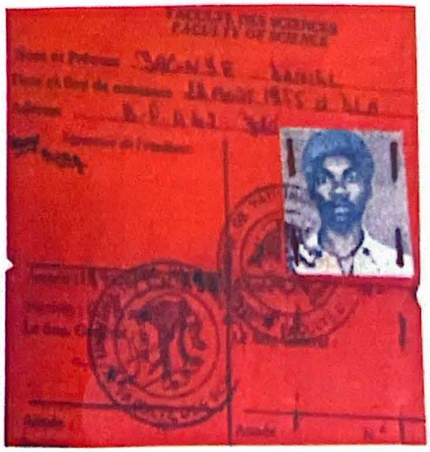
Site du contentieux historique : www.histoirecamerounfrance.com

CAHIER PHOTOS

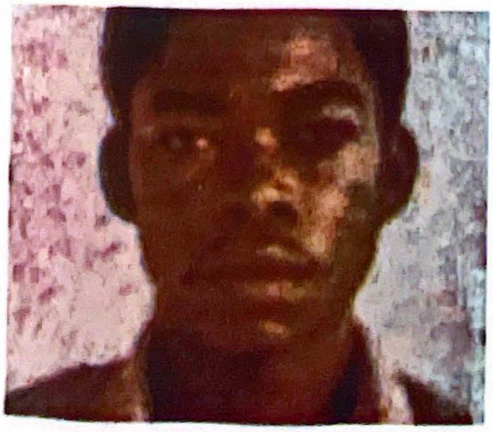


Dr Daniel Yagnyè.

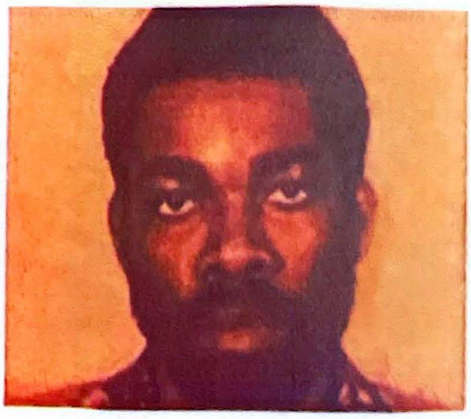




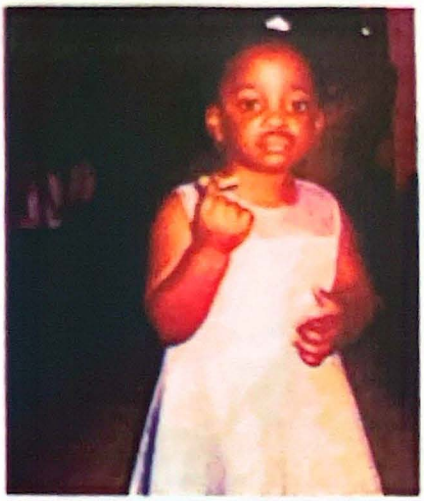
Daniel Yagnyè à 16 et 26 ans.



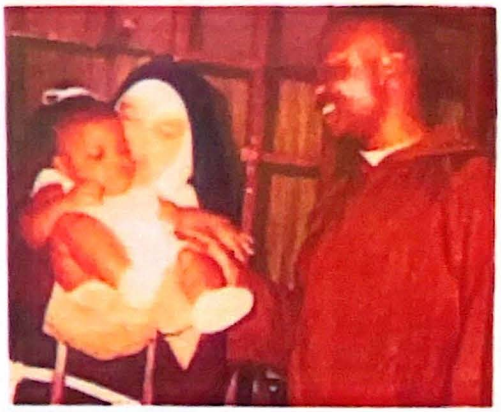
À 19 ans à l'université.



À 26 ans à l'université.

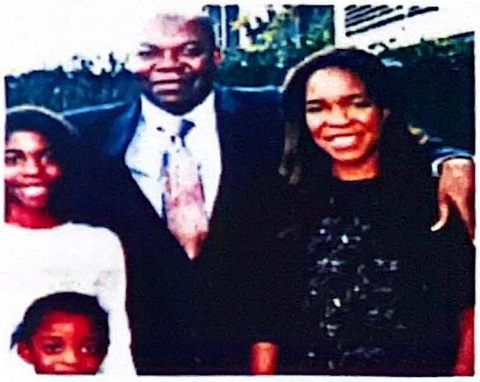


Antoniela Massé da Silva Yagnyè.

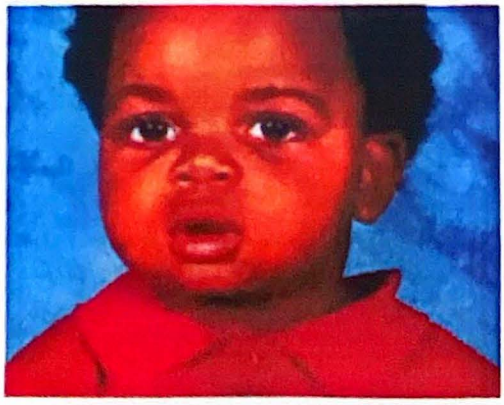


Baptême de Antoniela avec sœur Fabiola et frère Sibi au monastère des sœurs Santa Clara de Assis.

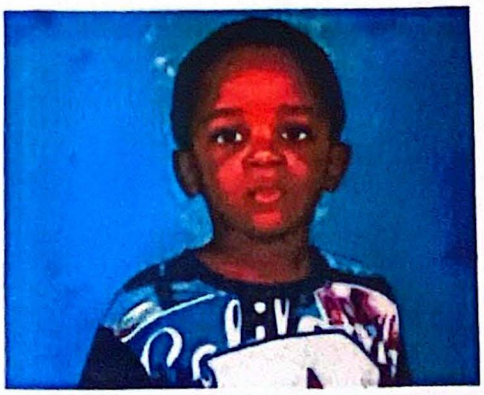
Les filles avec une cousine



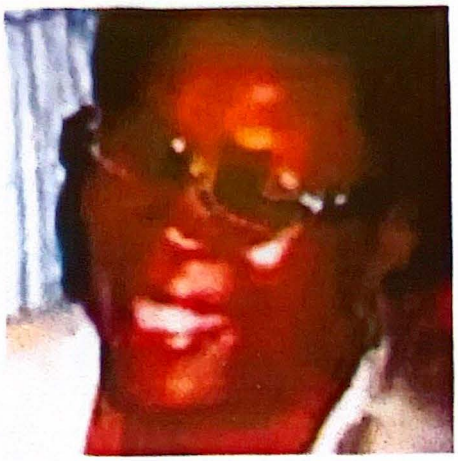
En famille avec les filles.



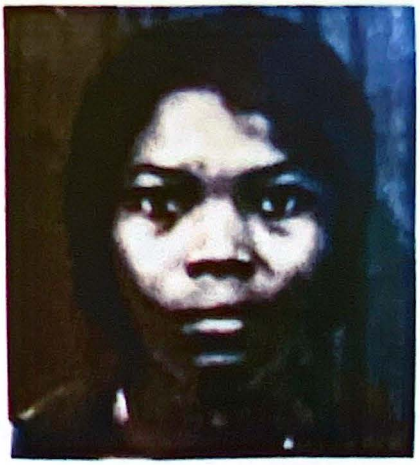
Joshua, un petit-fils.



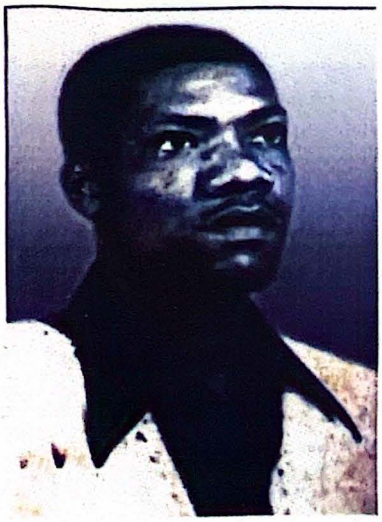
Yann, un petit-fils.



Antonica Baiao, belle-mère.

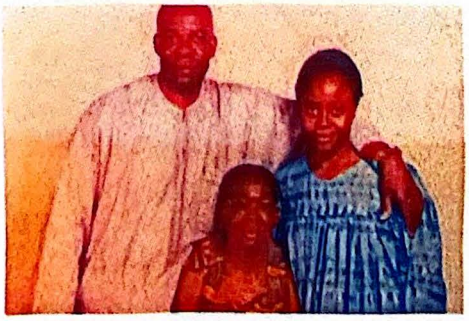


Alice Ngo Tina, cousine

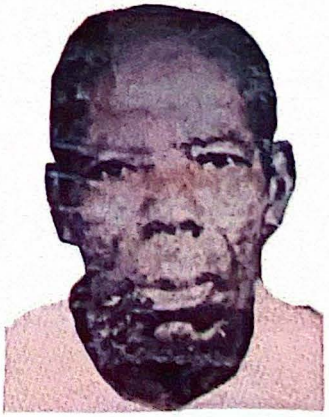


Paul Londol Tom, grand-frère.

À Bamako avec sa sœur Julienne et ses nièces.



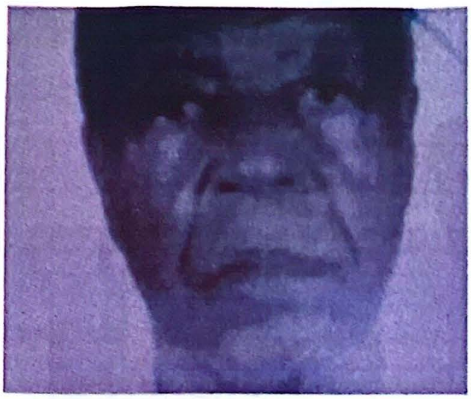
À Bamako avec sa petite-sœur Julienne et sa nièce Marie-Claire (Toupie).



Michel Kissaga, oncle

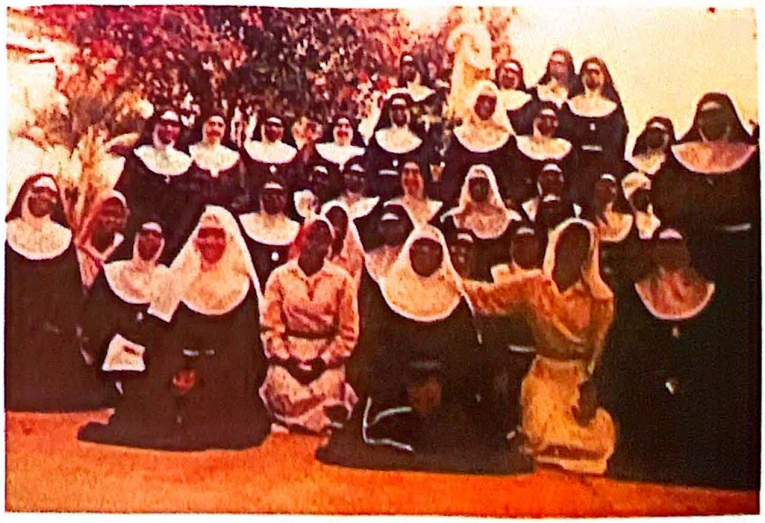
Michel Makanda, son oncle avec Nadine, sa cousine

Michel Makanda, son oncle

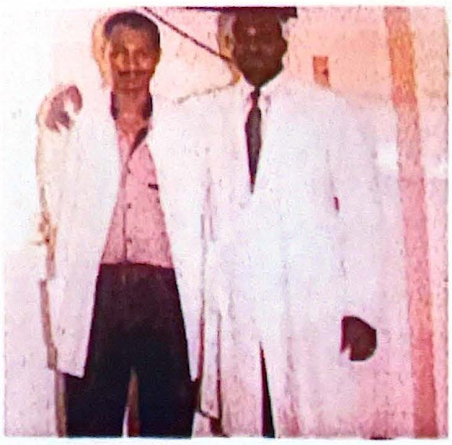


André Bassi, son parrain.

Brigitte Bassi, sa marraine.

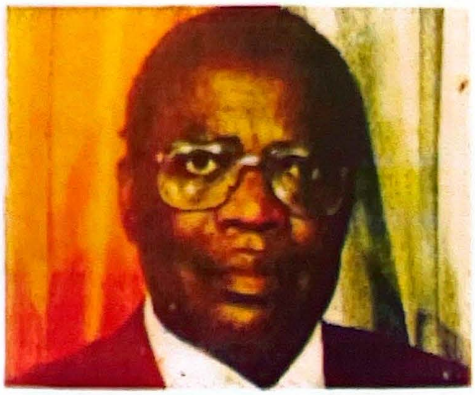


Monastère des sœurs clarisses (Santa Clara de Assis, Luanda).

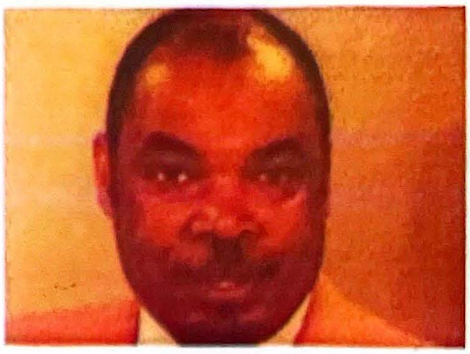


À l'hopital Maria-Pia Josina Machel de Luanda avec Dr Augusto

Emock Elang Thomas (Antonio da Costa).

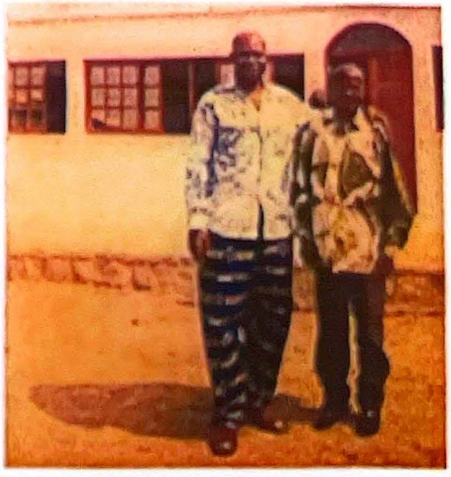


Me Michel Ndoh, ancien president de l'UPC.



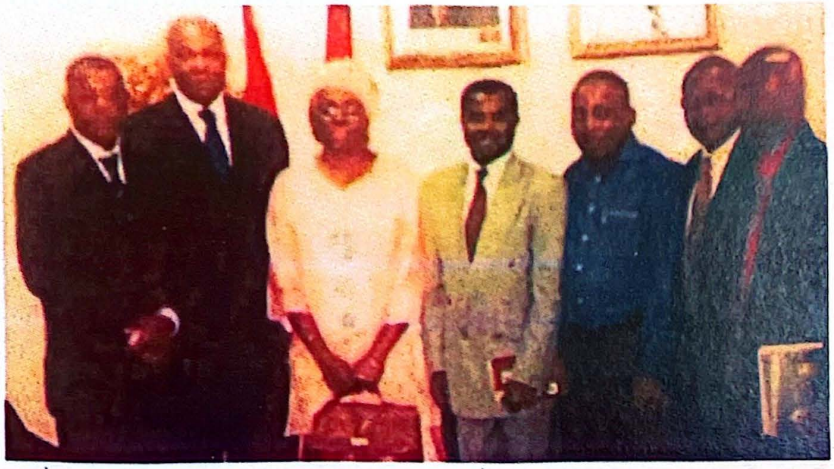
Woungly-Massaga, ancien S.G de l'UPC.

Makembe Tollo, commandant «Free boy» de l'ALNK.

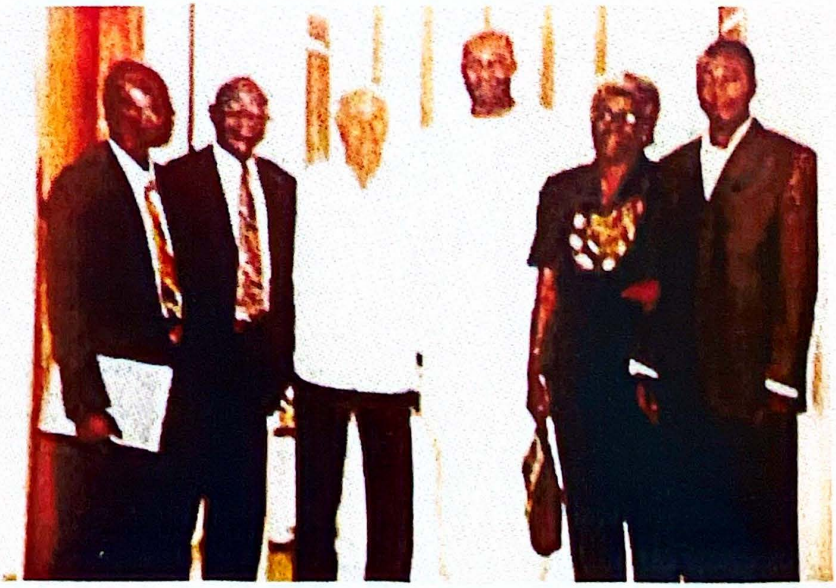


À Luanda en compagnie du camarade Njassep Mathieu (Ben Bella), secrétaire particulier du président Ernest Ouandié.

Au comité provincial du MPLA de Luanda avec délégation de l'UPC.

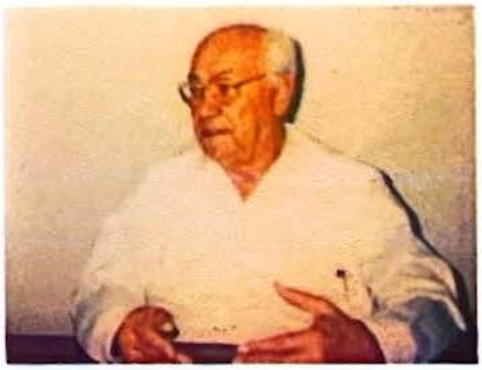


Au siège du MPLA, réception par le S.G Dino Matrosse d'une délégation de l'UPC composée de Henriette Ekwe, Mathieu Njassep, Patient Ndom et Awoumou.



Au siège du MPLA, réception par le camarade Paulo Teixeira Jorge, d'une délégation de l'UPC composée par Henriette Ekwe, Mathieu Njassep, Awoumou Jean Arthur, Dominingos et Daniel Yagnyè.

Délégation de l'UPC au monastère de Santa Clara de Luanda. Henriette Ekwe, Mathieu Njassep, Awoumou, Ndom, Daniel



Le camarade Paulo Teixeira Jorge, ancien ministre des relations extérieures de l'Angola, dirigeant du MPLA.

En compagnie du camarade Lucio Lara, dirigeant historique du MPLA.

Avec le camarade Lucio Lara et ses fils, le général Paulo Lara et l'écrivain et historien Jean Michel Mabeko-Tali.

Union des Populations du Cameroun (U.P.C)

Section Kamerunaise de l'Alliance Révolutionnaire des Peuples Africains

MANDAT DE REPRÉSENTATION

Le Bureau Politique du Comité Central de l'U.P.C.,

- Vus les Statuts de l'U.P.C.,
- Vus les orientations et résolutions des IIème et IVème congrès de l'U.P.C en matière de solidarité panafricaine et d'internationalisme,
- Vus les liens historiques et exemplaires de solidarité militante entre l'U.P.C et le M.P.L.A.,

Article 1er:

Nomme le camarade Dr. YAGNYE Daniel, membre du Comité central de l'U.P.C, ancien Représentant Spécial de l'U.P.C pour l'U.R.S.S. et les pays socialistes d'Europe, Représentant Spécial de l'U.P.C. en République Populaire d'Angola.

Article 2:

Exhorte le camarade YAGNYE Daniel à assumer ses responsabilités avec discrétion, vigilance et efficacité, sans perdre de vue la nécessaire préservation de bonnes relations d'Etat à Etat entre l'Angola et le Cameroun, et l'indispensable mobilisation de tous les Etats africains, y compris les Etats néo-coloniaux, aux côtés de la République Populaire d'Angola en lutte contre l'agression du régime raciste d'Afrique du Sud.-

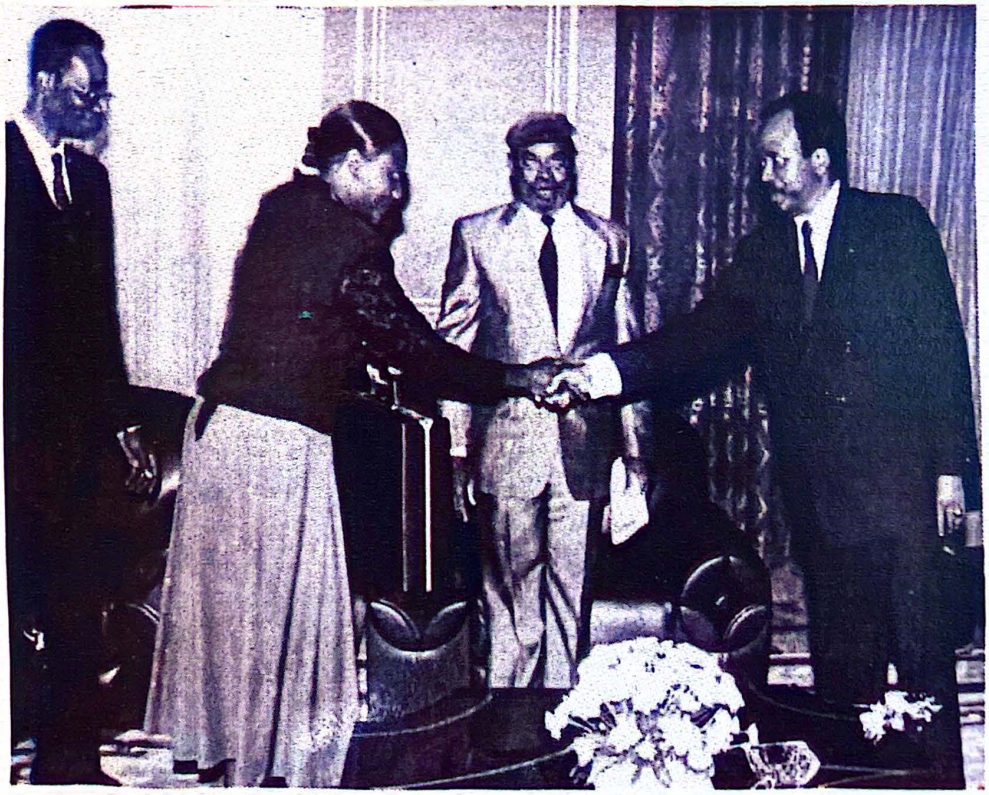
Fait à Luanda, République Populaire d'Angola, le 13 Septembre 1986, en exemplaire unique et confidentiel, déposé par le Secrétaire Général de l'UPC au Département des Relations Extérieures du Comité Central du MPLA-PT

Pour le Bureau Politique du Comité Central de l'U.P.C.

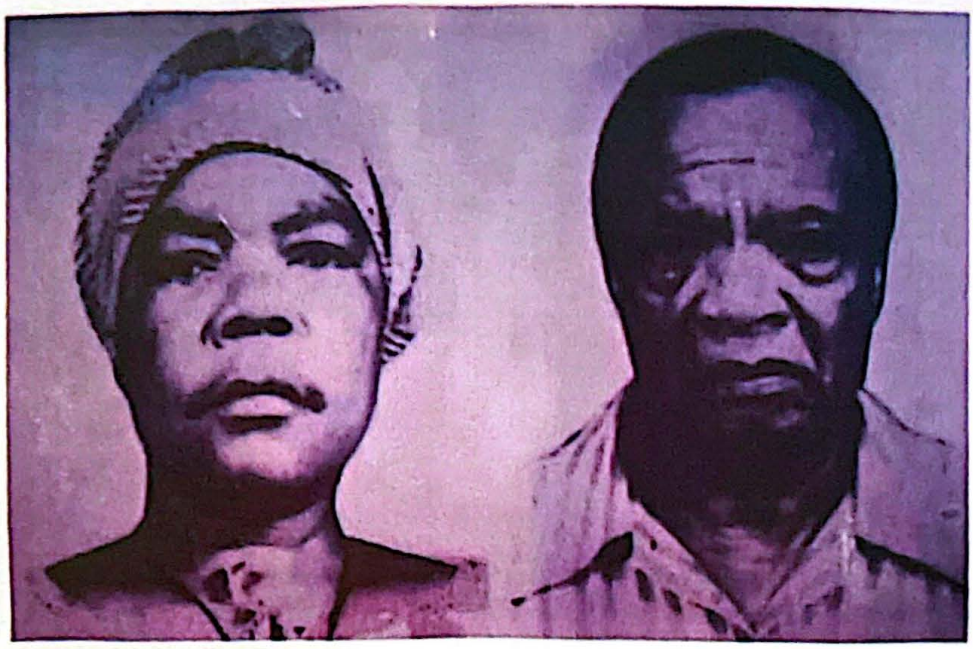
UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN
COMITE CENTRAL
SECRETARIAT

NGANGUE MASSAGA
Secrétaire Général de l'U.P.C

Au congrès de l'UPC Manidem à Douala, les camarades Moukoko Priso, Samuel Mack-kit et Kingué reçoivent l'ambassadeur Manuel Ruas de la délégation du MPLA.



Réception des camarades Valentine Ada et Woungly-Massaga par le président Paul Biya après la capitulation. .



Les parents du Dr Yagnyè, Claire et Paul TOM.

André Sibi, l'auteur du livre en compagnie du Dr Yagnyè.

TABLE DES MATIÈRES

NOTE DE L'AUTEUR 9
PRÉFACE ***Par Jean-Michel Mabeko-Tali*** 13

PREMIERE PARTIE 19

CHAPITRE I : LE DÉBUT 19
I.1. Naissance et enfance 19
I.2. Leçons et valeurs apprises par Papa Tom 21
I.3. Enseignement numéro 1 22
I.4. Enseignement numéro 2 24

CHAPITRE II : INVESTIR DANS LA FORMATION 27
II.1. Enseignement primaire 27
II.2. Enseignement secondaire 33
II.3. L'enseignement supérieur à Yaoundé 36

CHAPITRE III : L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN URSS 43
(octobre 1975-mai 1986) 43
III.1.Paris 43
III.2. Moscou 44
III.3. Baku 45
III.4.Volgograd 46

CHAPITRE IV : ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET ACTIVISME POLITIQUE EN URSS 49
IV.1. Activisme politique en Russie 49
IV.2. Survie en Russie 53
IV.3. Troisième congrès de l'UPC en clandestinité (France 1982) 56
IV.4. Spécialisation en Neurologie en Russie 61
IV.5. Voyage au Congo-Brazzaville avec escale à Luanda 65

CHAPITRE V : LUTTE POUR LA SURVIE EN ANGOLA 79
V.1- Début de l'activité médicale à Luanda 79
IV.2. L'éveil de la veine entrepreneuriale 82
IV.3. Création d'une famille en Angola 83
V.4. Réorganisation et projection de l'UPC à Luanda 86

DEUXIÈME PARTIE 93

CHAPITRE VI : LE CŒUR DU PROBLÈME 93
VI.1. Union des Populations du Cameroun (UPC).93
VI.2. L'imposition de l'autonomie au lieu d'une véritable indépendance 98
VI.3. Les premiers éléments constitutifs du contentieux historique franco-camerounais 101
6.4 Le Contentieux historique national, une émanation du Contentieux historique Cameroun -France 104
VI.5. l'historique de la divulgation du Contentieux historique Cameroun-France 110
VI.6. Création de l'Union des Populations du Cameroun, UPC. 118
VI.7. Gains et répercussions des commémorations à Douala le 27 août 2020. 121
VI.8. La Commission mémorielle d'Emmanuel Macron 122
VI.9. La résolution du Contentieux historique 126

CHAPITRE VII : DIMENSION HUMAINE DE DANIEL YAGNYÈ TOM 129
VII.1. Témoignage de l'ingénieur João Sebastião Teta 129
VII.2. Le témoignage du Dr Reis Junior. 135
VII-3. Témoignage du Professeur Cateano Maria

(membre de la famille d'un patient) 140
VII.4. Témoignages de ses filles 141
VII.5. Témoignage du Dr Maravilha Muanza 143
VII.6. Témoignage du Dr Vanusa Elsa Chiquete
Miguel (Psychologue) 144
VII.7. Armindo José Zonda
(infirmier de la clinique) 145
VII.8. Témoignage de Serafina Garcia Francisco 146
VII.9. Témoignage de Kiambi Zavua Nicolau 147
VII.10. Témoignage de Dona Rita 147
VII.11. Dr André Buta
(membre de la famille d'un patient) 148
VII.12. Couple António João dos Santos Afonso
et Juliana dos Santos Afonso
(membres de la famille des patients) 149

CHAPITRE VIII : Extraits de l'interview qui n'ont pas été inclus dans le texte. 151
Bref questionnaire du journaliste André Sibi
au Dr Daniel Yagnyè Tom 151

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES 163

CAHIER PHOTOS 165

Achevé d'imprimer
MamaPress
Yaoundé, juillet 2023.

ANDRÉ SIBI

DANIEL YAGNYÈ TOM

UNE VIE DE FOI ET D'AMOUR POUR LE CONTINENT AFRICAIN

« L'Afrique doit cesser d'être un espace de non-droit où les Européens et autres étrangers (extra-africains), animés par l'esprit de la conférence de Berlin de 1884-85, arrivent et peuvent agir en toute impunité.»

« Les pays africains peuvent porter le contentieux historique franco-africain devant les instances juridiques internationales pour évaluer, apprecier et juger toutes les actions de la France en Afrique, en dehors du mandat reçu de la société des Nations et des Nations-Unies.»

« Il est important de reconnaître que ce sont les Africains qui ont liberé la France et une partie de l'Occident durant la Seconde Guerre Mondiale. Pourquoi cette contribution n'est-elle pas mentionnée dans l'histoire officielle ? C'est une question qui ne cessera pas d'être posée.»

9 956429 002167